

UNIVERSITÉ D'OTTAWA

LES ZONES FRANCHES D'EXPORTATION AU CARREFOUR ENTRE LES POLITIQUES D'EXCEPTION  
ET LES CYCLES D'ACCUMULATION DU CAPITAL

PRÉSENTÉ À L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR  
CYNTHIA FALAISE

ÉCOLE D'ÉTUDE POLITIQUE  
FACULTÉ DES SCIENCES SOCIALES  
UNIVERSITÉ D'OTTAWA

10 AVRIL 2015

© CYNTHIA FALAISE, OTTAWA, CANADA, 2015

## ***Résumé/Abstract***

En érigeant un cadre théorique réunissant les concepts de fixation spatiale et d'état d'exception, la présente thèse vise à brosser un portrait des Zones franches d'exportation (ZF) à la lumière du cas salvadorien entre les années 1980 et 2000. L'objectif est de proposer des pistes de réflexion quant au caractère exceptionnel des ZF et leur insertion dans les cycles d'accumulation capitalistes. Sont ainsi abordés les discours légitimant la création des ZF et leur maintien, les moyens financiers, juridiques et logistiques déployés pour permettre leur construction, les relations de pouvoir exceptionnelles qui caractérisent les rapports intra et extra-ZF ainsi que les intérêts que les ZF servent. Cette thèse se veut donc une tentative de compréhension du processus général à l'œuvre derrière les ZF, dans l'objectif de mieux cibler les possibilités de résistance.

\*\*\*

This thesis aims to analyse the emergence of export processing zones (EPZ) through a theoretical framework that combines the concepts of spatial fix and state of exception. Taking as an illustration the Salvadoran case in the 1980-2000 period, the objective is to suggest means for reflecting on the exceptional character of the EPZ and their insertion in cycles of capitalist accumulation. The thesis will also explore the discourses legitimizing the creation and the retention of EPZ, the logistical, juridical and financial means deployed to allow their construction, the exceptional power relations that characterize the intra and extra-EPZ relations and the interests served by EPZ. This thesis is thus an attempt to encompass the general process behind the EPZ, in order to identify the resistance possibilities.

## ***Remerciements***

Cette thèse n'aurait pu être menée à terme sans le support constant et attentionné de mes superviseurs Jacqueline Best et Matthew Paterson. Leur soutien indéfectible tout au long du processus de recherche et de rédaction a été le pilier de cette aventure. Je leur suis extrêmement reconnaissante du temps qu'ils ont investi et des généreux commentaires qu'ils ont su me transmettre, ainsi que de la confiance qu'ils m'ont accordée.

Mes remerciements vont également à l'endroit de Jean-Pierre Couture et Claude Denis qui, dans le cadre du cours de méthodologie, m'ont aidée à penser ce projet et à articuler mon cadre théorique. Ce cours a été un lieu privilégié de débats et de réflexions nourrissants et stimulants.

Un immense merci à Fedora Mathieu et Mathilde Grégoire Valentini, qui ont su être des lectrices attentionnées et minutieuses à chaque étape du processus et qui ont été activement impliquées à toutes les étapes de la rédaction.

Je souhaite également souligner l'appui des membres de ma famille et de mes amis, qui m'ont encouragée à poursuivre la rédaction et qui ont cru en ma capacité de mener à bien ce projet.

Finalement, je souhaite remercier mon amoureux, complice et ami, Xavier Dionne, pour qui ma reconnaissance est sans borne. Son écoute et ses conseils ont parsemé mon quotidien et mon parcours de rédaction. Sa rigueur intellectuelle et son esprit critique m'ont permis d'affiner ma thèse, de mettre en mots des réflexions parfois diffuses et de trouver le courage de mener à terme cette aventure.

## TABLES DES MATIÈRES

---

<b>Introduction</b> .....	1
Revue de la littérature.....	1
Questions de recherche et argument .....	5
Cadre théorique .....	6
Cas empirique.....	13
Méthodologie et structure de la thèse .....	17
<b>Déclaration de l'état d'exception</b> .....	21
Contexte d'énonciation et énonciateurs.....	22
La nécessité et l'état d'urgence : de la guerre civile à la mondialisation .....	27
La dé-idéologisation du régime économique : le « réalisme » comme moteur politique et les solutions techniques.....	30
La communauté politique : ses synonymes et ses exclusions et le processus d'intégration.....	35
Conclusion partielle.....	46
<b>Mise en place des structures de fixité</b> .....	48
Contexte historique et politique.....	49
Cadre légal.....	54
Le rôle des États-Unis dans la création des ZF : un acteur clé.....	60
Conclusion partielle.....	64
<b>Moment d'exception</b> .....	65
Le camp comme lieu de travail .....	67
Le camp vu sous sa forme économique.....	71
Le rôle du gouvernement dans la force-de-loi.....	79
L'état d'exception en processus de généralisation .....	86
Conclusion partielle.....	88
<b>Achèvement de la fixation spatiale</b> .....	89
Crise de suraccumulation du capital .....	90
Inadéquation entre les discours salvadorien et états-unien .....	92
Cartographie des ZF .....	95
Conclusion partielle.....	102
<b>Conclusion</b> .....	105
Retour sur la démarche de rédaction de la thèse.....	105
Pistes d'ouverture .....	106
Possibilités de résistance .....	109
<b>Bibliographie</b> .....	111

# INTRODUCTION

---

La présente recherche est née d'un étonnement devant l'existence des Zones franches d'exportation [ci-après ZF], ces territoires disséminés dans presque tous les pays du monde et voués à la production de biens devant être réexportés pour le marché mondial. En fait, cette thèse est intimement liée à une volonté de mieux connaître et comprendre le rôle des ZF dans la marche du capitalisme et ce qu'elles révèlent sur les relations de pouvoir qui s'inscrivent dans le champ économique. Ainsi, il y eut d'abord un étonnement, certes, mais aussi une indignation qui a été nourrie par de nombreuses lectures concernant les conditions de travail qui prévalent au sein de ces territoires spéciaux. Le caractère exceptionnel relevé dans la plupart des écrits sur les ZF ont également éveillé une curiosité, étant entendu que l'exception peut parfois être plus explicite sur la norme que la norme elle-même. L'intérêt de la présente thèse est en ce sens de révéler le *comment* et le *pourquoi* des ZF, dans une perspective résolument critique. Ainsi, l'apport de la recherche sera de mettre à jour les processus qui sous-tendent le déploiement des ZF, les pratiques en leur sein et les objectifs qu'elles servent afin de cerner les possibilités de résistance.

Dans cette optique, nous proposons d'ores et déjà une revue de la littérature sommaire relevant les principales positions et approches sur les ZF comme objets d'étude. Cette revue de la littérature nous permettra de problématiser l'état de la connaissance sur les ZF et de formuler des questions spécifiques de recherche. Nous proposerons ensuite des arguments et des sous-arguments devant répondre à ces questions de recherche. Puis, nous exposerons le cadre théorique qui pilotera la recherche, ainsi que les méthodes utilisées pour la réaliser.

## 1. REVUE DE LA LITTÉRATURE

### *a. Deux grandes écoles de pensée sur les ZF comme objet d'étude*

De nombreuses analyses ayant pour objet d'étude les ZF ont été produites depuis les années 1980 et ce, au sein des disciplines économiques, politiques, sociologiques et géographiques. Les écrits au sujet des ZF se comptent donc par milliers, et nous n'aurons certainement pas la prétention d'en faire une revue exhaustive ici. Notre approche a été de sélectionner les textes qui, d'une part, apparaissent comme étant les plus centraux pour cet objet d'étude et, d'autre part, qui tentent une conceptualisation des ZF à travers nos pistes

préliminaires de recherche, c'est-à-dire la manière dont se créent et se maintiennent les ZF et les intérêts qu'elles servent. À cet égard, nous constatons la présence de deux grandes écoles de pensée, à savoir une pensée orthodoxe et une pensée hétérodoxe.

Les auteurs que nous classons dans la pensée orthodoxe partagent une vision des ZF comme étant une manifestation normale de la mondialisation et de l'accroissement de l'interdépendance commerciale entre les États. Ces auteurs ne partagent pas nécessairement les mêmes conclusions normatives quant à l'efficacité ou l'inefficacité des ZF; néanmoins, ils convergent vers une vision selon laquelle les ZF doivent être étudiées sous l'angle des retombées économiques pour le pays hôte. La manière d'aborder les ZF comme objet d'étude consiste ainsi à les juger selon leur capacité à s'intégrer dans le marché mondial et à améliorer les indicateurs économiques (notamment balance de paiements, emploi et croissance) des pays hôtes. Ainsi, cette école orthodoxe est davantage le fait d'économistes et de politologues libéraux. Elle est également la plus présente des deux écoles. Elle a réussi à s'imposer dans le débat qui l'oppose aux hétérodoxes, bien que la littérature de part et d'autre soit assez hermétique aux critiques et aux débats passés<sup>1</sup>.

L'école hétérodoxe, quant à elle, comprend des auteurs qui critiquent les ZF, n'eût égard à leur efficacité sur le plan des indicateurs économiques traditionnels. Ils se différencient nettement des auteurs orthodoxes en ce qu'ils se concentrent particulièrement sur les relations de pouvoir, qu'elles soient à une échelle individuelle (patron/employé), nationale (État/travailleurs) ou internationale (pays industrialisés/pays en voie de développement). Nous désignerons trois approches distinctes chez les hétérodoxes : les tenants d'une analyse par le système-monde, l'approche marxiste et les féministes.

---

<sup>1</sup> Voir notamment F. Miyagiwa, Kaz. « A Reconsideration of the Welfare Economics of a Free-Trade Zone », *Journal of International Economics*, vol. 21, 1986, pp. 337-350; Bost, François. « Les zones franches, interfaces de la mondialisation », *Annales de géographie*, vol. 6, no. 658, 2007, pp. 563-585; G. Grubel, Herbert. « Towards a theory of free economic zones », *Weltwirtschaftliches Archiv*, vol. 118, no. 1, 1982, pp. 39-61; L. Van, Wunnik. « L'entreprise maquiladora au Nicaragua: une "entreprise hirondelle" ». *Atelier de recherche du groupe thématique AIMS/ASRDLF*, "5ème atelier de recherche du groupe thématique AIMS/ASRDLF", Faculté Jean Monnet, Université Paris-Sud, Sceaux, 2011, p. 1-32; Omar, Karima et William A. Stoeber. « The Role of Technology and Human Capital in the EPZ life-Cycle », *Transnational Corporations*, vol. 17, no. 1, 2008, pp. 135-159 et Madani, Dorsati. « A Review of the Role and Impact of Export Processing Zones », *Policy Research Working Paper*, The World Bank, Development Research Group, 1999, p. 21-22.

Pour ces premiers, notons par exemple Hardy, qui adopte le système-monde comme cadre théorique pour comprendre comment la vallée de Sula au Honduras s'intègre dans l'économie-monde<sup>2</sup>. Desse et Hortog<sup>3</sup> utilisent également la notion de système-monde pour comprendre le rôle des ZF, allant jusqu'à établir un parallèle entre la multiplication des ZF dans le Bassin des Caraïbes et l'esclavage mû par la Nouvelle-Espagne<sup>4</sup>. Le point commun à ces auteurs est la tentative de révéler une économie mondiale basée sur l'exploitation d'une périphérie par le centre.

Pour l'approche marxiste, le dénominateur commun est l'analyse à travers une grille qui met la classe comme principal acteur dans l'étude des ZF. C'est le cas de Sklair, qui établit un lien clair entre la naissance d'une classe transnationale et le développement des maquilas à la frontière mexicano-américaine<sup>5</sup>. D'autres auteurs comme Goldin effectuent des entrevues approfondies auprès de travailleurs des ZF afin de comprendre comment le passage d'une économie informelle à un travail salarié d'assemblage transforme leur conscience de classe<sup>6</sup>.

En ce qui concerne les féministes, nous les retrouvons surtout dans les écrits qui portent sur les ZF du Mexique, tant la condition des femmes en ce pays a été cruciale pour la compréhension du phénomène des maquilas. Ainsi, nombre d'auteurs tentent de conceptualiser les rapports de domination genrés et sexistes qui s'opèrent à l'intérieur des maquilas, mais aussi à l'extérieur. À titre d'exemple, Borgeaud-Garciandia et Lautier s'attardent à démontrer que les relations de pouvoir au sein des maquilas sont marquées par le paternalisme et la domination sur les ouvrières, plus particulièrement<sup>7</sup>.

---

<sup>2</sup> Hardy, Sébastien. « La vallée de Sula (Honduras) : une marge triomphante? », dans *Environnement urbain*, Tome 28, no. 3, 2006, pp. 221-233.

<sup>3</sup> Desse, Michel et Thierry Hartog. « Zones franches, offshore et paradis fiscaux: l'antimonde légal », *Mappemonde*, vol. 72, 2003, p. 21-24.

<sup>4</sup> *Ibid.* p. 21.

<sup>5</sup> Sklair, Leslie. « The Maquilas in Mexico: A Global Perspective », *Bulletin of Latin American Research*, vol. 11, no. 1, 1992, pp.91-107.

<sup>6</sup> Goldin R., Liliana. « Labor Turnover Among Maquiladora Workers of Highland Guatemala : Resistance and Semiproletarianization in Global Capitalism », *Latin American Research Review*, vol. 46, no. 3, 2011, pp. 133-231.

<sup>7</sup> Borgeaud-Garciandia, Natacha et Bruno Lautier. « La personnalisation de la relation de domination au travail : les ouvrières des maquilas et les employées domestiques en Amérique latine », *Actuel Marx*, vol. 1, no. 49, 2011, pp. 104-120.

La présente thèse s'inscrit au sein de l'école hétérodoxe, notamment parce qu'elle partage les positions normatives de ses auteurs, une épistémologie qui tient compte de l'expérience des principaux intéressés et une approche qui met les relations de pouvoir au cœur de l'analyse. En ce sens, l'école hétérodoxe est d'un grand apport pour la présente recherche; nous tenterons donc de s'insérer dans le champ en mobilisant les écrits de cette école, dans l'objectif de contribuer à l'édification des connaissances sur notre objet d'étude.

### ***b. Retour critique sur les écoles orthodoxe et hétérodoxe***

La section précédente proposait un survol de la littérature principale sur les ZF. Un des constats qui nous apparaît flagrant à la lecture des textes orthodoxes et hétérodoxes est le manque de littérature politique théorique conceptualisant les ZF. De fait, la plupart des auteurs susmentionnés examinent les effets des ZF, que ce soit sur des indicateurs économiques ou sur la vie des travailleurs concernés. Mis à part les tenants d'une approche système-monde, ces auteurs peinent à inscrire leur objet d'étude dans un débat plus théorique, d'où l'absence remarquée d'une « discussion » dans la littérature : les différentes approches semblent évoluer en vase clos, sans tenter de s'inscrire dans un débat plus large qui mènerait à une conceptualisation des ZF.

Notre démarche vise précisément à contribuer à la théorisation des ZF et à poser les bases épistémologiques d'un débat qui se fait pressant. Par bases épistémologiques, nous faisons ici particulièrement référence aux auteurs orthodoxes, qui, souvent, occultent les fondements ontologiques, épistémologiques et normatives de leur analyse. Parler des effets des ZF sur le taux de croissance et la balance des paiements, par exemple, implique une certaine reconnaissance de ces indicateurs comme fiables et pertinents. En l'absence de données satisfaisantes, les ZF sont négatives pour un pays; en présence de données encourageantes, les ZF deviennent alors les leviers prisés du développement. Cette approche néglige toutefois de discuter les bases de ces indicateurs, leur rôle, leur symbolique et, surtout, ce qu'ils occultent en matière de rapports de pouvoir.

En ce qui concerne notre volonté de conceptualiser les ZF, elle répond à un besoin de réconcilier les approches hétérodoxes, qui offrent toutes trois un angle d'analyse pertinent, mais qui semble incomplet, lorsque prises isolément, pour brosser un portrait plus général des ZF. En effet, les analyses basées sur le système-monde révèlent pertinemment les

dynamiques du capitalisme qui sont servies par l'existence des ZF et la manière dont celles-ci s'y insèrent; les féministes et les marxistes démontrent quant à eux comment les relations de pouvoir économiques ou sexistes se répercutent au sein des ZF et comment celles-ci perpétuent des situations d'exploitation et de subordination. Le travail de recherche que nous proposons vise à rassembler dans un même élan ces différentes explications, en montrant qu'elles ne sont pas isolées et qu'elles sont, au contraire, imbriquées dans une même relation temporelle et spatiale. Nous nous joignons ainsi aux auteurs hétérodoxes, mais cette fois en proposant une démarche novatrice et multidisciplinaire.

## 2. QUESTIONS DE RECHERCHE ET ARGUMENT

Cette problématique nous mène donc à une question spécifique de recherche, celle qui guidera notre réflexion et notre rédaction : « Comment expliquer la présence, la production de la légitimité et la localisation des ZF, ainsi que les relations de pouvoir s'exerçant en leur sein? ». Cette question nous amène donc sur le terrain de l'explication, à savoir le *comment* des ZF, leurs conditions d'émergence, le processus entourant leur création, les mouvements de légitimation à l'œuvre dans leur implantation, etc. La question nous amène également à considérer le *pourquoi* des ZF, c'est-à-dire les intérêts qu'elles servent et les dynamiques dans lesquelles elles s'inscrivent. Le terme « zones franches d'exportation » permet de circonscrire davantage l'objet d'étude en excluant les zones franches qui ne sont pas dédiées à des activités productives d'exportation. Cette question de recherche peut en ce sens être décomposée en quatre sous-questions de recherche, à savoir:

- Par quel processus discursif sont légitimées les ZF?
- Comment la construction des ZF est-elle réalisée?
- Comment caractériser les relations de pouvoir et d'abus qui s'exercent au sein des ZF?
- À qui/quoi profitent les ZF?

L'argument général devant répondre à ces questions de recherche et guider l'ensemble de la thèse est le suivant : **la construction, la légitimation, le maintien et la raison d'être des ZF s'expliquent à travers une relation entre la construction discursive et matérielle des espaces d'exception et les structures et pratiques qui visent un cycle**

**d'accumulation dans ces mêmes espaces.** Nous étayerons cet argument général à l'aide de sous-arguments qui seront détaillés à chacune des sections.

### 3. CADRE THÉORIQUE

Le cadre théorique qui pilotera notre recherche est formé de deux concepts : le processus de fixation spatiale<sup>8</sup> et l'état d'exception. Le premier, issu du champ de l'économie politique internationale, offre une conception du capitalisme à travers un angle géographique et temporel. La fixation spatiale nous permettra de mettre à jour le *pourquoi* des ZF, à travers une grille d'analyse résolument critique. Le deuxième concept est davantage lié au champ de la pensée politique. Il apportera des réponses au *comment* des ZF, à savoir comment elles sont justifiées et comment elles sont concrètement mises en place. Nous verrons dans cette section les deux concepts en détail ainsi que la manière dont ils entreront en relation dans la présente thèse.

#### *a. Dynamiques spatio-temporelles du capitalisme*

Les questions géographiques en Économie politique internationale ont permis l'émergence d'une littérature critique de la production de l'espace, notamment en réponse à des visées néolibérales des questions spatio-temporelles. Paul Krugman fait partie de ces économistes néo-keynésiens qui ont appelé à des réformes visant notamment à opter pour une approche géographique de l'économie devant mener à une application concrète des théories élaborées afin d'expliquer le rôle de l'espace en économie<sup>9</sup>. À cet égard, Krugman note que « application of models and techniques derived from industrial organization now allows a reconsideration of economic geography [and] it is now time to attempt to incorporate the insights of the [...] tradition in this area into formal models<sup>10</sup> ». Cette brèche ouverte par l'auteur est reconnue sous le nom de « Nouvelle géographie économique » (NEG) et a soulevé de nombreuses réactions au sein de la discipline, notamment chez Wilson Japhy, qui a avancé que l'application souhaitée de la NEG a mené à des expériences qui soient critiquables à plus d'un égard : « [i]n practical terms, the NEG has been instrumental in the World Bank's new spatial approach to development', which aims to

---

<sup>8</sup> Traduction libre de « Spatial fix ».

<sup>9</sup> Krugman, Paul. « The Fall and Rise of Development Economics », *Geography, Development and Economic Theory*. Cambridge : MIT Press, 1997, pp. 1-30.

<sup>10</sup> Krugman, Paul. « Increasing Returns and Economic Geography », *Journal of Political Economy*, vol. 99, no. 3, juin 1991, p. 484.

fully colonise peripheral regions of the global economy through constructing the spatial infrastructures necessary for globalised production and exchange<sup>11</sup> ». Chez cet auteur, la NGE apparaît davantage comme un outil néo-colonisateur que comme un modèle visant à émanciper les populations du Sud.

La seconde approche que nous dénommerons « géographique hétérodoxe » tire sa source d'auteurs ayant cherché à démontrer les dynamiques spatio-temporelles sous-jacentes à la production de l'espace à travers l'histoire selon une logique d'accumulation du capital. Parmi ceux-ci, Henri Lefebvre constitue un auteur pivot : en avançant que « l'espace (social) est un produit (social)<sup>12</sup> », l'auteur ouvre la porte à une considération de l'espace comme un lieu où des rapports de force s'exercent. Ainsi, partant de la conception de l'hégémonie chez Gramsci<sup>13</sup>, Lefebvre souligne que la production de l'espace est également le reflet de l'influence de la classe bourgeoise sur l'ensemble de la société<sup>14</sup>. Pour lui, « la lutte des classes, aujourd'hui plus que jamais, se lit dans l'espace<sup>15</sup> ».

Les écrits de Lefebvre trouvent un écho chez David Harvey, un autre auteur pivot dans le débat sur la production de l'espace, qui soutient que « capitalist society must of necessity create a physical landscape [...] broadly appropriate to the purposes of production and reproduction<sup>16</sup> ». Le concept de fixation spatiale mis de l'avant afin de comprendre la production de l'espace à travers le temps apporte en ce sens un point de vue davantage global et géographique. Le terme bisémantique « fixation » vise à expliquer, d'une part, le caractère « fixé » du capital à travers des infrastructures matérielles et, d'autre part, à évoquer le besoin de produire de nouveaux espaces afin de pallier aux problèmes récurrents de suraccumulation (dans ce deuxième sens, le terme « fixation » fait référence aux « impulsions insatiables du capitalisme à résoudre ses crises internes par l'expansion et la restructuration géographique<sup>17</sup> »). Selon Harvey, ce double sens du processus de

---

<sup>11</sup> Wilson, Japhy. « Colonising Space: The New Economic Geography in Theory and Practice », *New Political Economy*, vol. 16, no. 3, juillet 2001, p. 373.

<sup>12</sup> Lefebvre, Henri. *La production de l'espace*. Paris : Anthropos, 2000, 2009, p. 35.

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 17.

<sup>14</sup> *Ibid.*, p. 18.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 68.

<sup>16</sup> Harvey, David. « Labor, Capital, and Class Struggle around Built Environment in Advanced Capitalist Societies », *Politics & Society*, vol. 6, 1976, p. 265.

<sup>17</sup> Harvey, David. « Globalization and the "Spatial fix" », *Geographische revue*, vol. 2, 2001, p. 24.

[Traduction libre]

fixation spatiale soulève une contradiction fondamentale du capitalisme, à savoir son besoin d'un espace immuable conjugué à un besoin tout aussi important de détruire ce même espace à moyen terme afin de résoudre les problèmes de suraccumulation<sup>18</sup>.

C'est ce dernier point de vue, celui de la fixation spatiale, qui sera adopté pour la présente recherche. Comme nous le verrons dans la section de mise en relation des concepts, les deux sens de « fixation » tels que définis par Harvey seront temporellement et schématiquement séparés dans l'objectif d'isoler chacun de ces sens et de les appliquer à notre cas empirique.

***b. État d'exception : entre l'exception à la règle et la règle de l'exception***

Si les perspectives présentées plus tôt font référence à la temporalité, le capitalisme et la géographie, les auteurs qui se penchent sur l'état d'exception adoptent une approche résolument politique et philosophique, en ce qu'ils tentent d'établir les fondements de la mise en place et du maintien d'un état d'exception par une forme d'autorité, qu'elle soit étatique, institutionnelle, privée ou diffuse.

Incontournable lorsqu'il est question de l'état d'exception, Giorgio Agamben le présente comme « un seuil d'indétermination entre démocratie et absolutisme<sup>19</sup> », une prérogative du souverain sur la vie nue, non pas comme essence originelle de l'être, mais comme condition créée artificiellement : « la vie nue est un produit de la machine [biopolitique] et non quelque chose qui lui préexiste<sup>20</sup> ». Prenant comme exemple le camp comme lieu le plus avancé de ce processus (en tant que structure spatiale de l'état d'exception et *locus* de la force-de-loi<sup>21</sup>), Agamben met en garde contre le transfert progressif de l'État démocratique vers un totalitarisme généralisé, où l'exception deviendra éventuellement la règle. C'est justement cette conclusion qui est contestée par Didier Bigo, qui reproche à Agamben son pessimisme quant à la pérennité de la démocratie : « nous pouvons utiliser

---

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 25.

<sup>19</sup> Agamben, Giorgio. *État d'exception, Homo Sacer*. Paris : Éditions du Seuil, 2003, p. 12.

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 147.

<sup>21</sup> La force-de-loi est ici entendue comme une force qui s'exerce en dés-appliquant la loi en vigueur, d'où le rayage de « loi ». Cette formulation sera explicitée en détail à la section *Moment d'exception*.

l'État de droit comme facteur de résistance contre l'exceptionnalisme et contre cette stratégie qui réduit les gens à la vie nue<sup>22</sup> ».

Pour Bigo, deux distinctions fondamentales doivent être formulées afin de nuancer les conclusions d'Agamben quant à la généralisation d'un état d'exception en tant que *nomos* du monde et afin de conceptualiser les possibilités de résistance : d'une part, il faudrait différencier moment d'exception et déclaration de l'état d'exception<sup>23</sup> et, d'autre part, entre état d'exception qui soit inclus dans le cadre légal et état d'exception qui aurait pour effet de restructurer le juridique<sup>24</sup>. Dans son article concernant l'état d'exception et la base militaire Guantánamo, Claudia Aradau en vient à des conclusions similaires à celles de Bigo, en soulignant que *nomos* et exception évoluent de pair et s'influencent réciproquement et que le discours sur la nécessité est au cœur de l'état d'exception (et par le fait même, un espace possible de résistance)<sup>25</sup>.

Jacqueline Best élargit quant à elle le champ d'application de l'exception – traditionnellement associée aux questions d'ordre sécuritaire – à l'économie. Se basant sur Foucault et Agamben, elle avance que les récents changements qui se sont opérés au sein de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International puisent leur justification à travers l'exception à la règle de la souveraineté étatique<sup>26</sup>. Cependant, ceux-ci apparaissent comme étant de plus en plus répandus<sup>27</sup> et de façon plus marquée en ce qui concerne le champ économique : « the economy often works as an exception to politics as usual and becomes the basis for subtler forms of discrimination about what constitutes a life worth living<sup>28</sup> ». Toujours sur la question économique, Ong a élaboré une représentation de l'état d'exception qui établit des liens entre néolibéralisme et exception, en relevant la manière dont les discours sur le néolibéralisme (dé-politisation et technicalisation des réformes néolibérales), permettent l'émergence de discours d'exception ciblés sur des populations

---

<sup>22</sup> Bigo, Didier. « Exception et ban : à propos de l' "État d'exception" », *Erytheis*, no. 2, novembre 2007, p. 128.

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 127.

<sup>24</sup> *Idem.*

<sup>25</sup> Aradau, Claudia. « Law transformed: Guantánamo and the 'other' exception », *Third World Quarterly*, vol. 28, no. 3, 2007, p. 18.

<sup>26</sup> Best, Jacqueline. « Why Economy is Often the Exception to Politics as Usual », *Theory, Culture & Society*, vol. 24, no. 4, septembre 2007, p. 88.

<sup>27</sup> *Idem.*

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 99.

vulnérables<sup>29</sup>. Cette conception permet donc une problématisation des questions de citoyenneté, d'exception et de marché : « [t]he elements that we think as coming together to create citizenship – rights, entitlements, territoriality, a nation – are becoming disarticulated and rearticulated with forces set into motion by market forces<sup>30</sup> ». Ces contributions de Best et Ong sont utiles à notre étude, puisqu'elles tissent des liens nécessaires et souvent omis par la littérature entre l'exception et l'économie, permettant ainsi d'apporter un éclairage nouveau sur notre compréhension de l'état d'exception.

Nous reprendrons plusieurs idées ici évoquées pour tenter une conceptualisation de l'état d'exception essentielle à ce travail de recherche. D'abord, nous nous baserons en grande partie sur les définitions d'Agamben de l'état d'exception, du camp et de la force-de-l~~o~~i pour dépeindre les ZF salvadoriennes. Les positions d'Agamben nous permettent de considérer à la fois les faits et la loi pour déterminer s'il existe un état d'exception au Salvador. Nous retenons néanmoins la distinction de Bigo quant à la déclaration de l'état d'exception et le moment d'exception afin de les isoler et les analyser séparément. Nous porterons aussi une attention particulière à la manière dont l'état d'exception s'insère dans la loi et comment il restructure la loi. Nous partageons également l'idée de Best selon laquelle l'économie est souvent un prétexte à des formes subtiles de discrimination. Cette posture nous permettra de mobiliser les écrits d'Ong afin d'établir des liens étroits entre contexte économique et état d'exception. Puis, nous nous rangeons derrière Aradau pour sa conception de l'exception et de la norme comme mutuellement constitutives. Ce dernier élément nous permettra de voir comment le camp se déploie à travers un va-et-vient entre la norme et l'exception, sans toutefois prétendre à un camp généralisé. La prédiction d'Agamben quant à la possibilité d'un camp généralisé sera en ce sens reprise, mais nuancée.

### ***c. Relations entre les concepts***

#### *i. Relation de complémentarité*

Si les deux concepts se recoupent quant à l'attention particulière portée au temps et à l'espace, lorsque pris séparément, ils ont tous deux des lacunes pour l'étude des ZF. Dans le cas de l'état d'exception, la littérature sur ce concept tend à omettre les aspects

---

<sup>29</sup> Ong, Aihwa. *Neoliberalism as an Exception : Mutations in Citizenship and Sovereignty*. Durham : Duke University Press, 2006, p. 3.

<sup>30</sup> *Ibid.*, p. 6.

économiques capitalistes qu'un état d'exception peut servir en se concentrant bien souvent sur les aspects plus sécuritaires. Cela mène à une analyse étato-centrée de cet état d'exception, en focalisant l'analyse sur les actions des gouvernements et des fonctionnaires. Cette tendance au sein de la littérature sur l'état d'exception ne permet pas de saisir pleinement l'étendue et la diffusion du pouvoir à l'œuvre au sein du camp et néglige par le fait même de porter une attention aux autres acteurs de l'état d'exception, à savoir, par exemple, les autres États, les entreprises privées, les think tank, etc. Du côté du processus de fixation spatiale, les auteurs s'intéressent précisément aux dynamiques du capitalisme et à leurs manifestations géographiques. Si cette littérature offre un éclairage sur les contradictions du capitalisme, elle ne permet pas nécessairement de comprendre comment ces dynamiques s'opèrent et comment elles sont légitimées, notamment à travers l'agencéité de l'État. Un amalgame de ces deux concepts permet en ce sens de répondre précisément à notre question de recherche en offrant une perspective plus complète lors de l'étude des ZF, notamment parce qu'il permet :

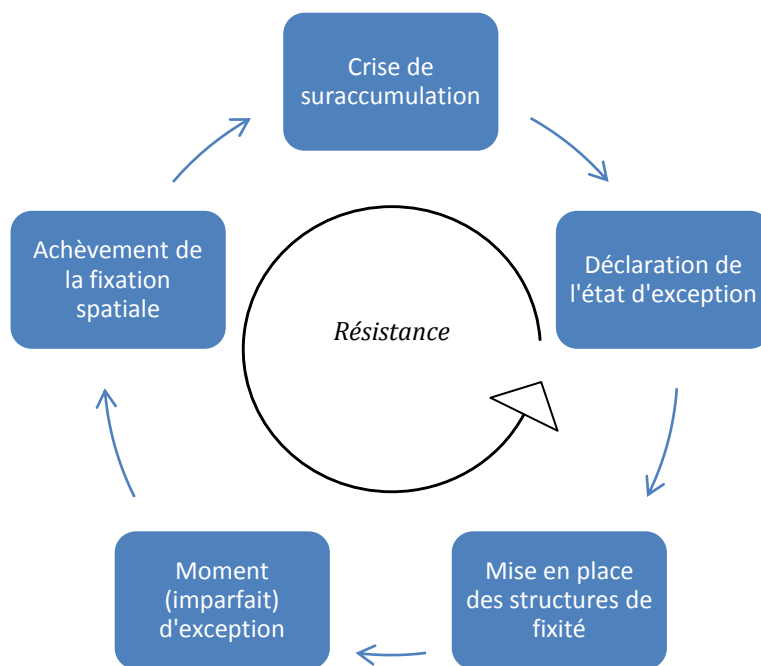
- de mieux cerner les dynamiques du capitalisme tout en mettant à jour les pratiques symboliques et discursives qui sont mobilisées pour l'accommoder et le légitimer;
- de considérer les aspects locaux, nationaux et mondiaux que comprennent les ZF, notamment à travers un cadre qui prenne en compte la géographie dans l'analyse;
- d'offrir une analyse internationale (entre les États) et transnationale (entre les acteurs non-étatiques), comprenant ainsi des acteurs tels que les syndicats, les entreprises multinationales, les agences gouvernementales et l'État.

En somme, la mise en relation de la fixation spatiale et de l'état d'exception nous est utile pour répondre aux deux éléments de notre question de recherche générale, à savoir le *pourquoi* et le *comment*. La fixation spatiale est davantage liée au *pourquoi*, puisqu'elle permet de comprendre l'utilité des ZF pour les mouvements de capitaux et pourquoi ces derniers (re)structurent l'espace à travers l'immobilisation. L'état d'exception offre une explication quant à *la manière* dont se déploie un régime de ZF : elle permet d'entrevoir, sur

le plan discursif, comment les processus d'exclusion sont symboliquement mis en place et, sur le plan factuel, comment est mis en œuvre un moment d'exception caractérisé par le camp.

ii. *Relation temporelle*

Afin de tirer profit des avantages de chacun des concepts tout en comblant leurs lacunes respectives, nous allons les réunir sous la forme d'un schéma temporel. Ce schéma que nous nommons « cycle narratif » cherche à rendre compte d'un enchaînement, d'une séquence événementielle qui illustre une période caractérisée par les diverses étapes potentiellement traversées, de l'époque précédant le régime de ZF jusqu'à son achèvement.



Le schéma tente donc d'insérer une dimension temporelle aux concepts de fixation spatiale et d'état d'exception qui, eux, ancrent géographiquement et philosophiquement l'analyse. En ce sens, le cycle narratif évoque la manière dont sera abordé notre sujet, à savoir à travers le récit d'un régime de ZF. Quant à la résistance, elle est intégrée au schéma sans être accolée à aucune étape précise : elle est partie prenante de chacune des séquences qui

caractérise le processus, comme l'ont souligné Bigo<sup>31</sup> et Harvey<sup>32</sup>. Il à noter que bien que le cycle soit présenté de façon circulaire, il est possible que le processus fasse demi-tour; par exemple, une nouvelle crise pourrait ressurgir durant le moment d'exception, ce qui impliquerait une nécessité de re-légitimer l'état d'exception à travers une déclaration, etc. En somme, bien que le processus soit présenté de façon circulaire, les séquences peuvent s'enchevêtrer, se dépasser ou agir de manière simultanée. La division ici présentée, on l'aura compris, est avant tout une tentative de conceptualisation du processus *général* à l'œuvre.

Ainsi, ce cycle narratif constituera le guide de rédaction de la thèse : les cinq étapes qui la constituent seront prises une à une afin d'être appliquées au cas concret du régime de ZF au Salvador<sup>33</sup>. Il convient finalement de souligner que le cadre théorique ici présenté constitue un portrait global dans lequel s'inscrit la thèse. À chaque étape de la thèse, nous préciserons ce portrait en étayant davantage les concepts de force-de-loi, des sens du processus de fixation spatiale et du camp, pour ne nommer que ceux-là.

#### 4. CAS EMPIRIQUE

Pour répondre à notre question de recherche et étayer notre argument général, nous avons opté pour une étude de cas, un choix avant tout méthodologique. En effet, l'objectif derrière la sélection d'un cas empirique est d'abord d'illustrer concrètement nos prétentions conceptuelles et théoriques, dans le but de les mettre en évidence. Le cas empirique choisi se veut ainsi un prétexte pour comprendre le phénomène des ZF dans son sens large.

##### *a. Choix du cas*

Nous avons choisi de se pencher sur les ZF du Salvador. Pour notre objet d'étude, ce pays présente plusieurs caractéristiques intéressantes. D'abord, si le Salvador est le plus petit pays de l'Amérique centrale sur le plan territorial, il est aussi le plus peuplé, ce qui en fait le pays avec la plus grande densité de population de la région. Cette situation démographique

---

<sup>31</sup> Bigo, Didier. « Exception et ban : à propos de l' "État d'exception" », *loc. cit.*, p. 128.

<sup>32</sup> Harvey, David. « Le "Nouvel Impérialisme" : accumulation par expropriation », *Actuel Marx*, vol. 1, no. 35, 2004, p. 77.

<sup>33</sup> À l'exception de la section *Crise* qui sera intégrée à la section *Achèvement*.

conjugée à la jeunesse de sa population en fait un bassin de main d'œuvre fort attrayant pour les investisseurs. Comme l'indique Pierre R. Turcotte, « [i]l n'est donc pas étonnant que [la main d'œuvre du Salvador] constitue son plus grand actif<sup>34</sup> ». Le cas du Salvador nous apparaît aussi intéressant au niveau de sa comparabilité avec les autres pays du Sud : ses indicateurs le placent comme un pays médian au sein des pays du Sud<sup>35</sup>. Sur le plan économique, les conclusions tirées de cette recherche seront donc plus facilement transposables à un autre pays. Le choix du Salvador a aussi été fait au regard de la disponibilité des données utilisées. D'autres pays, comme le Honduras, par exemple, n'offrent pas de sources facilement accessibles par Internet. Considérant que la présente recherche ne bénéficiera pas de données recueillies sur le terrain, l'accessibilité des données par Internet représente un facteur important.

#### ***b. Quelques remarques préliminaires sur le cas salvadorien***

La période de 1983 à 2000 est marquée par une accélération de la construction des ZF au Salvador et un accroissement des conflits de travail. Elle commence avec l'Initiative du Bassin des Caraïbes (IBC), un système tarifaire et commercial préférentiel accordé de manière unilatérale par les États-Unis avec le *Caribbean Basin Economic Recovery Act* (CBERA) en 1983<sup>36</sup> qui permet la libre entrée sur le territoire états-unien des marchandises provenant du Bassin des Caraïbes<sup>37</sup>. L'IBC sera ainsi un propulseur de ZF au Salvador dès son entrée en vigueur et amènera les États-Unis à s'impliquer plus activement dans l'économie salvadorienne, notamment à travers la création du think thank *Fundación para el Desarrollo Económico y Social* (FUSADES), un organisme financé par les États-Unis ayant pour mandat de développer les ZF au pays<sup>38</sup>. La période étudiée se termine avec le *Trade and Development Act* (TDA) de 2000 qui donne un nouveau souffle au secteur maquila en

---

<sup>34</sup> Turcotte R., Pierre. *Des marchés à conquérir : Guatemala, Salvador, Costa Rica, Panama* », Montréal : Les Éditions Transcontinental inc., 1997, p. 167.

<sup>35</sup> Banque mondiale. *Données : El Salvador*. En ligne, <http://donnees.banquemondiale.org/pays/el-salvador>.

<sup>36</sup> International Food Policy Research Institute (IFPRI). *The Impact of the Central America Free Trade Agreement on the Central American Textile Maquila Industry*, rédigé par Hans G.P. Jansen et al., Washington : Discussion Paper 00720, septembre 2007, p. 16.

<sup>37</sup> Fundación Salvadoreña para el Desarrollo Económico y Social (FUSADES). *Política comercial y evolución del sector exportador durante los noventa en El Salvador* rédigé par Carolina Alas de Franco, San Salvador : Departamento de Estudios Económicos y Sociales, août 2002, p. 22.

<sup>38</sup> Rosa, Herman. *AID y las transformaciones Globales en El Salvador : El Papel de la Política de Asistencia Económica de los Estados Unidos desde 1980*, Managua : CRIES, 1993, p. 77.

lien avec ce que certains ont appelé la « Parité-ALENA<sup>39</sup> ». Le nouveau millénaire est donc synonyme d'une deuxième phase de développement des ZF au Salvador.

Sur le plan national salvadorien, la période d'étude est marquée par la fin de la guerre civile qui aura duré plus de 13 ans (1979-1992). La guerre civile opposa le gouvernement au mouvement de guérilla marxiste du *Front Farabundo Martí de libération* (FMLN)<sup>40</sup>. Durant la guerre, plus de 80 000 personnes perdent la vie et plus d'un million et demi de personnes sont déplacées<sup>41</sup>. Pour la période, le Salvador est un des pays en développement les plus dévastés par un conflit politique<sup>42</sup>, particulièrement dans les zones rurales<sup>43</sup>.

Simultanément au début de la guerre civile apparaît la récession mondiale et la crise de la dette des années 1980, qui affecteront également le pays<sup>44</sup>. La décennie qui suit verra un affaiblissement des infrastructures du pays, qui, vers 1970, étaient un facteur d'attrait pour les investisseurs<sup>45</sup>. Il existe un consensus qui situe à janvier 1992 la fin de la guerre civile, au moment de la signature des accords de paix de Chapultepec (Mexique)<sup>46</sup>. Néanmoins, l'année 1989 est également charnière pour la sortie de crise, puisque c'est l'année où s'entament les négociations de paix et où Alfredo Cristiani (issu du parti de droite économique et conservatrice *Alianza Republicana Nacionalista/ARENA*) est élu à la présidence<sup>47</sup>. Dès l'entrée en fonction de Cristiani, des réformes économiques majeures s'enclenchent et transforment le paysage national. Les politiques néolibérales marqueront la période étudiée puisque c'est le parti ARENA qui assure la présidence durant ces années. Cette conjoncture politique rapproche les États-Unis et le Salvador et, comme nous le verrons, les relations entre les deux États s'approfondissent à mesure que les présidents du

---

<sup>39</sup> Traduction libre de « NAFTA-Parity ».

<sup>40</sup> K. Boyce, James (sous la dir.). *Ajuste hacia la paz: la política económica y la reconstrucción de posguerra en El Salvador*, San Salvador : Plaza y Valdes, 1999, p. 34-35.

<sup>41</sup> Département de l'évaluation des opérations de la Banque mondiale. « Reconstruction des pays sortant d'un conflit : Le cas d'El Salvador », no. 172, été 1998, p. 1.

<sup>42</sup> Funkhouser, Edward. « Labor Market Adjustment to Political Conflict Changes in the Labor Market in el Salvador During the 1980s », *Journal of Development Economics*, vol. 52, 1997, p. 32.

<sup>43</sup> Lemoyne, James. « After Parades and Promises, Duarte Flounders in Salvador ». *The New York Times*, 16 février 1987.

<sup>44</sup> Funkhouser, Edward. *op. cit.*, p. 33.

<sup>45</sup> Rodríguez Pérez, Luis et Ana Lissette Amaya. *Zonas francas en Centroamérica : antología*, Managua : ESECA-RUCFA, UNAN-Managua, 1996, p. 82.

<sup>46</sup> K. Boyce, James (sous la dir.). *op. cit.*, p. 36.

<sup>47</sup> Segovia, Alexander. *Transformación estructural y reforma económica en El Salvador: el funcionamiento económico de los noventa y sus efectos sobre el crecimiento, la pobreza y la distribución de ingreso*. California : F&G Editores, 2002, p. 34.

parti ARENA se succèdent, mettant ainsi en place les conditions idéales pour l'émergence d'un régime de ZF au Salvador.

Par ailleurs, cette période qui voit naître les ZF au Salvador ne peut être comprise sans faire quelques remarques sur les ZF, sur la composition de la main d'œuvre qui y est employée et sur le type d'entreprise qui s'y établit. D'abord, la ZF est définie, dans la période à l'étude, comme « une zone du territoire national dans laquelle les marchandises qui y entrent sont considérées comme étant à l'extérieur du territoire douanier national, notamment en ce qui a trait aux droits d'importation et d'exportation, et sont donc sujettes à un régime procédural spécial<sup>48</sup> ». Puis, les entreprises qui s'installent dans les ZF (souvent appelées *maquilas* ou *maquiladoras*) sont généralement tributaires de contrats octroyés par des grandes entreprises étrangères. Comme l'indique l'Organisation internationale du travail (OIT),

[l]'entreprise transnationale contracte des entreprises locales pour produire une partie des biens, par exemple la confection de vêtements qui arrivent déjà coupés. Ces contractants ont des exigences de qualité et de livraison très serrées pour une somme prédéterminée (c'est-à-dire que l'entrepreneur maquilero local n'a aucun pouvoir de décision sur le prix de l'assemblage des vêtements). En conséquence, pour soutenir le taux de profit, cet entrepreneur local tente d'employer la main d'œuvre et tous les coûts qui y sont associés pour le prix minimal possible<sup>49</sup>.

Le travail des maquilas est donc généralement d'assembler des matières premières ou des marchandises non finies afin de les réexporter<sup>50</sup>. Finalement, la majorité des employés sont des femmes (83% en 1997<sup>51</sup>) faiblement scolarisées<sup>52</sup> et jeunes (83,4 % ont moins de

---

<sup>48</sup> Consejo Monetario Centroamericano. *Efectos de la maquila en el sector real y en la balanza de pagos de El Salvador*. San Salvador : Documento de Investigación No. 1, 2001, p. 4. [Traduction libre de « aquella área del territorio nacional, donde las mercancías que en ella se introduzcan, son consideradas fuera del territorio aduanero nacional, respecto de los derechos de importación y de exportación y por tanto sujetas a un régimen y marco procedimental especial »]

<sup>49</sup> Organisation internationale du travail (OIT). *La sindicalización de las mujeres trabajadoras de la maquila : equidad de genero y trabajo de la mujer en centroamerica, loc. cit.* [Traduction libre de « La empresa transnacional contrata empresas locales para producir parte de los bienes , por ejemplo la confección de prendas que ya vienen cortadas. Estos contratos tienen exigencias de calidad y entrega justo a tiempo por una suma de dinero determinada, (o sea el empresario maquilero local no tiene ningún poder de decisión sobre el precio por el ensamblaje de la prenda), en consecuencia para sostener la tasa de ganancia este empresario local trata de contratar la mano de obra y todos sus costos asociados por el precio mínimo posible. »]

<sup>50</sup> Consejo Monetario Centroamericano. *op. cit.*, p. 3.

<sup>51</sup> Centro de Estudios del Trabajo, CENTRA/Centro de Solidaridad AFL-CIO, Proyecto de Investigación Permanente en la Maquila. *op. cit.*, p. 21; Anner, Mark. « Forging New Labor Activism in Global

trente ans<sup>53</sup>). Ces données peuvent certainement être mises en parallèle avec le travail qui y est effectué, à savoir principalement de la couture, de l'assemblage de vêtements, du repassage, du nettoyage et de la cuisine<sup>54</sup>. Ces tâches requièrent peu d'années d'étude et sont habituellement réservées aux femmes dans la sphère domestique, ce qui en fait des candidates « naturelles » pour les postes à combler en ZF<sup>55</sup>. Quant aux hommes qui travaillent en ZF, ils ont généralement de meilleurs salaires puisqu'ils occupent des postes de mécaniciens, de gestionnaires ou d'opérateurs<sup>56</sup>. Ces considérations de genre, nous le verrons, influencent le type de relations qui s'installent au sein des entreprises en ZF.

## 5. STRUCTURE ET MÉTHODOLOGIE

Le cadre théorique que nous avons élaboré plus tôt porte en lui-même la méthodologie qui sera utilisée pour la thèse : le cycle narratif est basé sur la narration d'une relation séquentielle et temporelle. C'est donc sur une analyse historique d'une étude de cas que repose la démarche générale de cette thèse. Ainsi, l'étude de cas est la méthode la plus adaptée à l'analyse du cycle narratif à travers les régimes de ZF, en ce qu'elle permet d'aborder une multitude d'aspects qui convergent afin de mettre en relief une situation donnée. Selon l'approche de la construction théorique continue, « les arguments associés à une théorie sont présentés un par un, ou pièce par pièce, en s'appuyant sur le cas. Ainsi, la théorie est graduellement dévoilée au fil des sections et démontrée en s'appuyant sur les

---

Commodity Chains in Latin America », *International Labor and Working-Class History*, no. 72, automne 2007, p. 23.

<sup>52</sup> Asociación de Mujeres por la Dignidad y la Vida, Las Dignas; Centro para la Defensa del Consumidor (CDC); Fundación de Estudios para la Aplicación del Derecho (FESPAD); Instituto de Derechos Humanos de la Universidad José Simeón Cañas (IDHUCA). *op. cit.*, p. 42.

<sup>53</sup> Anner, Mark. « Forging New Labor Activism in Global Commodity Chains in Latin America », *loc. cit.*, p. 23.

<sup>54</sup> Procuraduría para la Defensa de los Derechos Humanos. *Los derechos humanos y la maquila en El Salvador*, rédigé par Mercedes Cañas et al., San Salvador, avril 1998, p. 36; Structural Adjustment Participatory Review International Network (SAPRIN). *La flexibilización del mercado laboral en El Salvador*. San Salvador : research summaries, mars 2001, p. 16.

<sup>55</sup> Vilma Marisol Carranza Gómez, Rolando Lobo Marroquín et Gabriela Gerldina Villatoro, Zaldaña. « Las desigualdades e inequidades en el mercado de trabajo salvadoreño. El caso de las mujeres ex-combatientes », mémoire de licence, octobre 2010, Antiguo Cuscatlán : Universidad Centroamericana José Simeón Cañas, p. 53.

<sup>56</sup> Centro de Estudios del Trabajo, CENTRA/Centro de Solidaridad AFL-CIO, Proyecto de Investigación Permanente en la Maquila. *op. cit.*, p. 26; Procuraduría para la Defensa de los Derechos Humanos. *Los derechos humanos y la maquila en El Salvador*, *loc. cit.*, p. 35.

résultats du cas<sup>57</sup> ». C'est précisément ce que nous tenterons de faire, à savoir démontrer les différentes composantes du cycle narratif tel qu'élaboré plus tôt, en divisant stratégiquement chaque élément constituant ce cadre conceptuel. À cet égard, des approches historiques, politiques et économiques nous permettront de mettre à jour chacune des composantes du cadre conceptuel. Cette approche méthodologique s'inspire du principe de triangularisation des données<sup>58</sup>, afin de soumettre un objet d'étude au « feu d'éclairages différents afin de lui donner tout son relief<sup>59</sup> ».

En ce sens, la présente thèse est divisée en six sections, incluant la présente introduction, la déclaration de l'état d'exception, la mise en place des structures de fixité, le moment d'exception, l'achèvement du processus de fixation spatiale et la conclusion. Chaque séquence présente dans le cycle narratif requiert une méthodologie distincte, suivant les éléments qu'elle sert à illustrer. Nous proposons ici un survol des méthodes qui seront utilisées dans chacune des sections, mais il convient de noter qu'elles seront également détaillées et précisées au fil de la thèse.

#### ***a. Déclaration de l'état d'exception***

Dans le cas de la déclaration de l'état d'exception, l'analyse de discours critique nous sera d'un grand apport en tant que méthode nous permettant d'aborder la manière dont est construite discursivement et symboliquement l'idée de ZF<sup>60</sup>. Comme l'indique Paul Sabourin, la perspective sémantique « est conçue comme expressive d'une relation sociale de communication qui est déterminante de l'activité idéologique<sup>61</sup> ». À cet effet, une catégorisation et la création d'une topologie propre à l'étude de l'implantation d'un régime de ZF nous permettra de recréer un schéma narratif qui soit caractéristique de la déclaration de l'état d'exception au Salvador. En ce qui a trait au type de document utilisés pour cette section, nous faisons évidemment référence aux projets de loi, aux documents et discours émanant de diverses instances gouvernementales, mais aussi aux documents issus

---

<sup>57</sup> N. Roy, Simon. « L'étude de cas », dans Gauthier, Benoît. *Recherche sociale : de la problématique à la collecte de données*, Québec : Presses de l'Université du Québec, 2003, p. 181.

<sup>58</sup> La triangularisation des données est définie comme une stratégie qui « consiste à multiplier ses méthodes ou ses sources de mesures ». N. Roy, Simon. *op. cit.*, p. 177.

<sup>59</sup> Hamel, Jacques, *Études de cas et sciences sociales*, Paris : L'Harmattan, 1997, p. 104, cité dans N. Roy, Simon. *op. cit.*, p. 177.

<sup>60</sup> Sabourin, Paul. « L'analyse de contenu », dans Gauthier, Benoît. *Recherche sociale : de la problématique à la collecte de données*, Québec : Presses de l'Université du Québec, 2003, p. 368.

<sup>61</sup> *Ibid.*, p. 371.

d'organisations nationales et internationales ayant participé à l'implantation de ZF. Ce dernier élément fait notamment écho au fait qu'il faille, dans l'analyse de discours, prendre « the international-global system into account and consider the vulnerability of countries to penetration from transnational humanitarian organizations<sup>62</sup> ». À cet égard, nous serons donc sensibles aux contraintes structurelles qui conditionnent les réponses étatiques, ainsi qu'à la relation étroite qui lie les décisions politiques aux besoins de fixité du capital.

### ***b. Mise en place de la fixité***

D'abord, il faudra, pour rendre compte de la fixité du capital, déterminer comment le régime de ZF au pays a créé des conditions propices à l'implantation de nouveaux capitaux, selon l'idée que « something can be pinned down and secured in a particular locus<sup>63</sup> ». Cela se fera à travers une étude du cas salvadorien sur les plans historique, légal et financier. Ainsi, seront utilisées des méthodes liées à l'analyse des données quant à l'investissement public (états-unien et salvadorien) en matière de construction d'infrastructure (en chiffres absolus, mais aussi en chiffres relatifs aux autres secteurs d'investissement public), à l'analyse de la mise en place et de l'évolution d'un cadre juridique permettant la création des ZF et, finalement, à la compréhension du contexte historique ouvrant la voie à ces transformations. Pour obtenir ces données, les publications gouvernementales, internationales et des acteurs privés seront privilégiées, ainsi que des sources secondaires issues de la littérature scientifique.

### ***c. Moment d'exception***

Le moment d'exception est un cas particulier en terme de cueillette des données puisque les documents officiels ne semblent pas représenter la meilleure source d'information en la matière. Les multiples témoignages concernant les conditions de travail au sein des ZF entrent souvent en contradiction avec ce que soutiennent les autorités étatiques. L'objectif dans cette section sera donc d'exposer, entre autres, les conditions de travail, les mécanismes de gestion des employés et le rôle de l'État concernant les abus dans les ZF, et

---

<sup>62</sup> Teune, Henry. « Comparing Countries : Lessons Learned », dans Oyen, Else (sous la dir.) *Comparative Methodology : Theory and Practice in International Social Research*. London : SAGE Publications, 1990, p. 53.

<sup>63</sup> Harvey, David. « Globalization and the "Spatial fix" », *loc. cit.*, p. 24.

ce, à l'aide de sources multiples. À cet égard, les témoignages recueillis lors de recherches scientifiques, les documents produits par des organisations syndicales, les rapports émanant d'entités internationales ou d'ONG seront utilisés afin de contrebalancer le discours d'État. Le défi sera en ce sens de broser un portrait qui soit le plus juste possible des conditions à l'intérieur des ZF, en multipliant les sources d'information.

#### ***d. Achèvement de la fixation spatiale***

La section *Achèvement de la fixation de la spatiale* mobilisera plusieurs méthodes différentes, la première étant une étude historique des conditions ayant mené à une crise de suraccumulation du capital états-unien. Pour la réaliser, nous nous baserons sur des sources secondaires faisant état de la crise dans le secteur textile vers les années 1980. La deuxième méthode constitue en une analyse de discours critique des autorités salvadoriennes et états-uniennes, dans le but de relever les paradoxes qui s'y retrouvent. La troisième méthode consiste en la création de cartes géographiques visant à régionaliser certains indicateurs (chômage et pauvreté) et de les comparer à l'emplacement des ZF au Salvador. En somme, pour cette section, nous multiplions les méthodes afin d'étayer notre argument et de triangulariser les données.

## DÉCLARATION DE L'ÉTAT D'EXCEPTION

---

La déclaration de l'état d'exception doit, selon Didier Bigo, être analysée distinctement du moment d'exception, comme nous l'avons explicité dans l'élaboration du cadre théorique. Nous tenterons, dans cette section, de mettre à jour *comment* la déclaration de l'état d'exception participe à la légitimation et la justification du moment d'exception en démontrant qu'elle passe par la différenciation et la hiérarchisation de catégories de la population salvadorienne (ici les pauvres et les femmes) dans une démarche visant à les inclure dans les sphères du marché et du développement. Or, un paradoxe émerge de ce discours puisque l'intégration de ces catégories de la population dans le marché et le développement passe par leur exclusion, notamment avec le cadre juridique exceptionnel qui est créé. Nous démontrerons en ce sens que le processus souhaité par les énonciateurs centraux s'apparente à une « exclusion-inclusive », c'est-à-dire un processus par lequel sont désignées des catégories de personnes « exclues » et qui devraient, selon les discours étudiés, être intégrées à la marche nationale, qui est elle synonyme de mondialisation, de progrès, d'économie de marché et de développement.

Pour illustrer cet argument, nous reconstituons dans cette section la narration discursive qui sous-tend la manière dont les énonciateurs centraux justifient la création d'un régime spécial, le régime de ZF. Ces énonciateurs qui formulent et justifient l'exception le font à travers un processus qui commence par le recours à la nécessité et l'urgence d'agir, devant un contexte « qui est plus grand qu'eux ». Ce contexte est présenté comme invariable, structurant (dans le cas de la mondialisation et du monde/marché compétitif) et contraignant (en ce qui concerne la fin de la guerre civile, le chômage et la pauvreté). La nécessité et l'urgence sont des concepts centraux dans la déclaration de l'état d'exception : Agamben souligne à cet effet la fonction de la « lacune fictive<sup>1</sup> » dans le droit afin de légitimer un état d'exception à venir. Une fois cet état de nécessité établi, les actions du gouvernement salvadorien sont présentées comme réalistes, exemptes d'idéologie et comme étant les seules pouvant être raisonnablement appliquées. Ce pragmatisme politique est combiné à l'application de solutions « techniques » devant régler l'état

---

<sup>1</sup> Agamben, Giorgio. *État d'exception, Homo Sacer*. Paris : Éditions du Seuil, 2003, p. 55.

d'urgence, ce qui s'inscrit dans ce qu'Ong a conceptualisé en termes de néolibéralisme, d'exception et de technicalité : les politiques d'exception néolibérales sont présentées et légitimées selon elle de plus en plus comme des « solutions techniques » apolitiques devant justement régler l'état d'urgence<sup>2</sup>. La combinaison de ces trois premiers aspects (nécessité et contrainte, pragmatisme et solutions techniques) du discours constitue ce que nous nommons la narration de la mise en contexte justifiant les pratiques exceptionnelles. Cette mise en contexte est suivie d'un portrait de la communauté politique qui vise l'inclusion de toutes et tous au développement de la nation; néanmoins, une analyse plus serrée des discours révèle que cette conception de la communauté politique implique une exclusion de certaines catégories de la population. Ce paradoxe mène à « l'exclusion-inclusive », un processus notamment élaboré par Agamben, Mitchell et Best par lequel les énonciateurs centraux tentent de justifier l'intégration des exclus en approfondissant leur exclusion par la création de régimes spéciaux. Cette mise en scène du passé, du présent et de l'avenir politique représente donc un processus discursif par lequel sont légitimées des pratiques exceptionnelles déployées sur des catégories de personnes considérées comme exclues de la communauté politique. Notre objectif est donc de révéler et de décomposer ce discours, afin d'aborder subséquemment les pratiques exceptionnelles qui sont mises en œuvre<sup>3</sup>.

## 1. CONTEXTE D'ÉNONCIATION ET ÉNONCIATEURS

### *a. Contexte d'énonciation*

Les discours qui seront utilisés pour cette section font partie de la période 1989 – 2000. L'analyse tourne autour de textes centraux pour comprendre les changements qui s'opèrent au Salvador pour la période et pour approcher la question de la création d'un régime spécial de ZF au pays. La période à l'étude couvre plus d'une dizaine d'années puisque la déclaration de l'état d'exception est intimement liée au contexte social dans lequel elle est énoncée et doit toujours être réactualisée selon les résistances qui émergent.

Nous repérons donc deux phases qui caractérisent la déclaration de l'état d'exception pour la période. La première phase (période 1989-1994) est caractérisée par les discours visant

---

<sup>2</sup> Ong, Aihwa. *Neoliberalism as an Exception : Mutations in Citizenship and Sovereignty*. Durham : Duke University Press, 2006, p. 3.

<sup>3</sup> Ces pratiques seront discutées dans la section *Moment d'exception*.

à justifier l'*implantation* d'un régime de ZF au pays (que nous pourrions donc qualifier de phase "pré-ZF"). Cette phase est marquée par un discours assez hégémonique pro-ZF, en ce qu'il rencontre peu de résistance. La deuxième phase (période 1994-2000) est caractérisée par des discours justifiant le *maintien* des ZF au Salvador. De fait, vers 1994 s'entame un mouvement de résistance de différents syndicats qui feront des alliances avec des syndicats états-uniens afin de lever le voile sur la réalité des ZF à travers des campagnes médiatiques internationales<sup>4</sup>. Cette dernière période est marquée par une résistance syndicale et populaire accrue qui force le gouvernement salvadorien à justifier l'existence de ce régime<sup>5</sup>. Ainsi, durant cette deuxième phase, le gouvernement a tenté de maintenir un discours hégémonique sur les ZF, mais qui, face aux résistances à ce discours (contre-discours), a dû le réactualiser dans une volonté de maintenir l'hégémonie qu'il avait établie pendant la première période. Nous nous concentrerons, dans cette section, sur la première phase, celle qui a permis de légitimer la création de l'état d'exception. La deuxième phase sera quant à elle surtout le fait de la section *Moment d'exception*.

### ***b. Énonciateurs***

Les énonciateurs de la déclaration de l'état d'exception ne se limitent pas au gouvernement salvadorien : les États-Unis et les think tank de droite ont largement contribué à diffuser un message justifiant et expliquant la mise en place d'un régime de ZF au Salvador. L'importance de ces acteurs dans les années 1990 a d'ailleurs été largement établie<sup>6</sup>. Nous abondons donc dans le même sens que Bigo, qui note la présence d' « acteurs hétérogènes qui développent tous un discours de l'état d'exception mais à des fins différentes<sup>7</sup> ». Dans le cas à l'étude, nous considérons les acteurs suivants comme formant partie d'un auteur collectif justifiant et légitimant l'état d'exception.

---

<sup>4</sup> Anner, Mark. « Forging New Labor Activism in Global Commodity Chains in Latin America », *International Labor and Working-Class History*, no. 72, automne 2007, p. 29.

<sup>5</sup> Les détails de cette résistance seront discutés à la section *Moment d'exception*.

<sup>6</sup> Voir Sevilla, Manuel. « Visión global sobre la concentración económica en El Salvador », *Boletín de Ciencias Económicas y Sociales*, 1984, pp. 155-190, Montoya, Aquiles. « La concentración en la industria manufacturera salvadoreña », *Estudios CentroAmericanos*, 1998, en ligne, <http://www.uca.edu.sv/publica/eca/599art2.html> et González, Luis Armando. « Los ricos más ricos de El Salvador », *Estudios CentroAmericanos*, 22 juillet 2005, pp. 703-706.

<sup>7</sup> Bigo, Didier. « Exception et ban : à propos de l' "État d'exception" », *Erytheis*, no. 2, novembre 2007, p. 127.

### *i. Ministères, gouvernement et présidents*

Le gouvernement salvadorien est le principal énonciateur pour le cas à l'étude. À la sortie de la guerre civile en 1989, le président Alfredo Cristiani multiplie les discours à la nation et entame un virage néolibéral qui sera poursuivi par ses successeurs Armando Calderón Sol et Ricardo Flores, tous deux issus du même parti politique que Cristiani. En ce sens, les trois présidents de la période à l'étude ainsi que leurs ministres et fonctionnaires seront considérés comme des énonciateurs centraux concernant la justification de la création d'un régime de ZF au Salvador. La plupart des discours produits par cet énonciateur sont adressés à la nation salvadorienne.

### *ii. Les États-Unis à travers USAID*

La mise en place du régime de ZF au Salvador ne peut être étudiée sans prendre en compte l'apport considérable des États-Unis sur les plans financier, logistique<sup>8</sup> et discursif, à travers le *United States Agency for International Development* (USAID). Dès 1988, USAID crée le projet 519-0323 intitulé « Free Zone Development<sup>9</sup> ». À l'époque, le directeur de USAID/El Salvador voyait poindre la fin de la guerre civile et croyait en la pertinence de développer les ZF au pays<sup>10</sup>. De nombreux documents justifiant la mise en place d'un régime de ZF ont donc émergé de USAID/El Salvador durant la première phase de la déclaration de l'état d'exception. Ces documents ont été adressés soit au Congrès états-unien (pour l'approbation des budgets) ou au gouvernement salvadorien et FUSADES (pour la signature des ententes). Comme USAID ne s'adressait pratiquement jamais à la population salvadorienne directement, elle avait plus de latitude dans l'expression de ses propos.

### *iii. FUSADES*

La *Fundación para el Desarrollo Económico y Social* [Fondation pour le développement économique et social/FUSADES] FUSADES est créée en 1983 dans l'objectif de réunir des

---

<sup>8</sup> Ces deux premiers aspects seront abordés dans la section *Mise en place de la fixité*.

<sup>9</sup> USAID inclut dans le terme « Free zone » les enclaves fiscales qui sont explicitées à la section *Mise en place des structures de fixité*. Voir United States International Development Cooperation Agency/Agency for International Development. *El Salvador – Project Paper – Free Zone Development*. Washington, 30 août 1988, p. 1.

<sup>10</sup> Voir à cet égard United States International Development Cooperation Agency/Agency for International Development. *El Salvador – Project Paper – Free Zone Development. loc. cit.*, p. 14.

professionnels et investisseurs du secteur privé au Salvador<sup>11</sup>. Parmi les membres fondateurs se trouvent Alfredo Cristiani<sup>12</sup>, futur président du pays. Dès sa création, FUSADES est financée par USAID notamment pour promouvoir l'Initiative du Bassin des Caraïbes au Salvador et promouvoir les exportations<sup>13</sup>. Rapidement, la Fondation deviendra le bras droit de USAID/El Salvador afin d'exécuter des projets de nature économique<sup>14</sup>. Selon les termes de commissaires états-uniens, « [FUSADES] is the quasi-official, nonprofit, endeavor mandated to promote and encourage foreign investment in El Salvador. FUSADES is funded almost entirely by [USAID]<sup>15</sup> ».

Entre 1984 et 1989, FUSADES et l'administration salvadorienne de Duarte ne sont pas sur la même longueur d'onde en ce qui a trait à la politique économique nationale à suivre<sup>16</sup>; conséquemment, « FUSADES acquiert un support surdimensionné, en ce qu'il se convertit en l'instrument fondamental de [USAID] pour impulser sa stratégie<sup>17</sup> ». Fort d'un financement et d'un appui des États-Unis, FUSADES rédige en 1989 une plateforme économique qui sera reprise par le parti subséquent à Duarte, l'ARENA, avec à sa tête Alfredo Cristiani<sup>18</sup>. D'ailleurs, « des membres proéminents de FUSADES occuperont les

---

<sup>11</sup> Rosa, Herman. *AID y las transformaciones Globales en El Salvador : El Papel de la Política de Asistencia Económica de los Estados Unidos desde 1980*, Managua : CRIES, 1993, p. 76; Fundación Salvadoreña para el Desarrollo Económico y Social (FUSADES). *Historia*. En ligne. [http://www.fusades.org/index.php?option=com\\_k2&view=item&layout=item&id=276&Itemid=291&lang=es](http://www.fusades.org/index.php?option=com_k2&view=item&layout=item&id=276&Itemid=291&lang=es).

<sup>12</sup> Fundación Salvadoreña para el Desarrollo Económico y Social (FUSADES). *Historia*. *loc.cit.*

<sup>13</sup> Rosa, Herman. *op.cit.*, p. 77.

<sup>14</sup> Segovia, Alexander. *Transformación estructural y reforma económica en El Salvador: el funcionamiento económico de los noventa y sus efectos sobre el crecimiento, la pobreza y la distribución de ingreso*. California : F&G Editores, 2002, p. 27.

<sup>15</sup> United States International Trade Commission. *Report on the Impact of the Caribbean Basin Economic Recovery Act on U.S. Industries and Consumers/Report to Congress and the President on Investigation no. 332-227 Under Section 332(b) of the Tariff Act of 1930*. Washington, 1991, p. 4-15.

<sup>16</sup> Ribera, Ricardo. « Construyendo sobre arena : La política exterior salvadoreña durante las cuatro Administraciones areneras », *Estudios centroamericanos*, vol. 727, no. 66, octobre-décembre 2011, p. 516 et Segovia, Alexander. *Transformación estructural y reforma económica en El Salvador: el funcionamiento económico de los noventa y sus efectos sobre el crecimiento, la pobreza y la distribución de ingreso*. *loc. cit.*, p. 24.

<sup>17</sup> Rosa, Herman. *op.cit.*, p. 75. [Traduction libre de « FUSADES adquirió un papel sobredimensionado, pues [...] se convirtió en el instrumento fundamental de [USAID] para impulsar su estrategia. »]

<sup>18</sup> Correas Villanueva, Morena Guadalupe et Merici Gonzales Gonzales. « Diseño de un modelo de comuicación de observancia organizacional que mejore las relaciones interpersonales del recurso humano de las empresas textiles maquileras ubicadas en la zona franca San Marcos del municipio de San Marcos », mémoire de licence, octobre 2004, San Salvador : Universidad Francisco Gavidia, p. 3; Rosa, Herman. *op.cit.*, p. 91; Rodríguez Pérez, Luis et Ana Lisette Amaya. *Zonas francas en Centroamérica : antología*, Managua : ESECA-RUCFA, UNAN-Managua, 1996, p. 90; Segovia, Alexander. *Transformación*

positions économiques clés au sein du gouvernement d'Alfredo Cristiani et sera mis en œuvre un programme économique plus en accord avec les orientations de [USAID].<sup>19</sup> »

En terme de production de discours, FUSADES a été un protagoniste pivot<sup>20</sup>. C'est elle qui a élaboré la nouvelle politique économique orientée vers l'exportation<sup>21</sup>, qui a posé les bases intellectuelles et philosophiques du néolibéralisme au Salvador<sup>22</sup> et qui a rédigé la première version de la loi sur les ZF<sup>23</sup>. Bref, « l'apport de FUSADES [...] a été réellement substantiel et décisif<sup>24</sup> ». Finalement, l'auditoire de FUSADES a été très varié : elle s'est adressée au gouvernement salvadorien, à la population (à travers la publication d'études) et aussi aux investisseurs potentiels, à la fois au Salvador et à l'extérieur.

---

*estructural y reforma económica en El Salvador: el funcionamiento económico de los noventa y sus efectos sobre el crecimiento, la pobreza y la distribución de ingreso. loc.cit., p. 37.*

<sup>19</sup> Rosa, Herman. *op.cit.*, p. 75. [Traduction libre de « prominentes miembros de FUSADES ocuparán las posiciones económicas clave en el gobierno de Alfredo Cristiani y se iniciará la puesta en marcha de un programa económico más acorde con la orientaciones de [USAID]. » Voir également Ribera, Ricardo. *op. cit.*, p. 517 et Segovia, Alexander. *Transformación estructural y reforma económica en El Salvador: el funcionamiento económico de los noventa y sus efectos sobre el crecimiento, la pobreza y la distribución de ingreso. loc. cit.*, p. 30.

<sup>20</sup> Robles Rivera, Francisco. « Los de entonces ya no son los mismos. Acumulación por deposición en la última década en El Salvador y Costa Rica. », *Anuario de Estudios Centroamericanos*, Universidad de Costa Rica, vol. 37, 2011, p. 107 et Escobar Grande, Alejandra Vanessa, Eugenia Margarita García Saravia et Rodrigo Alfonso Morales López. « Impacto de la Apertura Comercial en la Competitividad Internacional y la Distribución del Ingreso en El Salvador: 1990-2010 », mémoire de licence, septembre 2011, Antiguo Cuscatlán : Universidad Centroamericana José Simeón Cañas, p. 44.

<sup>21</sup> Fundación Salvadoreña para el Desarrollo Económico y Social (FUSADES). « Reconversión de los esquemas de Zonas Francas en programas compatibles a la normativa OMC », *Boletín de Estudios Legales*, no. 77, mai 2007, p. 1 et Ponce Arriaga, José Roberto. « Impacto y perspectivas de las políticas de liberalización : El papel de las zonas francas de procesamiento para la exportación », dans Rodríguez Pérez, Luis et Ana Lissette Amaya. *op. cit.*, p. 90.

<sup>22</sup> Cristiani, Alfredo. « Discurso inaugural de las instalaciones de Fusades », dans República de El Salvador. *Discursos del Presidente de la República de El Salvador : Licenciado Alfredo Cristiani*. Tome IV, janvier-juillet 1991, p. 10.

<sup>23</sup> Correas Villanueva, Morena Guadalupe et Merici Gonzales Gonzales. « Diseño de un modelo de comunicación de observancia organizacional que mejore las relaciones interpersonales del recurso humano de las empresas textiles maquileras ubicadas en la zona franca San Marcos del municipio de San Marcos », *loc. cit.*, p. 3 et Fundación Salvadoreña para el Desarrollo Económico y Social (FUSADES). *Memoria de Labores 2008*, rédigé par Patricia Villacorta, Silvia Linares et María Elena Salume, San Salvador, juillet 2009, p. 5.

<sup>24</sup> Cristiani, Alfredo. « Discurso inaugural de las instalaciones de Fusades », dans República de El Salvador. *Discursos del Presidente de la República de El Salvador : Licenciado Alfredo Cristiani. loc. cit.*, p. 10. [Traduction libre de « La aportación de FUSADES en los diversos campos del quehacer nacional, ha sido verdaderamente sustantiva y decisiva. »]

## 2. LA NÉCESSITÉ ET L'ÉTAT D'URGENCE : DE LA GUERRE CIVILE À LA MONDIALISATION

La nécessité (ou l'état d'urgence) fait partie intégrante du concept d'état d'exception, étant vu par plusieurs comme la condition préalable à sa déclaration<sup>25</sup>. Saint-Bonnet souligne d'ailleurs que « dans l'hypothèse de la nécessité déterminant l'action, l'acteur [qui déclare l'exception] est placé devant un non-choix, il s'incline devant la nécessité : il ne décide rien mais obéit<sup>26</sup> ». Les mises en garde d'Agamben à cet égard sont toutefois pertinentes, nous invitant à considérer la nécessité comme une idée subjective plutôt qu'un fait ancré dans la réalité :

Loin de répondre à une lacune normative, l'état d'exception se présente comme l'ouverture dans le système d'une lacune fictive afin de sauvegarder l'existence de la norme et son applicabilité à la situation normale. La lacune n'est pas interne à la loi, mais concerne sa relation avec la réalité, la possibilité même de son application. Tout se passe comme si le droit contenait une fracture essentielle, se situant entre l'établissement de la norme et son application, et qui, dans le cas extrême, ne peut être comblée que par l'état d'exception, c'est-à-dire en créant une zone dans laquelle cette application est suspendue, mais où la loi demeure, comme telle, en vigueur<sup>27</sup>.

Dans le cas du Salvador, la nécessité invoquée par les acteurs à l'étude est double. La première est liée aux conséquences de la guerre civile; la deuxième est attribuée au contexte international changeant.

### ***a. Contraintes internes – une narration de la crise salvadorienne par les gouvernements post-conflit***

La contrainte interne, pour les autorités salvadoriennes, est le résultat de la guerre civile qui a affecté le pays entre 1979 et 1992. La narration du conflit est centrée sur les conséquences économiques de la guerre et le fait que celle-ci ait été dévastatrice pour le pays.

---

<sup>25</sup> Agamben, Giorgio. *État d'exception, Homo Sacer. loc. cit.*, pp. 43-55 en fait une bonne revue. Voir aussi Basilien-Gainche, Marie-Laure. *État de droit et états d'exception : Une conception de l'État*. Paris : Presses Universitaires de France, 2013, p. 240-241 et Saint-Bonnet, François. « L'état d'exception et la qualification juridique », *CRDF*, no. 6, 2007, p. 30.

<sup>26</sup> Saint-Bonnet, François. *op. cit.*, p. 30.

<sup>27</sup> Agamben, Giorgio. *État d'exception, Homo Sacer. loc. cit.*, p. 55.

Ainsi, en 1990, le président Alfredo Cristiani note que :

À notre arrivée au pouvoir [en 1989], nous avons trouvé l'économie salvadorienne plongée dans la plus profonde crise de notre histoire en raison du conflit armé, de politiques économiques erronées et d'un État contrôlant. [...] Tous ces graves problèmes se reflétaient à l'intérieur de notre pays à travers une perte de confiance dans le secteur productif et, en conséquence, une baisse des emplois disponibles, ce qui a laissé plus de la moitié de la population active en chômage ou sous-employée<sup>28</sup>.

Les éléments présentés par Cristiani pour établir la présence d'une crise sont le manque d'emplois, le chômage et le sous-emploi. Dans d'autres discours, le président ajoute la pauvreté : « notre pays se retrouve plongé dans une profonde crise économique, laquelle nous a amené des niveaux de pauvreté extrêmes que le peuple salvadorien n'avait jamais connus.<sup>29</sup> » Les facteurs qui ont causé la crise sont, selon le président, l'appareil étatique tentaculaire<sup>30</sup>, des mauvaises politiques économiques et « la violence déclenchée par les groupes marxistes-léninistes<sup>31</sup> ». Tous ces facteurs réunis font conclure au président subséquent à Cristiani que le Salvador est confronté à « des défis énormes de reconstruction de notre chère Patrie<sup>32</sup> ».

---

<sup>28</sup> Cristiani, Alfredo. « Informe del señor presidente de la República, lic. Alfredo Cristiano, del primer año de gobierno », dans República de El Salvador. *Discursos del Presidente de la República de El Salvador : Licenciado Alfredo Cristiani*. Tome II, janvier-juin 1990, p. 62. [Traduction libre de « Al asumir el Gobierno, encontramos la economía salvadoreña sumida en la más profunda crisis de nuestra historia a causa del conflicto armado, políticas económicas erradas y un Estado controlador. [...] Todos estos graves problemas se reflejaban dentro de nuestro país, en una pérdida de confianza en el sector productivo y, por consecuencia, en una menor generación de fuentes de trabajo, lo que dejó a más de la mitad de la población activa desempleada o sub-empleada. »]

<sup>29</sup> Cristiani, Alfredo. « Inauguración del III foro internacional de economía auspiciado por la cámara de comercio e industria de El Salvador – 11 de octubre de 1989 », dans República de El Salvador. *Mensajes del Presidente de la República de El Salvador : Licenciado Alfredo Cristiani*. Tome I, juin-décembre 1989, p. 54. [Traduction libre de « nuestro país se encuentra inmerso en una profunda crisis económica, la cual nos ha llevado a niveles de pobreza extrema que jamás había sufrido el pueblo salvadoreño. »]

<sup>30</sup> Presidencia de la República de El Salvador, Secretaría Nacional de Comunicaciones. *Informe del Señor Presidente de la República de El Salvador Licenciado Alfredo Cristiano, a la Honorable Asamblea Legislativa, al Cumplir su Tercer Año de Gobierno*. San Salvador, 1<sup>er</sup> juin 1992, p. 4.

<sup>31</sup> Cristiani, Alfredo. « Discurso pronunciado por el señor presidente de la república en la inauguración del seminario bajo los auspicios del programa de alimentos de las naciones unidas y el ministerio de planificación y coordinación del desarrollo económico y social en el hotel Sheraton el 5 de julio de 1989 », dans República de El Salvador. *Mensajes del Presidente de la República de El Salvador : Licenciado Alfredo Cristiani. loc. cit.*, p. 18. [Traduction libre de « la violence desatada por los grupos marxistas-leninistas »]

<sup>32</sup> Presidencia de la República de El Salvador, *Discurso de toma de posesión de la presidencia de la República de El Salvador Doctor Armando Calderón Sol*, San Salvador, 1<sup>er</sup> juin 1994, p. 20 [Traduction libre de « enormes desafíos en la reconstrucción de nuestra querida Patria »]

## **b. Contraintes externes**

Les contraintes externes sont elles liées à la mondialisation économique et la compétition internationale, selon les présidents Cristiani et Calderón Sol. D'ailleurs, ce dernier explicite sa vision de la mondialisation :

La mondialisation crée de nouveaux défis, de nouveaux enjeux. C'est la conséquence du développement technologique de l'humanité. [...] Il faut s'ouvrir, nous ne pouvons pas nous isoler et dire : non à la mondialisation. Cela ne dépend pas de nous. Nous devons assumer et faire face à cette situation avec optimisme, en concurrençant, en nous ouvrant au capital étranger<sup>33</sup>.

Ainsi, la vision de Saint-Bonnet prend forme dans l'extrait précédent, alors que le président présente l'ouverture au capital étranger et l'insertion du Salvador dans le marché globalisé comme une obligation, une contrainte à laquelle le pays est soumis. De façon similaire, le ministre de l'économie Eduardo Zablah évoque la nécessité lorsqu'il parle de mondialisation :

La mondialisation est une dynamique mondiale qui pousse tous les pays à atteindre le défi d'une insertion effective de notre économie et de nos exportations sous des critères stricts de compétitivité<sup>34</sup>.

Ce que l'on note également à la lecture des discours présidentiels, c'est qu'est fréquemment avancée l'idée selon laquelle les tendances économiques de libéralisation sont pratiquement généralisées dans le monde et que cet aspect est présenté comme un argument en faveur de la libéralisation économique, notamment dans l'extrait suivant : « Notre conception économique est conforme aux nouveaux courants de libéralisation qui fleurissent avec force partout dans le monde<sup>35</sup>. » Nous notons ici le choix de mots mélioratifs (« fleurissent avec force ») qui évoquent positivement la libéralisation.

---

<sup>33</sup> Vargas Llosa, Álvaro. *Cuando hablaba dormido : Entrevistas de madrugada a personalidades muy despiertas*. Mexico D.F. : Miguel Hidalgo, 1999, p. 59 [Traduction libre de « La globalización crea, pues, desafíos, nuevos retos. Es consecuencia del desarrollo tecnológico de la humanidad. [...] Hay que abrirnos, no podemos aislarnos y decir: no a la globalización. No depende de nosotros mismos. Debemos asumir y enfrentar esto con optimismo, compitiendo, abriéndonos al capital extranjero. »]

<sup>34</sup> La Nación. « Zonas Francas promueven competitividad », 29 janvier 1996, en ligne, [http://www.nacion.com/CentroAmerica/Archivo/1996/enero/29/el\\_salvador.html](http://www.nacion.com/CentroAmerica/Archivo/1996/enero/29/el_salvador.html) [Traduction libre de « la globalización es una dinámica mundial que plantea a todos los países el reto de alcanzar una efectiva inserción de nuestra economía y de sus exportaciones bajo estrictos criterios de competitividad »]

<sup>35</sup> Cristiani, Alfredo. « Transcripción magnetofónica del discurso del señor Presidente de la República, licenciado Alfredo Cristiani, en las Naciones Unidas - 2 de octubre de 1989 », dans República de El Salvador. *Mensajes del Presidente de la República de El Salvador : Licenciado Alfredo Cristiani. loc. cit.*, p.

Finalement, Cristiani démontre par le contre-exemple toute l'admiration qui est portée aux nouveaux courants de mondialisation, allant jusqu'à établir des liens entre dignité et insertion dans le monde.

[Pendant la guerre civile], au milieu d'un monde en processus accéléré de modernisation, l'Amérique centrale paraissait condamnée à un ostracisme historique irrémédiable, lequel la privait d'être considérée comme un sujet digne dans la marche de la civilisation<sup>36</sup>.

Bref, ce qui se dégage des extraits est non seulement la contrainte et l'effet structurant de la mondialisation économique sur le Salvador, mais également un parti-pris en sa faveur.

### 3. LA DÉ-IDÉOLOGISATION DU RÉGIME ÉCONOMIQUE : LE « RÉALISME » COMME MOTEUR POLITIQUE ET LES SOLUTIONS TECHNIQUES

L'exception, entendue comme néolibéralisme chez Ong<sup>37</sup>, constitue « a new relationship between government and knowledge through which governing activities are recast as nonpolitical and nonideological problems that need technical solutions<sup>38</sup> ». Ce sont ces deux aspects qui seront, tour à tour, observés dans le cadre de la déclaration de l'état d'exception. D'abord, nous verrons comment le gouvernement salvadorien dé-idéologise son action politique en la présentant comme une réponse pragmatique et responsable aux nécessités que nous avons évoquées dans la section précédente. Puis, nous traiterons des solutions « techniques » qui sont mises de l'avant par le gouvernement pour répondre à cette crise.

---

47. [Traduction libre de « Nuestra concepción económica es acorde con las nuevas corrientes liberalizadoras que afloran con fuerza en todo el mundo. »]

<sup>36</sup> Cristiani, Alfredo. « Intervención del Excelentísimo Lic. Alfredo Cristiani Burkard, Presidente de la República de El Salvador, en el Debate General del XLV Período Ordinario de Sesiones de la Asamblea General de las Naciones Unidas – Nueva York, 1o. de Octubre de 1990 », dans República de El Salvador. *Discursos del Presidente de la República de El Salvador : Licenciado Alfredo Cristiani*. Tome III, juillet-décembre 1990, p. 34. [Traduction libre de « en medio de un mundo en acelerado proceso de modernización, Centro América parecía condenada a un ostracismo histórico irremediable, lo cual la privaba de ser considerada sujeto digno de un puesto en el devenir de la civilización. »]

<sup>37</sup> Ong, Aihwa. *loc.cit.*, p. 3.

<sup>38</sup> *Ibid.*

### **a. Le « réalisme » comme moteur politique**

Les gouvernements élus dans la période à l'étude avancent que « [l]a mondialisation nous pousse à voir les choses avec réalisme<sup>39</sup> » et construisent une narration autour de cette prémisse. Pour étayer leur vision du « réalisme », ceux-ci s'attardent à créer une binarité qui mobilise de manière péjorative des pans de l'histoire salvadorienne. Ainsi, ils s'opposent à « la démagogie du paternalisme étatisant<sup>40</sup> » et le socialisme, qui seraient incapables « de résoudre les problèmes urgents et les nécessités des peuples<sup>41</sup> ». Or, les présidents Calderón Sol et Cristiani se présentent comme étant opposés au socialisme et à la démagogie; leurs administrations seraient donc réalistes, pragmatiques et responsables :

La profonde crise économique et sociale causée par l'échec des politiques populistes-étatisantes [...] demandait des solutions qui allaient changer radicalement les structures obsolètes. C'est pour cela que le peuple salvadorien [...] a voté majoritairement pour le changement réaliste<sup>42</sup>.

D'autres extraits de discours présidentiels démontrent une présentation binaire qui oppose le gouvernement (réaliste, responsable, pragmatique) aux gouvernements antérieurs ou aux socialistes (démagogiques, corrompus, dogmatiques, populistes) :

L'époque des dogmes et des fanatismes est terminée. La rationalité historique s'impose comme un impératif de la réalité. Notre pays est exemplaire dans cette dynamique et nous ferons le possible pour continuer dans cette voie<sup>43</sup>.

---

<sup>39</sup> Vargas Llosa, Álvaro. *op. cit.*, p. 60. [Traduction libre de « El mismo efecto de la globalización nos empuja a ver las cosas con realismo. »]

<sup>40</sup> Cristiani, Alfredo. « Discurso del señor Presidente de la República, Lic. Alfredo Cristiani en la toma de posesión el 1 de junio de 1989 », dans República de El Salvador. *Mensajes del Presidente de la República de El Salvador : Licenciado Alfredo Cristiani. loc. cit.*, p. 6. [Traduction libre « la demagogia del paternalismo estatizante »]

<sup>41</sup> Cristiani, Alfredo. « Discurso pronunciado por el señor Presidente de la República, Lic. Alfredo Cristiani, en el acto de traspaso de la presidencia de la federación de entidades privadas de Centro America y Panama (FEDEPRICAP) », dans República de El Salvador. *Discursos del Presidente de la República de El Salvador : Licenciado Alfredo Cristiani. Tome II, janvier-juin 1990*, p. 41. [Traduction libre « de resolver los urgentes problemas y necesidades de los pueblos. »]

<sup>42</sup> Presidencia de la República de El Salvador, Secretaría Nacional de Comunicaciones. *Informe del Señor Presidente de la República de El Salvador Licenciado Alfredo Cristiano, a la Honorable Asamblea Legislativa, al Cumplir su Tercer Año de Gobierno. loc. cit.*, p. 4. [Traduction libre de « La profunda crisis económica y social, causada por el fracaso de las políticas populistas-estatizantes [...] demandaba soluciones que cambiaran radicalmente las obsoletas estructuras. Por eso, el pueblo salvadoreño [...] votó mayoritariamente por el cambio realista. »]

<sup>43</sup> Presidencia de la República de El Salvador, *Discurso de toma de posesión de la presidencia de la República de El Salvador Doctor Armando Calderón Sol, loc. cit.*, p. 10. [Traduction libre de « La época de dogmas y fanatismos ha terminado. La racionalidad histórica se impone como un imperativo de la realidad. Nuestro país es ejemplar en esta dinámica y haremos todo lo posible para que lo siga siendo. »]

Nous ne sommes pas venus vous parler avec des expressions lyriques comme dans le passé<sup>44</sup>.

On remarquera également une propension à utiliser des mots péjoratifs (« dogmes », « fanatismes », « expressions lyriques ») pour parler des socialistes de l'époque de la guerre civile. L'opposition entre ces deux types de gouvernement ou de parti-pris idéologique permet au gouvernement de se positionner avantageusement :

Nous ne sommes pas des idéalistes ingénus, nous croyons en l'idéal d'une société plus libre et plus juste, mais sur les bases de la réalité, et ce que la réalité nous enseigne encore une fois dans notre époque, c'est qu'il faut faire une distinction nette entre l'idéal et l'utopie<sup>45</sup>.

À partir de la première journée de notre gestion, nous nous sommes engagés à confronter la crise de manière décidée et sérieuse, sans démagogie et sans improvisation<sup>46</sup>.

Cette mise en scène participe à dé-idéologiser les positions gouvernementales, qui semblent, selon les discours, être empreintes d'une rationalité irréfutable. Pourtant, plusieurs éléments idéologiques ressortent des discours, notamment : 1- le libéralisme économique (« La crise économique qui plane sur notre pays peut seulement être surpassée par la rationalisation et le déplacement libre des forces économiques et sociales<sup>47</sup> »); 2- la primauté du privé sur le public dans le champ économique (« [Notre] objectif [est] de mettre entre les mains des agents économiques privés le protagonisme de

---

<sup>44</sup> Cristiani, Alfredo. « Discurso pronunciado por el señor Presidente de la República, Licenciado Alfredo Cristiani en el día 8 de agosto de 1989, sobre la reunión cumbre de presidentes de Centro America, Honduras », dans República de El Salvador. *Mensajes del Presidente de la República de El Salvador : Licenciado Alfredo Cristiani. loc. cit.*, p. 30. [Traduction libre de « no venimos a hablar con expresiones líricas como en el pasado. »]

<sup>45</sup> Cristiani, Alfredo. « Discurso Pronunciado en la Instalación del Parlamento Centroamericano, realizado en la República de Guatemala, 28 octubre 1991, dans República de El Salvador. *Discursos del Presidente de la República de El Salvador : Licenciado Alfredo Cristiani. Tome V, juillet-décembre 1991*, p. 35. [Traduction libre de « nosotros no somos idealistas ingenuos, creemos desde luego en el ideal de una sociedad más libre y más justa, pero sobre bases de realidad, y lo que la realidad nos está enseñando una vez más en nuestra época, es que hay que distinguir muy bien entre ideal y utopía. »]

<sup>46</sup> Cristiani, Alfredo. « Informe del señor presidente de la República, lic. Alfredo Cristiano, del primer año de gobierno », *loc. cit.*, p. 62. [Traduction libre de « A partir del primer día de nuestra gestión, nos comprometimos a enfrentar la crisis en forma decidida y seria, sin demagogia, ni improvisaciones. Este primer año ha sido duro, porque las medidas de corto plazo para poner en orden las finanzas del país, son una medicina amarga pero inevitable. »]

<sup>47</sup> Cristiani, Alfredo. « Disertación del señor Presidente de la República, Lic. Alfredo Cristiani en el Programa "Conoce tu País" (julio/1990) », dans República de El Salvador. *Discursos del Presidente de la República de El Salvador : Licenciado Alfredo Cristiani. Tome III, juillet-décembre 1990*, p. 3. [Traduction libre de « La crisis económica que gravita sobre nuestro país, sólo puede ser superada mediante la racionalización y el desplazamiento libre de las fuerzas económicas y sociales »]

l'action économique et que l'État se convertisse en une entité coordinatrice qui stimule [...] le libre mouvement des forces économiques et sociales<sup>48</sup> ») et 3- l'économie de marché (« L'objectif de ces mesures est simplement d'asseoir les bases irréversibles pour que, dans le futur, le système d'économie de marché soit celui qui prédomine<sup>49</sup> »).

En somme, il appert évident à la lecture des discours que la libéralisation, l'amointrissement de la taille de l'État et l'économie de marché soient les postures idéologiques centrales du gouvernement. S'il ne fait pas de doute que celles-ci soient politisées, la clé du discours est de les présenter comme non-idéologiques et nécessaires. Le mécanisme à l'œuvre dans la formulation du discours est de poser les bases d'un contexte, de créer des liens « irréfutables » entre la crise et les solutions, entre la source des problèmes et leur résolution. Cette entrée en matière permet donc au gouvernement de proposer des solutions qui sont présentées comme techniques; difficiles, mais inévitables.

***b. Les solutions « techniques » : une médecine amère, mais inévitable***

Les solutions à la nécessité et l'état d'urgence que nous avons évoquées plus tôt sont présentées comme une nécessité :

Cette première année a été dure parce que les mesures à court terme nécessaires pour mettre en ordre les finances du pays sont un médicament amer, mais inévitables<sup>50</sup>.

---

<sup>48</sup> Cristiani, Alfredo. « Discurso pronunciado por el señor Presidente de la República, Lic. Alfredo Cristiani, en el acto de traspaso de la presidencia de la federación de entidades privadas de Centro America y Panama (FEDEPRICAP) », dans República de El Salvador. *Discursos del Presidente de la República de El Salvador : Licienciado Alfredo Cristiani*. Tome II, janvier-juin 1990, p. 41. [Traduction libre de « Dentro de eso marco hemos actuado, firmes en el objetivo de poner en las manos de los agentes económicos privados el protagonismo del quehacer económico y que el Estado se convierta en un ente coordinador que estimule y racionalice el movimiento libre de las fuerzas económicas y sociales [...] Nuestra política económica de progresiva liberalización, para que el aparato productivo funcione y pueda generar empleo masivo [...] está en marcha »]

<sup>49</sup> Cristiani, Alfredo. « Discurso Pronunciado en el agasajo ofrecido por la Empresa Privada de la República de Honduras », 8 novembre 1991, dans República de El Salvador. *Discursos del Presidente de la República de El Salvador : Licienciado Alfredo Cristiani*. Tome V, juillet-décembre 1991, p. 48. [Traduction libre de « Sin embargo esas medidas no son más que sentar las bases irreversibles para que en el futuro el sistema de economía de mercado sea el que predomine »]

<sup>50</sup> Cristiani, Alfredo. « Informe del señor presidente de la República, lic. Alfredo Cristiano, del primer año de gobierno », *loc. cit.*, p. 62. [Traduction libre de « A partir del primer día de nuestra gestión, nos comprometimos a enfrentar la crisis en forma decidida y seria, sin demagogia, ni improvisaciones. Este primer año ha sido duro, porque las medidas de corto plazo para poner en orden las finanzas del país, son una medicina amarga pero inevitable. » Nos soulignements.]

Sachant que pour renverser cette situation [la crise] il n'y a qu'un seul chemin, augmenter les exportations, les mesures prises ont inclus [...] l'élimination des conditions qui décourageaient les exportations<sup>51</sup>.

Tous les Salvadoriens, peu importe le secteur auquel nous appartenons, nous devons comprendre que les mesures de remise en ordre et de stabilisation sont indispensables si nous voulons favoriser le développement, qui est une garantie d'une paix durable<sup>52</sup>.

Le gouvernement se présente en ce sens comme un exécutant qui doit appliquer des mesures d'urgence pour sauver le pays. La posture économique du gouvernement est alors tournée vers la libéralisation, la privatisation, l'ouverture des frontières économiques et la promotion du secteur privé. Le régime de ZF s'inscrit également dans cette lignée et participe au processus général de « développement » évoqué dans les discours. D'abord, on parlera de résoudre les problèmes de pauvreté et de chômage, thèmes mobilisés pour parler de la crise interne :

Quelques-uns des objectifs sous-tendant ces régimes spéciaux [de zones franches] furent la génération d'emplois, la réduction de la pauvreté et l'ouverture de nouvelles opportunités pour la population<sup>53</sup>.

Puis, on établira des liens entre les solutions « techniques » préalablement dé-idéologisées et le régime de ZF :

« [Avec la loi sur le régime de ZF] nous cherchons à récupérer, renforcer, agrandir et diversifier l'exportation; créer des conditions favorables à l'investissement étranger et promouvoir et faciliter le commerce externe<sup>54</sup>.

---

<sup>51</sup> *Ibid.*, p. 63. [Traduction libre de « Sabiendo que para revertir esta situación sólo había un camino, incrementar las exportaciones, la medidas tomadas incluyeron [...] la eliminación de las condiciones que desestimulaban las exportaciones. » Nos soulignements.]

<sup>52</sup> *Ibid.*, p. 64. [Traduction libre de « Todos los salvadoreños, cualquiera que sea el sector al que pertenezcamos debemos comprender que las medidas de reordenamiento y estabilización, son indispensables, si es que queremos favorecer el desarrollo, que es la garantía de la paz duradera. » Nos soulignements.]

<sup>53</sup> Fundación Salvadoreña para el Desarrollo Económico y Social (FUSADES). « Reconversión de los esquemas de Zonas Francas en programas compatibles a la normativa OMC », *Boletín de Estudios Legales*, no. 77, mai 2007, p. 5. [Traduction libre de « Algunos de los objetivos para crear estos regímenes especiales, fueron la generación de empleo, aliviar la pobreza y brindar nuevas oportunidades a la población. »]

<sup>54</sup> Cristiani, Alfredo. « Discurso pronunciado por el señor Presidente de la República ante "The Salvadorean American Foundation" en la ciudad de Miami, Estados Unidos de Norte America, septiembre de 1990 », dans République de El Salvador. *Discursos del Presidente de la República de El Salvador : Licenciado Alfredo Cristiani*. Tome III, juillet-décembre 1990, p. 19. [Traduction libre de « buscamos recuperar, fortalecer, ampliar y diversificar la base exportable; crear condiciones favorales para atraer la inversión extranjera y promover y facilitar el comercio externo. »]

Et, finalement, on juxtaposera la modernisation et la mondialisation (préalablement présentées comme des contraintes) au régime de ZF, afin d'établir, par ricochet, la nécessité des ZF : « L'ouverture de la loi du Régime de Zones franches et d'enceintes fiscales [...] est un acte de modernisation qui répond à la stratégie de mondialisation<sup>55</sup>. »

En ce sens, ce qui ressort des rares discours évoquant les ZF, c'est que sont amalgamés plusieurs éléments présentés dans les sections précédentes. Sont ainsi évoqués : les problèmes causés par la crise (pauvreté et chômage), les solutions dé-idéologisées ou techniques (promouvoir l'exportation, l'investissement étranger et le commerce) et la nécessité (la mondialisation et la modernisation). Bref, le discours sur les ZF ne peut être compris sans prendre en compte le discours général post-conflit qui porte un regard partial sur l'état du pays, particulièrement sur le plan économique.

\*\*\*

Les trois thématiques jusqu'ici abordées (narration de la crise, le réalisme comme moteur politique et l'application de solutions techniques) constituent, au sein du discours sur les ZF, une mise en scène du contexte dans lequel elles s'inscrivent. Les trois éléments s'articulent et se complètent pour créer un discours cohérent : d'abord, la crise est présentée comme interne et externe et causée par le fanatisme, le socialisme, la démagogie et l'inévitable courant de mondialisation. Puis, en réponse à cette crise, le gouvernement se présente comme réaliste, pragmatique et exécutant : son rôle est alors d'appliquer des solutions techniques indispensables pour remédier à la crise. Cette mise en scène du contexte met donc la table à ce qui suit.

#### 4. LA COMMUNAUTÉ POLITIQUE : SES SYNONYMES ET SES EXCLUSIONS ET LE PROCESSUS D'INTÉGRATION

Le contexte de la crise et des solutions maintenant posé, nous abordons à présent la question centrale de la communauté politique, de ses synonymes et ses exclusions. Ong nous invite d'ailleurs à conceptualiser « the exception more broadly, as an extraordinary departure in policy that can be deployed to include as well as to exclude.<sup>56</sup> » Comme nous le

---

<sup>55</sup> La Nación. « Zonas Francas promueven competitividad », *loc. cit.* [Traduction libre de « La apertura de la ley del Régimen de Zonas Francas y Recintos Fiscales, autorizando a las empresas a vender localmente es un acto de modernización que responde a la estrategia de globalización »]

<sup>56</sup> Ong, Aihwa, *op. cit.*, p. 5.

verrons, le gouvernement salvadorien, les États-Unis à travers USAID et FUSADES jouent à cet égard un rôle central dans la production de discours visant à établir ces catégories. La définition de la communauté politique passe donc, dans le discours, à travers deux étapes. La première est de faire appel à l'unité de la population, à la définir comme indissociable et à l'homogénéiser autour des thèmes « patrie », « nation », « pays », « Le Salvador », etc. La deuxième, quant à elle, révèle les catégories de personnes qui sont exclues de cette même communauté politique. Ces deux étapes, qui peuvent à première vue sembler contradictoires, sont réconciliées à travers le souhait des énonciateurs d'intégrer les exclus au « grand courant du développement<sup>57</sup> ». C'est précisément ce processus d'intégration qui fait ici l'objet de l'exception.

**a. L'unité et l'exclusion : le commencement d'une catégorisation de franges de la population**

À la veille de la signature des accords de paix, Alfredo Cristiani parle d'un projet de société global « dans lequel tous les Salvadoriens nous participerons, sans aucune exclusion<sup>58</sup> ». De la même manière, il dit rêver d' « une société [...] dans laquelle aucun Salvadorien ne soit exclu des opportunités légitimes de se développer [...] »<sup>59</sup>. Ces extraits sont illustratifs d'un discours qui, sans équivoque, dépeint le souhait d'une société unifiée autour de l'État. La citoyenneté apparaît ici comme le seul critère pouvant légitimement être considéré pour comprendre la communauté politique. Néanmoins, à l'intérieur de ces mêmes discours, nous rencontrons d'autres passages qui dépeignent des catégories de personnes qui sont exclues du « nous » national.

À titre d'exemple, le président Cristiani affirme qu' « il est toujours opportun de se rappeler que, comme frères et chrétiens que nous sommes, nous devons être solidaires des plus pauvres, mais qu'eux aussi doivent contribuer à sortir de la situation dans laquelle ils se

---

<sup>57</sup> Presidencia de la República de El Salvador, *Discurso de toma de posesión de la presidencia de la República de El Salvador Doctor Armando Calderón Sol*, loc. cit., p. 18

<sup>58</sup> Cristiani, Alfredo. « Mensaje del Señor Presidente de la República de El Salvador, en la XI Cumbre Presidencial de Tegucigalpa, Honduras », 12 décembre 1991, dans República de El Salvador. *Discursos del Presidente de la República de El Salvador : Licenciado Alfredo Cristiani*. Tome V, juillet-décembre 1991, p. 62. [Traduction libre de « en el que participaremos todos los salvadoreños, sin ninguna exclusión ». ]

<sup>59</sup> Cristiani, Alfredo. « Informe del señor presidente de la República, lic. Alfredo Cristiano, del primer año de gobierno », loc. cit., p. 59. [Traduction libre de « una sociedad [...] donde ningún salvadoreño está excluido de las oportunidades legítimas de desarrollarse [...] ». ]

trouvent<sup>60</sup> ». Dans cet extrait, le président Cristiani s'adresse à la nation entière pour faire le bilan de sa première année de gestion. Malgré cela, le « nous » évoqué dans la citation n'est pas inclusif « des plus pauvres », bien que ce « nous » ne soit pas défini. Le « eux aussi » donne aussi à penser que « les plus pauvres » ne sont pas interpellés par le discours et semblent ainsi être évacués de la définition de la communauté politique du président. Ce même type de phrase se retrouve au sein de plusieurs discours présidentiels adressés à la nation :

Nos concitoyens les plus pauvres<sup>61</sup>.

Une grande partie de nos compatriotes vivent dans une condition de pauvreté<sup>62</sup>.

Le manque d'emplois disponibles rend impossible que nos frères puissent obtenir les revenus indispensables pour assurer une base alimentaire à leur famille<sup>63</sup>.

L'absence d'interpellation directe et le fait que les présidents ne parlent d'eux qu'à la troisième personne, même lors ces discours s'adressent à l'ensemble des citoyens, nous permet d'établir une première catégorie discursive exclue de la conception de la communauté politique : les pauvres.

Nous retrouvons également un procédé similaire en ce qui concerne les femmes, explicité cette fois par USAID : « Direct beneficiaries of the Project will be the persons (primarily women) gaining employment and increased incomes.<sup>64</sup> » Le gouvernement en a également fait mention, mais seulement lors de la deuxième phase de la déclaration de l'état

---

<sup>60</sup> *Ibid.*, p. 68. [Traduction libre de « siempre es oportuno recordar que como hermanos y cristianos que somos, debemos ser solidarios con los más pobres, pero ellos también deben contribuir a salir de la situación en que se encuentran».]

<sup>61</sup> Presidencia de la República de El Salvador, *Discurso de toma de posesión de la presidencia de la República de El Salvador Doctor Armando Calderón Sol, loc. cit.*, p. 15. [Traduction libre de « nuestros pobladores más pobres »]

<sup>62</sup> *Ibid.* [Traduction libre de « Una gran parte de nuestros compatriotas viven en una condición de pobreza »]

<sup>63</sup> Cristiani, Alfredo. « Discurso pronunciado por el señor presidente de la república en la inauguración del seminario bajo los auspicios del programa de alimentos de las naciones unidas y el ministerio de planificación y coordinación del desarrollo económico y social en el hotel Sheraton el 5 de julio de 1989 », *loc. cit.*, p. 18. [Traduction libre de « La falta de puestos de trabajo imposibilita que nuestro hermanos puedan obtener los ingresos indispensables para proveer la base alimentaria de su familia. »]

<sup>64</sup> United States International Development Cooperation Agency/Agency for International Development. *El Salvador – Project Paper – Free Zone Development*. Washington, 30 août 1988, p. 10. [Soulignements dans l'original]

d'exception<sup>65</sup>. Par exemple, Jorge Nieto, alors ministre du travail, évoque que « cette possibilité d'exporter des produits de maquila [aux États-Unis] est ce qui a permis à des milliers de Salvadoriens, en particulier les femmes, d'avoir aujourd'hui un emploi stable, considérant que plus de 75 000 familles ont dépendu de ces revenus pour subsister sur le plan économique<sup>66</sup> ».

***b. L'exclusion comme prétexte d'inclusion : le processus par lequel atteindre l'unité***

Dans certains passages de discours, nous retrouvons les liens qui unissent les deux aspects que nous avons évoqués plus tôt, à savoir l'idéal d'une société unifiée conjuguée à l'exclusion de certains groupes de personnes de la représentation de la communauté politique salvadorienne. De fait, ce qui apparaît comme une contradiction est alors résolu par un *souhait d'intégration des exclus* :

Nous [le gouvernement] adresserons le problème de la pauvreté de manière intégrale, [...] en facilitant l'incorporation des personnes les plus démunies au travail productif pour fomentier un réel bien-être<sup>67</sup>.

Nous sommes convaincus qu'une société doit fonctionner comme un tout intégré, mais l'intégration sociale n'est pas seulement un bel idéal; c'est un défi de dépassement qui est en relation directe avec les conditions de vie des êtres humains. Pour atteindre cette intégration solidaire des Salvadoriens, nous travaillerons sans relâche pour élever la qualité de vie, surtout pour les plus démunis, pour qu'aucun Salvadorien ne soit exclu du grand courant du développement<sup>68</sup>.

---

<sup>65</sup> Voir point 1 de la présente section, « Contexte d'énonciation ».

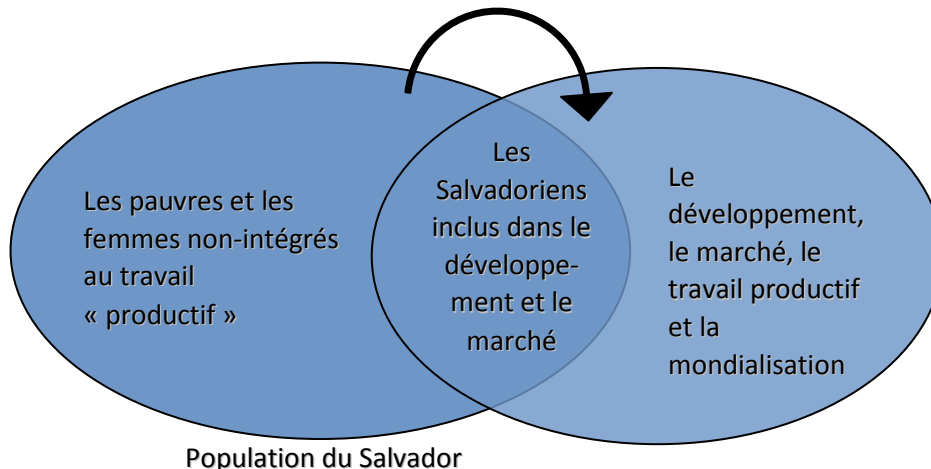
<sup>66</sup> El Diario de Hoy. « Generarán 75 mil plazas en maquila », 8 novembre 1999, en ligne, <http://www.elsalvador.com/noticias/EDICIONESANTERIORES/noviembre8/NACIONAL/> [Traduction libre de « Esa posibilidad de exportar productos maquilados en el país es lo que ha permitido que miles de salvadoreños, y en particular las mujeres, tengan hoy un empleo estable, ya que 75 mil familias han dependido de esos ingresos para sostenerse económicamente »]

<sup>67</sup> Presidencia de la República de El Salvador, *Discurso de toma de posesión de la presidencia de la República de El Salvador Doctor Armando Calderón Sol*, loc. cit., p. 17 [Traduction libre de « Atenderemos el problema de la pobreza integralmente [...] facilitando a las personas más desposeídas su incorporación al trabajo productivo para fomentar un auténtico bienestar ». Nos soulignons.]

<sup>68</sup> *Ibid.*, p. 18 [Traduction libre de « Nosotros estamos muy claros en que esta sociedad debe funcionar como un todo integrado pero la integración social no sólo es un ideal hermoso sino un desafío de superación que se relaciona directamente con las condiciones de vida de los seres humanos. En función de esta integración solidaria de los salvadoreños, trabajaremos sin descanso por elevar la calidad de la vida, sobre todo de los más necesitados para que ningún salvadoreño quede fuera de la gran corriente del desarrollo » Nos soulignons.]

Ce programme de grande envergure est accompagné d'un plan permanent de promotion sociale qui est voué à aider les plus démunis et les plus vulnérables à s'intégrer à la dynamique du développement<sup>69</sup>.

De la même manière, la création d'un régime de ZF au Salvador a été présentée par le gouvernement comme une réponse aux problèmes de pauvreté et de chômage<sup>70</sup>. Bref, le processus souhaité par le gouvernement se présente comme suit :



Le schéma illustre l'intention du gouvernement salvadorien qui se dégage à la lecture des discours, particulièrement à travers la flèche. Deux éléments méritent d'être soulevés dans ce processus prisé par le gouvernement :

1. D'abord, les termes « mondialisation », « développement », « travail productif » et « marché » sont présentés comme des garants de l'inclusion économique et comme une solution à la pauvreté et le chômage. Le gouvernement laisse ainsi sous-entendre qu'une fois toute la population intégrée dans cette sphère, l'exclusion de certains citoyens (pauvres et femmes) s'effacerait. Or, deux constats doivent être faits à cet égard : 1- l'intégration dans le marché n'est pas un gage de sortie de

<sup>69</sup> Cristiani, Alfredo. « Transcripción magnetofónica del discurso del señor presidente de la república, licenciado Alfredo Cristiani, en las Naciones Unidas - 2 de octubre de 1989 », dans República de El Salvador. *Mensajes del Presidente de la República de El Salvador : Licenciado Alfredo Cristiani*. Tome I, juin-décembre 1989, p. 46. [Traduction libre de « Este programa de amplio alcance está desde luego acompañado de un plan permanente de promoción social, que ayude a los más desprotegidos, y necesitados a incorporarse a la dinámica del desarrollo. » Nos soulignons.]

<sup>70</sup> Membreño, Roland et Elsa Guerrero. *Maquila y organización sindical en Centroamérica*, Managua : Centro Editorial de la Mujer, 1994, p. 34.

pauvreté et 2- comme nous le verrons dans la section *Moment d'exception*, le régime de ZF perpétue le cycle de la pauvreté. Ce processus d'insertion des « exclus » dans la sphère du marché fait écho aux conclusions de Timothy Mitchell sur le processus d'inclusion-exclusive en ce qu'il évoque les mécanismes qui servent à « move people and assets across a line from outside to inside the market<sup>71</sup> » et agissent ainsi comme des « sociotechnical mechanisms that reorganize how people live, the political claims they can make, and the assets they can control<sup>72</sup> ». Or, selon l'auteur, en amenant ces « exclus » à l'intérieur du marché, on les condamne à rester sur une frontière floue qui ne les intègre pas complètement, considérant que « they are [...] excluded from opportunities for the accumulation of capital<sup>73</sup> ». Bref, le processus d'inclusion n'apparaît pas ici comme étant réellement inclusif.

2. Puis, le processus par lequel ces catégories de la population devraient entrer dans le marché et le développement est peu explicité et, lorsqu'il l'est, il est présenté à travers la notion de sacrifice :

Nous allons initier un programme d'ouverture qui favorisera la compétitivité interne et qui encouragera les exportations en général, en particulier les exportations non-traditionnelles, aspects qui seront tous deux notre salut dans le futur. Nous savons que, dans ce processus d'ouverture, il faudra faire des sacrifices. Nous exhortons le secteur productif à redoubler sa capacité de sacrifice, sachant qu'il aura toute la compréhension et l'appui du gouvernement, pour que tous nous travaillions solidairement pour le bénéfice du Salvador, mettant ainsi notre conscience patriotique dans le destin des plus pauvres, des plus démunis, des marginalisés, des déplacés et des sans-abris<sup>74</sup>.

---

<sup>71</sup> Mitchell, Timothy. « The Properties of Market », dans MacKenzie, Donald et al. (sous la dir.). *Do Economics Make Markets? On the Performativity of Economics*, Princetown and Oxford: Princetown Univerty Press, 2007, p. 248.

<sup>72</sup> *Ibid.*

<sup>73</sup> *Ibid.*, p. 268.

<sup>74</sup> Cristiani, Alfredo. « Discurso del señor Presidente de la República, Lic. Alfredo Cristiani en la toma de posesión el 1 de junio de 1989 », *loc. cit.*, p. 5 [Traduction libre de « iniciaremos un programa de apertura, que propicie la competitividad interna y que fomente las exportaciones en general y en especial las no tradicionales, que serán ambas nuestra salvación en el futuro. Sambemos que en esta apertura, habrá que hacer sacrificios. Instamos al esforzado y eficiente sector productivo a redoblar su capacidad de sacrificio, en razón de que tendrá toda la comprensión y el apoyo del Gobierno, para que todos juntos trabajaremos solidariamente en beneficio de El Salvador, y puesta nuestra conciencia patriótica en el destino de los más pobres, de los más necesitados, de los marginados, de los desplazados, de los indigentes. »]

Pour surmonter cette situation dramatique, nous avons besoin de l'effort solidaire et discipliné de tous les Salvadoriens; pour cela, nous avons fait un appel au [...] secteur productif à redoubler sa capacité de sacrifice<sup>75</sup>.

Si la notion de sacrifice est nommée, ce n'est pas le cas du régime exceptionnel qui sera créé. On parlera plutôt de régime « spécial<sup>76</sup> », terme qui, à notre sens, euphémise le type de régime qui sera généré.

Il appert donc que la performativité du discours prend ici forme, à savoir que la désignation des « exclus » créé en elle-même une exclusion qui sert de base au déploiement de pratiques exceptionnelles.

\*\*\*

En somme, ces remarques sur le discours portant sur la communauté politique nous permettent d'entrevoir le régime exceptionnel qui se dessine au Salvador. Nous sommes à même d'établir que des catégories discursives ont été créées par le gouvernement, ce qui agit sur l'exclusion réelle de ces groupes. Pour pouvoir agir, le gouvernement s'emploie à définir des catégories claires et en offre une interprétation (le seul salut des pauvres et des femmes est dans le développement, le marché et le travail productif, ces derniers étant les seules voies possibles pour le salut du Salvador). Cette emprise sur le discours est fondamentale pour pouvoir exercer une « exclusion-inclusive » sur les populations visées et ensuite déployer des pratiques exceptionnelles à leur endroit. En prenant pour appui le souhait d'intégrer des populations préalablement exclues de la communauté politique, les énonciateurs centraux approfondissent l'exclusion réelle des pauvres et des femmes. Ainsi, comme Ong le soulève pertinemment, « the exception can also be a positive decision to include selected populations and spaces as targets of "calculative choices and value-orientation" associated with neoliberal reforms<sup>77</sup> ». Se dessine ainsi un processus par lequel certaines catégories de la population sont mobilisées, mais aussi créées par les

---

<sup>75</sup> Cristiani, Alfredo. « Discurso pronunciado por el señor presidente de la república en la inauguración del seminario bajo los auspicios del programa de alimentos de las naciones unidad y el ministerio de planificación y coordinación del desarrollo económico y social en el hotel Sheraton el 5 de julio de 1989 », *loc. cit.*, p. 18. [Traduction libre de « Para superar esta dramática situación, necesitamos del esfuerzo solidario y disciplinado de todos los salvadoreños; por eso, hemos apelado al [...] sector productivo a redoblar su capacidad de sacrificio [...]. »]

<sup>76</sup> Fundación Salvadoreña para el Desarrollo Económico y Social (FUSADES). « Reconversión de los esquemas de Zonas Francas en programas compatibles a la normativa OMC », *loc. cit.*, p. 5.

<sup>77</sup> Ong, Aihwa, *op. cit.*, p. 5.

discours qui visent à faire usage de cette catégorisation : la catégorisation permet dans la suite du discours de sous-entendre que les pauvres et les femmes sont exclus et que des actions doivent être entreprises pour les inclure (et ici, le pouvoir joue sur une équivalence entre la communauté politique et le marché). Comme le souligne Agamben, l'exclusion-inclusive est au cœur de l'état d'exception, puisqu'elle permettrait le passage de la vie nue à une « bonne vie », politisée et, dans le cas qui nous occupe, intégrée au marché<sup>78</sup>. Bref, même si, selon Best, on pourrait y voir de bienveillantes intentions d'inclusion, « the standards do their work by distinguishing between those who are inside and those who are outside the bounds of normal economic behaviour. Just as the excluded are defined in relation to the norm, the norm in turn is defined in opposition to those excluded<sup>79</sup> ». Ici encore, le discours est au centre de ce processus menant au moment d'exception.

### *c. La promotion des ZF au Salvador*

Le même processus discursif explicité précédemment<sup>80</sup> se retrouve au sein des discours émanant de USAID et FUSADES, organisations qui ont d'ailleurs été beaucoup plus explicites que le gouvernement dans la catégorisation leur permettant de justifier l'exception. Si le gouvernement s'adressait généralement à la population directement, les États-Unis et FUSADES avaient des destinataires tout autres<sup>81</sup>.

---

<sup>78</sup> Agamben, Giorgio. *État d'exception, Homo Sacer. loc.c it.*, p. 12.

<sup>79</sup> Best, Jacqueline. « Why Economy is Often the Exception to Politics as Usual », *Theory, Culture & Society*, vol. 24, no. 4, septembre 2007, p. 22.

<sup>80</sup> Sous-points a) et b) de la présente section.

<sup>81</sup> Voir point 1 de la présente section, « Contexte d'énonciation ».

À titre d'exemple, une publicité produite par FUSADES à l'intention des entreprises états-uniennes pressenties pour s'établir dans une ZF salvadorienne<sup>82</sup> est illustrative du processus de désignation des femmes et des pauvres :

**Quality, Industriousness and Reliability Is What El Salvador Offers You!**



**Rosa Martinez produces apparel for U.S. markets on her sewing machine in El Salvador. You can hire her for 57-cents an hour\*.**

Rosa is more than just colorful. She and her co-workers are known for their industriousness, reliability and quick learning. They make El Salvador one of the best buys. In addition, El Salvador has excellent road and sea transportation (including Central America's most modern airport) . . . **and there are no quotas.**

Find out more about working in El Salvador. Contact FUSADES, the private, non-profit and non-partisan organization promoting social and economic development in El Salvador. Miami telephone: 305-529-2222 Fax: 305-529-9440

\*Does not include fringe benefits; exact amount may vary slightly depending on daily exchange rate.

**Quality, Industriousness and Reliability Is What El Salvador Offers You!**



**Rosa Martinez produces apparel for U.S. markets on her sewing machine in El Salvador. You can hire her for 33-cents an hour\*.**

Rosa is more than just colorful. She and her co-workers are known for their industriousness, reliability and quick learning. They make El Salvador one of the best buys. In addition, El Salvador has excellent road and sea transportation (including Central America's most modern airport) . . . **and there are no quotas.**

Find out more about working in El Salvador. Contact FUSADES, the private, non-profit and non-partisan organization promoting social and economic development in El Salvador. Miami telephone: 305-529-2222 Fax: 305-529-9440

\*Does not include fringe benefits; exact amount may vary slightly depending on daily exchange rate.

D'abord, la première affiche date de 1990 et la deuxième, de 1991<sup>83</sup>. En un an, FUSADES réduit de 0,24\$ de l'heure l'annonce du salaire, d'autant plus que cela est présenté comme un avantage clé pour les investisseurs. Puis, la publicité vend la maquila à travers la figure de la femme couturière, ici « Rosa Martinez », qui est présentée comme « more than just colorful ». En donnant la possibilité aux entrepreneurs de l'employer pour 57 et 33 cents de l'heure (« You can hire her »), on vend ainsi l'image de la femme, en l'offrant comme salariée aux investisseurs potentiels. À cet égard, son rôle est très passif : elle est disponible à être embauchée et formée. Le même type de constat peut être tiré à la lecture de la description du projet de ZF par USAID :

<sup>82</sup> Kitty Krupat. « From War Zone to Free Trade Zone : A History of the National Labor Committee », dans Ross, Andrew (sous la dir.) *No Sweat: Fashion, Free Trade, and the Rights of Garment Workers*, Londres : Verso, 1997, p. 88. Les photos montrent une couturière qui travaille dans une usine, tiré du même livre, p. 79.

<sup>83</sup> Voir aussi Herbert, Bob. « Maximizing Profits While Minimizing Humanity », *The Spokesman Review*, 25 juillet 1995, p. 85.

The target group for Project inputs includes Salvadoran or foreign individuals or corporate entities interested in developing private free zones in El Salvador, and the public sector entities involved in the management and administration of San Bartolo or in the private free zone designation approval process. Direct beneficiaries of the Project will be the persons (primarily women) gaining employment and increased incomes<sup>84</sup>.

Ici, les futures salariées sont perçues comme des « bénéficiaires », terme qui leur laisse peu d'agencéité, alors que les entrepreneurs sont très proactifs dans la mise en place et le fonctionnement des ZF.

Par ailleurs, une lecture exhaustive des documents de USAID concernant le projet de ZF au Salvador révèle que les pauvres et les chômeurs sont au centre de l'initiative puisque, pour les investisseurs, « labor costs are extremely important <sup>85</sup>». On soulignera également avec insistance la productivité et la fiabilité de la main d'œuvre bon marché salvadorienne :

An important comparative advantage for El Salvador is the large supply of productive, trained labor available throughout the country. El Salvador is widely known for its productive labor force, which is generally regarded to be the best in Central America. Moreover, with the significant underutilization of labor evident in the country, there is an ample supply of unskilled workers [...]. The standard unskilled wage of US\$0.64/hour, including fringes, compares favorably with competing locations in the region such as Honduras (US\$0.72/hour), Jamaica (US\$0.90/hour), and the Dominican Republic (US\$0.78/hour). The experiences of existing firms engaged in sophisticated production activities in the country [...] have proven the high quality and trainability of the labor force. [...] Moreover, workers in Salvadoran export operations have remarkably low levels of absenteeism, despite the deficiencies in public transportation and other obstacles<sup>86</sup>.

While El Salvador suffers from a number of obvious difficulties (most notably the war) and a dubious reputation in investment circles, it does have positive aspects as well. [...] It possesses a low-cost, eager and readily trainable work force, offering the potential for very high productivity. Several multinational companies operating in El Salvador today offer testimonial to this<sup>87</sup>.

---

<sup>84</sup> United States International Development Cooperation Agency/Agency for International Development. *El Salvador – Project Paper – Free Zone Development. loc. cit.*, p. 10. [Soulignements dans l'original]

<sup>85</sup> *Ibid.*, Annexe G, p. 9.

<sup>86</sup> *Ibid.*, Annexe G, p. 6.

<sup>87</sup> *Ibid.*, p. 7.

The productive and competitive labor force, attractive investment incentives, well-developed international transport infrastructure and services, and geographic location are all valuable assets that can help to attract new investment to a private free zone project in El Salvador<sup>88</sup>.

Il ressort que l'intérêt des entreprises qui pourraient opérer au Salvador est de jouir d'une main-d'œuvre bon marché, productive et prompte à être formée. Le chômage, la pauvreté et le faible salaire minimum sont ainsi présentés comme des opportunités à saisir. Or, le paradoxe est que ces aspects sont arborés comme des avantages tout en étant présentés comme devant être résorbés, comme le démontre l'extrait suivant :

The Project is designed to take advantage of one of El Salvador's best resources: plentiful, low-cost labor, with a strong work ethic. In doing so, the country's serious employment and low wage problem is being addressed<sup>89</sup>.

Notons que les *problèmes* de chômage et de bas salaire sont subordonnés aux *avantages* que ces mêmes aspects représentent pour les États-Unis et les entreprises (« In doing so... »). Émerge alors un paradoxe difficilement soluble : si la main d'œuvre bon marché est un atout salvadorien profitable aux investisseurs états-uniens, dès lors, comment un régime de ZF visant à tirer profit de ce même atout pourrait-il régler ce qui est qualifié, dans la phrase suivante, de « problème »? Ce paradoxe a également été soulevé par Arriaga et Roberto, qui soulignent avec justesse que l'existence de ZF « se justifie par les conditions de pauvreté et de chômage propres au pays, de manière à ce que si ces conditions n'existaient pas, les Zones franches perdraient leur raison d'être<sup>90</sup> ». Bref, l'énoncé de USAID quant aux bas salaires salvadoriens laissent présager que la portion d' « inclusion » reste à démontrer, c'est-à-dire la sincère volonté d'intégrer les pauvres et les femmes au développement.

En somme, les discours produits par USAID et FUSADES sont explicites quant au processus d'exclusion-inclusive dont nous avons discuté plus tôt. Pour agir de manière exceptionnelle sur des groupes d'individus ciblés, il faut au préalable construire des catégories et des représentations qui permettent d'appliquer à leur endroit un traitement spécial.

---

<sup>88</sup> *Ibid.*, p. 43.

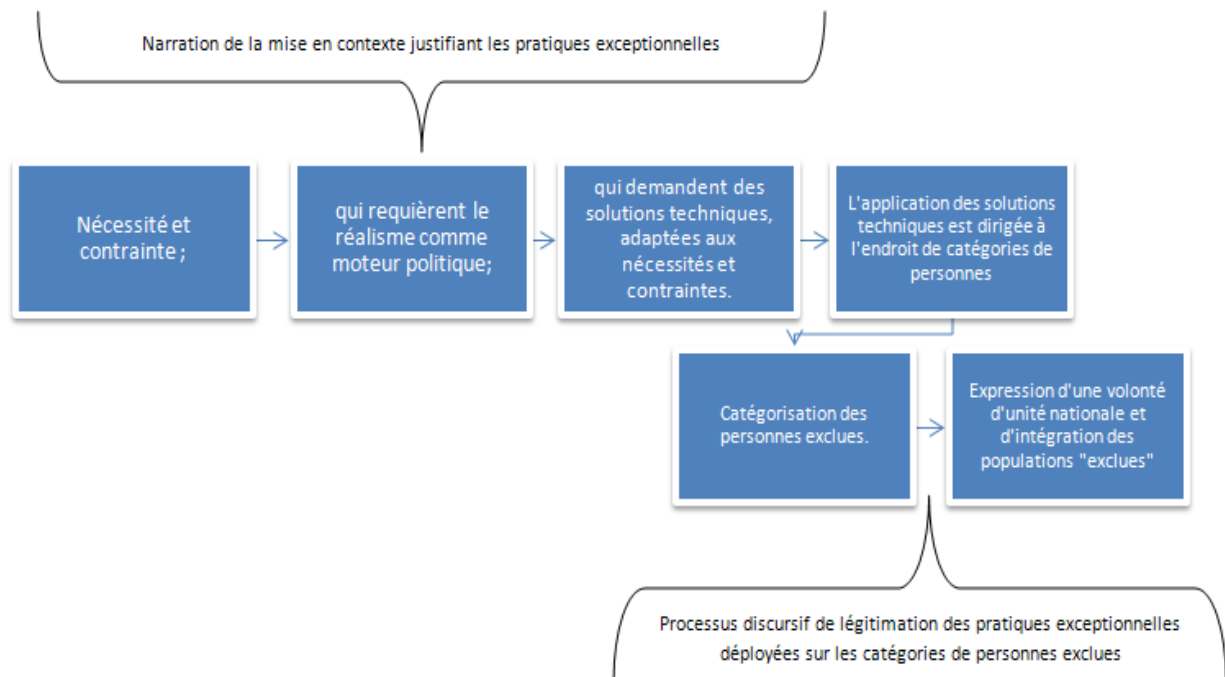
<sup>89</sup> *Ibid.*, p. 50.

<sup>90</sup> Ponce Arriaga, José Roberto. « Impacto y perspectivas de las políticas de liberalización : El papel de las zonas francas de procesamiento para la exportación », dans Rodríguez Pérez, Luis et Ana Lissette Amaya. *Zonas francas en Centroamérica : antología*, Managua : ESECA-RUCFA, UNAN-Managua, 1996, p, 68.

[Traduction libre de « su existencia se justifica por las condiciones de pobreza y desempleo, propias del país. De manera que si éstas condiciones no existieran, las Zonas Francas perderían su razón de ser. »]

## 5. CONCLUSION PARTIELLE

L'analyse de discours que nous avons produite déconstruit un discours issu de trois auteurs centraux (gouvernement salvadorien, FUSADES et USAID) qui ont été des acteurs clés dans la création du régime de ZF au Salvador. Ces énonciateurs ont émis des discours que nous avons décomposés en catégories, selon un schéma discursif qui peut être représenté ainsi :



La première partie du discours a été énoncée principalement par le gouvernement salvadorien, qui a offert une mise en contexte ayant servi à justifier des pratiques exceptionnelles. La deuxième partie du discours a été formulée par tous les énonciateurs à l'étude. Cette portion a d'abord servi à établir des catégories de personnes étant vues comme exclues de la communauté politique et du progrès futur du pays. L'objectif était alors de les insérer dans la sphère du marché, de la mondialisation et du développement. Or, comme nous l'avons démontré, ce processus d'intégration est caractérisé par des pratiques exceptionnelles déployées sur les femmes et les pauvres. Si le discours n'est pas explicite dans la dénomination de l'exception, des pistes s'en dégagent tout de même,

notamment à travers l'idée de « sacrifice » ou encore à travers le paradoxe « problème/avantage » des bas salaires, pour ne nommer que ceux-là.

Ces quelques considérations nous rapportent aux liens qu'établit Ong entre néolibéralisme et exception, entre citoyenneté et exclusion. Comme elle le souligne, « [t]he elements that we think as coming together to create citizenship – rights, entitlements, territoriality, a nation – are becoming disarticulated and rearticulated with forces set into motion by market forces<sup>91</sup> ». Les citoyens sont alors classés et jugés selon leur « tradable competence<sup>92</sup> » et cette désignation ouvre la porte à ce que soient déployées des pratiques exceptionnelles à leur endroit<sup>93</sup>.

---

<sup>91</sup> Ong, Aihwa, *op. cit.*, p. 6.

<sup>92</sup> *Ibid.*, p. 7.

<sup>93</sup> Nous détaillerons ces pratiques exceptionnelles dans la section *Moment d'exception*.

## MISE EN PLACE DES STRUCTURES DE FIXITÉ

---

La mise en place de la fixité atteint son apogée durant la décennie 1990, décennie durant laquelle le cadre légal devant réguler les ZF se consolide; le financement des États-Unis à travers la *United States Agency for International Development* (USAID) bat son plein; la politique étrangère commerciale des États-Unis est favorable à une promotion des exportations chez les voisins du sud et les gouvernements successifs salvadoriens se mobilisent autour de la promotion des exportations. Néanmoins, dès 1983, les politiques économiques salvadoriennes et la politique étrangère états-unienne s'alignent vers le modèle économique qui se concrétisera vers 1990. La période est donc caractérisée par une multiplication des ZF au pays, grâce à un cadre légal qui se développe progressivement et un financement soutenu des États-Unis.

Nous délimitons en ce sens la période de la mise en place de la fixité de 1983 à 2000, qui s'entame avec la création de la *Fundación para el Desarrollo Económico y Social* [Fondation pour le développement économique et social/FUSADES] ainsi qu'avec l'Initiative du Bassin des Caraïbes (IBC) et qui se termine avec le *Trade and Development Act*<sup>1</sup>.

Sur le plan théorique, cette section est accolée au premier sens du processus de fixation spatiale, à savoir que « something can be pinned down and secured in a particular locus<sup>2</sup> ». À cet égard, Harvey fait surtout référence à l'ancrage de la fixité, c'est-à-dire l'immobilisation et les infrastructures permettant d'absorber les capitaux et de faciliter leur mouvement<sup>3</sup>. L'auteur souligne qu'à cet effet, « the credit system and fictitious capital formation, backed by state fiscal, monetary, and, where necessary, military power, become vital mediating influences<sup>4</sup> ». Ainsi, l'État joue un rôle central dans le processus de fixation spatiale en posant les bases légales assurant la propriété et la disponibilité de la main d'œuvre pour les investisseurs et en finançant la mise en place de la fixité<sup>5</sup>. **Nous démontrerons donc dans cette section que les États du Salvador et des États-Unis ont**

---

<sup>1</sup> US Labor Education in the Americas Project (US LEAP). « New Maquila Benefits Approved », 9 août 2000, en ligne : <http://www.usleap.org/new-maquila-benefits-approved>.

<sup>2</sup> Harvey, David. « Globalization and the "Spatial fix" », *Geographische revue*, vol. 2, 2001, p. 24.

<sup>3</sup> *Ibid.*

<sup>4</sup> Harvey, David. *The Condition of Postmodernity: An Enquiry into the Origins of Cultural Change*. Oxford: Wiley, 1992, p. 183.

<sup>5</sup> Harvey David. *The Limits to Capital*. London : Verso, 2006, p. 109.

**joué un rôle fondamental afin de créer un cadre légal et financier permettant la mise en place de la fixité, cette dernière permettant ensuite l'achèvement du processus de fixation spatiale<sup>6</sup>.**

Pour ce faire, nous ferons d'abord une courte contextualisation permettant de voir quelles ont été les conditions politiques et commerciales favorables à la réalisation d'un régime de ZF au Salvador. Puis, nous nous pencherons sur le cadre légal national devant établir juridiquement la mise en place de la fixité. Finalement, nous exposerons le rôle financier et logistique des États-Unis dans cette mise en œuvre du régime de ZF au Salvador.

## 1. CONTEXTE HISTORIQUE ET POLITIQUE

Le contexte historique et politique salvadorien est d'abord marqué par la victoire électorale de la droite à la sortie de la guerre civile : son maintien au pouvoir se poursuivra pour toute la période à l'étude et consolidera la mise en place de la fixité. Le contexte est également caractérisé par la politique étrangère états-unienne favorable envers le commerce avec l'Amérique centrale. La proximité géographique et le potentiel que représente le marché états-unien en terme d'exportation en fait un acteur clé dans la mise en place de la fixité.

### *a. Contexte politique salvadorien*

La période étudiée en est une de grands changements pour les politiques sociales et économiques du Salvador puisque la fin de la guerre civile en 1992 concentre l'attention autour de la relance du pays. L'arrivée au pouvoir du président Alfredo Cristiani du parti de *l'Alianza Republicana Nacionalista* (Alliance républicaine nationaliste/ARENA) en 1989 marque un tournant dans l'approche économique nationale : son administration abandonnera les politiques antérieures de contrôle étatique serré sur les affaires économiques et de protectionnisme pour entamer une série de réformes dans la lignée néolibérale, incluant privatisation d'entreprises publiques, ouverture économique, dérégulation du marché et une attention particulière portée à l'exportation<sup>7</sup>. Ce

---

<sup>6</sup> Dont il sera question à la fin du présent cas d'étude.

<sup>7</sup> Asociación de Mujeres por la Dignidad y la Vida, Las Dignas; Centro para la Defensa del Consumidor (CDC); Fundación de Estudios para la Aplicación del Derecho (FESPAD); Instituto de Derechos Humanos de la Universidad José Simeón Cañas (IDHUCA). *El Salvador por dentro : Juicio al modelo 1989-2005*. San Salvador, novembre 2005, p. 15 et 16; Segovia, Alexander. *Transformación estructural y reforma económica en El Salvador: el funcionamiento económico de los noventa y sus efectos sobre el crecimiento, la pobreza y la distribución de ingreso*. California : F&G Editores, 2002, p. 30; Fundación Salvadoreña para el

changement de cap amène Segovia à souligner que la victoire de l'ARENA « a non seulement marqué le retour de la droite par la voie électorale [...], mais également le retour des entrepreneurs à la gestion directe de l'appareil étatique<sup>8</sup> ». Ainsi,

[d]urant la décennie 1990, la recherche de modèles alternatifs [au Salvador] et la dispute autour de ceux-ci a continué, mais les protagonistes ont changés. [...] l'arrivée au pouvoir du parti de l'Alliance Républicaine Nationaliste (ARENA) et son maintien au pouvoir pendant plus d'une décennie, conjugué au triomphe idéologique de la vision néolibérale, mène à une recherche [...] de nouveaux modèles économiques qui commence dès lors à se développer à l'intérieur d'une droite politique et du secteur privé organisé<sup>9</sup>.

Les nouvelles orientations politiques et économiques seront soutenues, d'une part, par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) à travers un programme d'ajustement structurel voué à insérer l'économie salvadorienne dans le marché mondial<sup>10</sup> et, d'autre part, par USAID, notamment en ce qui a trait à la création de ZF au pays. Les

---

Desarrollo Económico y Social (FUSADES). *Política comercial y evolución del sector exportador durante los noventas en El Salvador*, rédigé par Carolina Alas de Franco, San Salvador : Departamento de Estudios Económicos y Sociales, août 2002, p. 1 et 6; Robles Rivera, Francisco. « Nuevos Espacios de Acumulación : Modelo de Ajuste Estructural en El Salvador y Costa Rica (1980-1999) », *Revista de Ciencias Sociales*, (Universidad de Costa Rica), vol. II-III, no. 128-129, 2010, pp. 97-117; Escobar Grande, Alejandra Vanessa, Eugenia Margarita García Saravia et Rodrigo Alfonso Morales López. « Impacto de la Apertura Comercial en la Competitividad Internacional y la Distribución del Ingreso en El Salvador: 1990-2010 », mémoire de licence, septembre 2011, Antiguo Cuscatlan, Universidad Centroamericana José Simeón Cañas, p. 114; Fundación Nacional para el Desarrollo (FUNDE). *El impacto del NAFTA en el proceso de Integración de América Central y sus implicaciones para los sectores populares : Caso El Salvador*, rédigé par José Victor Aguilar Guillén et Joaquín Arriola Palomares, San Salvador : Documento de trabajo no. 74, février 1996, p. 7.

<sup>8</sup> Segovia, Alexander. *Transformación estructural y reforma económica en El Salvador*. *loc. cit.*, p. 30, cité dans Robles Rivera, Francisco. *op. cit.*, p. 100. [Traduction libre de « no solo marcó el regreso de la derecha por medio de la vía electoral [...] sino que también significó el retorno de los empresarios al manejo directo del aparato estatal. »]

<sup>9</sup> Segovia, Alexander. *Transformación estructural y reforma económica en El Salvador*. *loc. cit.*, p. 8, [Traduction libre de « En la década de los noventa, la búsqueda de modelos alternativos y la disputa alrededor de los mismos continuó, pero los protagonistas cambiaron. Con [...] la llegada del partido Alianza Republicana Nacionalista (ARENA) al poder y su permanencia por más de una década, y el triunfo ideológico de la visión neoliberal, la búsqueda [...] alrededor de los modelos económicos comenzó a desarrollarse al interior de la derecha política y del sector privado organizado. »]

<sup>10</sup> Asociación de Mujeres por la Dignidad y la Vida, Las Dignas; Centro para la Defensa del Consumidor (CDC); Fundación de Estudios para la Aplicación del Derecho (FESPAD); Instituto de Derechos Humanos de la Universidad José Simeón Cañas (IDHUCA). *op. cit.*, p. 15; et Segovia, Alexander. *Transformación estructural y reforma económica en El Salvador*. *loc. cit.*, p. 30; Fundación Salvadoreña para el Desarrollo Económico y Social (FUSADES). *Política comercial y evolución del sector exportador durante los noventas en El Salvador*, *loc. cit.*, p. 6; Escobar Miranda, Julia Maritza, María Teresa Funes Flores et Liliana Michelle Herrera García « Análisis de la precarización laboral en El Salvador a partir de la introducción del actual modelo de acumulación de capital : 1990-2009 », mémoire de licence, octobre 2011, Antiguo Cuscatlán : Universidad Centroamericana José Simeón Cañas, p. 40.

successeurs du président Cristiani, Armando Calderón Sol et Francisco Flores (tous deux du parti ARENA) poursuivront les réformes entamées pour la période 1994-2004.

### ***b. Contexte international et politique étrangère des États-Unis***

La période étudiée s'entame par l'Initiative du Bassin des Caraïbes (IBC), un système tarifaire et commercial préférentiel accordé de manière unilatérale par les États-Unis avec le *Caribbean Basin Economic Recovery Act* (CBERA) en 1983<sup>11</sup>. L'objectif du CBERA est alors de permettre la libre entrée sur le territoire états-unien des marchandises provenant du Bassin des Caraïbes<sup>12</sup>. Le département de commerce des États-Unis parlait alors d'un « vaste programme pour promouvoir la croissance économique à travers des initiatives dans le secteur privé des pays centraméricains [...]. Un des objectifs principaux de ce programme est [...] de diversifier les économies des pays de la région et ainsi augmenter leurs exportations<sup>13</sup> ». Parmi les autres buts poursuivis, plusieurs soulignent la volonté des États-Unis d'endiguer la montée des mouvements de gauche dans la région<sup>14</sup>. À cet égard, le gouvernement états-unien a fixé des conditions claires aux pays voulant bénéficier de l'IBC, notamment l'obligation de ne « pas être un pays communiste<sup>15</sup> » et de ne « pas avoir nationalisé, exproprié ou saisi des propriétés de citoyens ou de corporations nord-américaines sans avoir payé une compensation adéquate<sup>16</sup> ». L'IBC fixe aussi des exigences aux pays bénéficiaires quant à l'accès à leur marché et la concurrence avec d'autres pays développés<sup>17</sup>, ce qui fait dire à certains auteurs que ce programme n'est pas qu'une

---

<sup>11</sup> International Food Policy Research Institute (IFPRI). *The Impact of the Central America Free Trade Agreement on the Central American Textile Maquila Industry*, rédigé par Hans G.P. Jansen et al., Washington : Discussion Paper 00720, septembre 2007, p. 16.

<sup>12</sup> Fundación Salvadoreña para el Desarrollo Económico y Social (FUSADES). *Política comercial y evolución del sector exportador durante los noventas en El Salvador*, loc. cit., p. 22.

<sup>13</sup> U.S. Department of Commerce. *Guía del Exportador de la Cuenca del Caribe*. Santo Domingo, juin 1992, p. 37. Cité dans Rosa, Herman. *AID y las transformaciones Globales en El Salvador : El Papel de la Política de Asistencia Económica de los Estados Unidos desde 1980*, Managua : CRIES, 1993, p. 28-29. [Traduction libre de « amplio programa para promover el crecimiento económico a través de iniciativas en el sector privado de los países centroamericanos [...]. Un objetivo principal de este programa es [...] de diversificar las economías de los países de la región y así aumentar sus exportaciones. »]

<sup>14</sup> Ribera, Ricardo. « Construyendo sobre arena : La política exterior salvadoreña durante las cuatro Administraciones areneras », *Estudios centroamericanos*, vol. 727, no. 66, octobre-décembre 2011, p. 515.

<sup>15</sup> Lewis, David E. « La otra espada de EEUU. La iniciativa de la Cuenca del Caribe », *Nueva Sociedad*, no. 101, mai-juin 1989 p. 59. [Traduction libre de « Que no sea un país comunista. »]

<sup>16</sup> *Ibid.* [Traduction libre de « Que no haya nacionalizado expropiado o de forma alguna tomado propiedades de ciudadanos o corporaciones norteamericanos sin haber pagado una compensación adecuada. »]

<sup>17</sup> *Ibid.*

concession commerciale unilatérale des États-Unis envers le bassin des Caraïbes, mais bien qu' « à travers l'imposition de telles exigences, sont obtenues une série de garanties et privilèges pour les investissements et le commerce nord-américain dans la région<sup>18</sup> ». Certaines exceptions sont prévues par l'IBC, notamment en ce qui a trait au secteur textile<sup>19</sup>, ce qui faisait en sorte que le commerce dans ce secteur était soumis aux règles du *Multi-Fiber Agreement* (MFA) de 1973, un accord conclu sous le *General Agreement on Tariffs and Trade* (GATT)<sup>20</sup>.

C'est en 1986 que les États-Unis ajouteront le *Special Access Program* (SAP) à l'IBC, qui permettra aux pays du Bassin des Caraïbes d'être moins limités par les quotas du MFA<sup>21</sup>. Les fibres textiles doivent toutefois provenir des États-Unis<sup>22</sup>. En 1990, l'IBC est de nouveau modifié par les États-Unis pour réduire les tarifs commerciaux accordés aux pays bénéficiaires<sup>23</sup>. Comme nous le verrons plus en détail dans la section *Achèvement de la fixation spatiale*, ces mesures commerciales états-uniennes auront un impact considérable sur les ZF au Salvador : en 2000, ce sont près de 80% des matières premières utilisées dans les maquilas qui proviennent de ce pays<sup>24</sup>.

En 1994, lorsqu'entre en vigueur l'Accord de libre-échange de l'Amérique du Nord (ALÉNA), les pays du Bassin des Caraïbes voient s'effondrer les privilèges commerciaux dont ils bénéficiaient sous l'IBC, puisque le Mexique jouit dès alors d'un accès direct au marché nord-américain<sup>25</sup>, ce qui rend la compétition avec le voisin mexicain pratiquement

---

<sup>18</sup> *Ibid.* [Traduction libre de « mediante la imposición de dichos requisitos se obtiene una serie de garantías y privilegios para las inversiones y el comercio norteamericano en la región. »]

<sup>19</sup> Bickham Méndez, Jennifer et Ronald Köpke. *Mujeres y maquila: respuestas a la globalización : organizaciones de mujeres centroamericanas en medio de la competencia y la cooperación transnacional en la industria maquilera*. San Salvador : Ediciones Heinrich Böll, 2001, p. 18-19; Centro Latinoamericano de Competitividad y Desarrollo Sostenible (CLACDS). *La industria textil en Centroamérica*, rédigé par Luis Obando y Cristián Cortés. San José : Observatorio de PYMES, janvier 2002, p. 14; Fundación Salvadoreña para el Desarrollo Económico y Social (FUSADES). *Política comercial y evolución del sector exportador durante los noventas en El Salvador*, loc. cit., p. 22.

<sup>20</sup> International Food Policy Research Institute (IFPRI). *op. cit.*, p. 16; Consejo Monetario Centroamericano. *Efectos de la maquila en el sector real y en la balanza de pagos de El Salvador*. San Salvador : Documento de Investigación No. 1, année de publication inconnue, p. 34.

<sup>21</sup> International Food Policy Research Institute (IFPRI). *op. cit.*, p. 17; Centro Latinoamericano de Competitividad y Desarrollo Sostenible (CLACDS). *op. cit.*, p. 14. Le MFA sera progressivement remplacé par le Uruguay Round Agreement on Textiles and Clothing en 1995.

<sup>22</sup> Bickham Méndez, Jennifer et Ronald Köpke. *op. cit.*, p. 20.

<sup>23</sup> International Food Policy Research Institute (IFPRI). *op. cit.*, p. 17.

<sup>24</sup> Consejo Monetario Centroamericano. *op. cit.*, p. 18.

<sup>25</sup> International Food Policy Research Institute (IFPRI). *op. cit.*, p. 17.

impossible. C'est le 2 octobre 2000 que le président des États-Unis Bill Clinton élargira les avantages desquels jouit le Mexique aux autres pays du bassin des Caraïbes à travers le *Trade and Development Act* (TDA) (ou ce que certains appellent la « Parité-ALENA<sup>26</sup> »). Néanmoins, l'exigence d'utiliser des textiles des États-Unis est maintenue<sup>27</sup>. Le TDA insufflera un nouvel élan à l'industrie maquila au Salvador<sup>28</sup> et donnera le coup d'envoi à ce que nous considérons être une deuxième phase du développement des ZF au pays<sup>29</sup>.

En somme, pour les États-Unis, « [t]he [IBC] was designed to restructure the traditional trade, investment, and financial links between selected countries in the Caribbean countries and Central America and the United States<sup>30</sup> ». L'IBC apparaît ainsi comme un outil permettant aux États-Unis de redéfinir les bases sur lesquelles s'effectuera le commerce avec le bassin des Caraïbes, tout en portant une attention particulière au secteur textile, qui entre d'ailleurs dans une période de crise<sup>31</sup>. Les différentes exclusions visant notamment à contraindre les manufacturiers à utiliser des matières premières issues des États-Unis mettent en place les conditions pour créer des liens de subordination entre les futures maquilas salvadoriennes et les entreprises contractantes états-uniennes. En ce sens, l'IBC « was not merely the result of market imperatives but was designed by the Reagan administration to meet the needs of powerful segments of the U.S. textile and apparel industries<sup>32</sup> ».

Pour le gouvernement salvadorien, les différentes mesures engagées par les États-Unis représentaient une occasion de fomentier le secteur de l'exportation de biens non-

---

<sup>26</sup> Traduction libre de « NAFTA-Parity ».

<sup>27</sup> Consejo Monetario Centroamericano. *op. cit.*, p. 32.

<sup>28</sup> Centro Latinoamericano de Competitividad y Desarrollo Sostenible (CLACDS). *op. cit.*, p. 16; Consejo Monetario Centroamericano. *op. cit.*, p. 32; Fundación Salvadoreña para el Desarrollo Económico y Social (FUSADES). *Política comercial y evolución del sector exportador durante los noventas en El Salvador*, *loc. cit.*, p. 22; Bickham Méndez, Jennifer et Ronald Köpke. *op. cit.*, p. 18-19.

<sup>29</sup> Comme il a été mentionné en introduction de cette section, la présente étude s'arrête à la première phase du développement des ZF au Salvador, donc en 2000.

<sup>30</sup> Israel Rosen, Elle. *Making Sweatshops : The Globalization of the U.S. Apparel Industry*, London : University of California Press, 2002, p. 134.

<sup>31</sup> Cette période de crise sera abordée en détail dans la section *Achèvement de la fixation spatiale*.

<sup>32</sup> Israel Rosen, Elle. *Making Sweatshops : The Globalization of the U.S. Apparel Industry*, London : University of California Press, 2002, p. 130.

traditionnels durant la décennie 1990<sup>33</sup>, notamment à travers la création de zones franches et d'enclaves fiscales<sup>34</sup>.

Bref, le contexte ici présenté illustre les liens entre le processus de fixation spatiale et le rôle des États. Les nouvelles orientations des politiques économiques salvadoriennes, conjuguées aux initiatives états-uniennes (plus particulièrement l'IBC), fournissent des conditions hautement favorables à l'investissement en ZF pour le capital du secteur textile. Cette nouvelle conjoncture commerciale et politique donnera le pas à une série de réformes permettant, d'une part, la création d'un cadre légal régulant les ZF et les EF et, d'autre part, un approfondissement du lien entre les États-Unis et le Salvador pour les années à venir.

## 2. CADRE LÉGAL

Le cadre légal salvadorien devant réguler le développement et la conduite des ZF s'entame en 1974, mais sera considérablement ralenti pour la période 1979 à 1989, étant donné la guerre civile qui sévit durant la période. En 1989, cependant, l'arrivée d'ARENA au pouvoir est synonyme d'une accélération du développement de ce cadre légal : « [l]e développement de l'industrie maquila a été mené à travers des incitatifs fiscaux, des normes de protection des intérêts des investisseurs étrangers et la flexibilisation des conditions de travail dans la maquila<sup>35</sup> » et ce, surtout à partir de 1990. Le développement de ce cadre légal en deux phases fait écho à ce que Harvey soulève quant au rôle de l'État dans la mise en place de la fixité : « [g]eographical expansion entails the prior establishment of property rights [and] law [...]. Most important of all, the commodity character of labour power has to be assured. In all this, the agency of the state is vital.<sup>36</sup> » Nous verrons en ce sens que les deux périodes du développement du cadre légal

---

<sup>33</sup> Asociación de Mujeres por la Dignidad y la Vida, Las Dignas; Centro para la Defensa del Consumidor (CDC); Fundación de Estudios para la Aplicación del Derecho (FESPAD); Instituto de Derechos Humanos de la Universidad José Simeón Cañas (IDHUCA). *op. cit.*, p. 42.

<sup>34</sup> Bukele, Claudia Patricia, Mario Arturo Mata et Paola Alejandra Quintanilla Osegueda. « Importancia de la Industria Textil en El Salvador », mémoire de licence, décembre 2011, Antigua Guatemala : Universidad Dr. José Matías Delgado, p. 8.

<sup>35</sup> Escobar Grande, Alejandra Vanessa, Eugenia Margarita García Saravia et Rodrigo Alfonso Morales López. *loc. cit.*, p. 102. [Traduction libre de « [e]l desarrollo de la industria maquiladora se llevó a cabo a través de incentivos fiscales, normativas de protección de los intereses del inversionista extranjero y la flexibilización de las condiciones de trabajo en la maquila. »]

<sup>36</sup> Harvey David. *The Limits to Capital. loc. cit.*, p. 109.

permettent à la fois de garantir la propriété privée et la commodité de la main d'œuvre salvadorienne.

#### **a. De 1974 à 1989**

La ZF de San Bartolo est la première au pays<sup>37</sup>. Elle commence ses opérations en 1974, sous la *Ley de Fomento de Exportaciones*<sup>38</sup> [Loi de promotion des exportations, ci-après LPE], entrée en vigueur en 1970<sup>39</sup>. La LPE avait pour objectif de promouvoir les exportations à l'extérieur de l'Amérique centrale en offrant des bénéfices aux entreprises dédiées à l'exportation de biens non-traditionnels<sup>40</sup> (i.e. qui ne soient pas des biens tels que le sucre, le café et le coton). La LPE prévoyait également la possibilité de créer des ZF, mais à condition qu'elles soient propriété de l'État<sup>41</sup>. À ce titre, les ZF étaient considérées comme utilités publiques, l'article 14 soulignant qu' « [e]n aucun cas, les [Zones franches] ne peuvent être propriété ou être administrées par des personnes privées<sup>42</sup> ».

Une deuxième LPE votée en 1986 élargit les possibilités de développement de ZF au pays en permettant la création et l'administration de ZF privées, en concédant davantage de bénéfices fiscaux aux entreprises et en permettant que des entreprises salvadoriennes agissent comme sous-traitantes pour des entreprises situées en ZF<sup>43</sup>. Ainsi, dans les décennies 1970 et 1980, le cadre légal devant encadrer les ZF et, de manière plus générale, l'exportation de biens non-traditionnels se met graduellement en place. Des institutions

---

<sup>37</sup> Correas Villanueva, Morena Guadalupe et Merici Gonzales Gonzales. « Diseño de un modelo de comunicación de observancia organizacional que mejore las relaciones interpersonales del recurso humano de las empresas textiles maquileras ubicadas en la zona franca San Marcos del municipio de San Marcos », mémoire de licence, octobre 2004, San Salvador : Universidad Francisco Gavidia, p. 2.

<sup>38</sup> Décret Législatif 148 de décembre 1970. Voir Nations Unies, Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). *Informe sobre Desarrollo Humano El Salvador 2013*. San Salvador, 2013, p. 83; Membreño, Roland. *Maquila y organización sindical en Centroamérica*, Managua : Centro Editorial de la Mujer, 1994, p. 31.

<sup>39</sup> Nations Unies, Comisión Económica para América Latina (CEPAL). *Panorama de la inserción internacional de América Latina y el Caribe : 2002-2003*, mai 2004, p. 143.

<sup>40</sup> *Ibid.*

<sup>41</sup> Correas Villanueva, Morena Guadalupe et Merici Gonzales Gonzales. *op. cit.*, p. 21.

<sup>42</sup> Rodríguez Pérez, Luis et Ana Lissette Amaya. *Zonas francas en Centroamérica : antología*, Managua : ESECA-RUCFA, UNAN-Managua, 1996, p. 71. [Traduction libre de « En ningún caso las Zonas Libres pueden ser propiedad o administradas por personas privadas »]. Voir aussi Correas Villanueva, Morena Guadalupe et Merici Gonzales Gonzales. *op. cit.*, p. 21.

<sup>43</sup> Correas Villanueva, Morena Guadalupe et Merici Gonzales Gonzales. *op. cit.*, p. 21; Consejo Monetario Centroamericano. *op. cit.*, p. 3.

chargées de promouvoir et réguler ce secteur de la politique économique nationale sont également créées, comme le Ministère du commerce extérieur (MICE)<sup>44</sup>.

En somme, l'intérêt porté par les gouvernements de la période à l'exportation comme moteur de développement est en constante progression durant cette période. Néanmoins, la guerre civile qui a cours à cette époque ne permet pas une pleine utilisation du cadre légal mis en place<sup>45</sup>. Seule la ZF de San Bartolo offre un espace délimité territorialement pour que les entreprises puissent jouir des bénéfices de la LPE et ce, jusqu'en 1989<sup>46</sup>.

### **b. De 1990 à 2000**

C'est en 1990 que l'adoption de lois devant encadrer juridiquement la création de ZF s'accélère. De fait, au début de la décennie 1990, l'assemblée législative vote la *Ley de Fomento y Garantía de la Inversión Extranjera* [Loi de promotion et de garantie de l'investissement étranger] ainsi que la *Ley de Reactivación de la Exportaciones*<sup>47</sup> [Loi de réactivation des exportations, ci-après LRE], cette dernière remplaçant intégralement la LPE de 1986.

La première version de la *Ley del Régimen de Zonas Francas y Recintos Fiscales*<sup>48</sup> [Loi sur les zones franches et les enclaves fiscales, ci-après LZF] est votée en 1990<sup>49</sup> de façon concomitante à la LRE<sup>50</sup>. En somme, la LZF crée deux catégories d'exemption : une territorialement délimitée, la ZF, et l'autre donnant des bénéfices à des entreprises eût égard à leur localisation, les enclaves fiscales [ci-après EF]<sup>51</sup>. Les deux catégories créées par

---

<sup>44</sup> Rodríguez Pérez, Luis et Ana Lissette Amaya. *op. cit.*, p. 83.

<sup>45</sup> À titre d'exemple, en 1989, seulement 105 entreprises s'étaient prévaluées des bénéfices prévus dans la LPE. Rodríguez Pérez, Luis et Ana Lissette Amaya. *op. cit.*, p. 84.

<sup>46</sup> *Ibid.*, p. 87.

<sup>47</sup> República de El Salvador. *Ley de Reactivación a las Exportaciones - Décret N° 460 de l'Assemblée législative*, 15 mars 1990, publié dans le Diario Oficial, tome 307, no. 88, 18 avril 1990.

<sup>48</sup> República de El Salvador. *Ley del Régimen de Zonas Francas y Recintos Fiscales - Décret N° 461 de l'Assemblée législative*, 15 mars 1990, publié dans le Diario Oficial, tome 307, no. 88, 18 avril 1990.

<sup>49</sup> La LZF de 1990 est rédigée à partir de l'avant-projet de loi proposé par le regroupement d'entrepreneurs, la *Fundación para el Desarrollo Económico y Social* [Fondation pour le développement économique et social/FUSADES] Voir Correas Villanueva, Morena Guadalupe et Merici Gonzales Gonzales. *op. cit.*, p. 21; Consejo Monetario Centroamericano. *op. cit.*, p. 3.

<sup>50</sup> Nations Unies, Comisión Económica para América Latina (CEPAL). *Panorama de la inserción internacional de América Latina y el Caribe : 2002-2003, loc. cit.*, p. 144.

<sup>51</sup> Pichinte Hernandez, Juan Alberto et Ricardo Antonio Rivas Idiaquez. « Los derechos laborales de la mujer en la maquila salvadoreña », mémoire de licence, janvier 2004, San Salvador : Universidad Francisco Gavidia, p. 8; Consejo Monetario Centroamericano. *op. cit.*, p. 4; Red Centroamericana de

la loi jouissent des mêmes droits, à savoir une exemption totale des impôts municipaux pendant une période de dix ans, de l'impôt sur la location pour une période de quinze ans et de l'impôt sur la machinerie et l'équipement nécessaire à la production<sup>52</sup>. Les biens produits sont également libres d'impôts et de taxes, mais doivent être exportés à l'extérieur de l'Amérique centrale<sup>53</sup>. Ces bénéfices sont également accordés aux développeurs et administrateurs des ZF<sup>54</sup>.

Suite au « Summer of Sweatshop<sup>55</sup> » de 1996 (un moment de médiatisation intensive des conditions de travail en ZF), des réformes à la loi seront apportées pendant la période, notamment pour réitérer l'obligation des employeurs à respecter le Code du travail et la sécurité sociale<sup>56</sup>), mais également pour permettre aux entreprises en ZF et en EF de vendre 15% de leur marchandise sur le marché national<sup>57</sup>.

---

Mujeres en Solidaridad con las Trabajadoras de la Maquila. *Estudio comparativo sobre salud ocupacional y seguridad industrial de mujeres que trabajan en las empresas textiles de las zonas francas de Centroamérica, Guatemala, Honduras, El Salvador y Nicaragua*. San Salvador, 2004, p. 2.

<sup>52</sup> Centro de Estudios del Trabajo, CENTRA/Centro de Solidaridad AFL-CIO, Proyecto de Investigación Permanente en la Maquila. *Dinámica de la Actividad Maquiladora y Derechos Laborales en El Salvador*, rédigé par Carolina Quiteros, Gilberto García, Roberto Góchez et Norma Molina, San Salvador, mars 1998, p. 12.

<sup>53</sup> Avec le décret 211 du 26 mars 1992, cette exigence d'exporter à l'extérieur de l'Amérique centrale est affirmée. Voir Correas Villanueva, Morena Guadalupe et Merici Gonzales Gonzales. *op. cit.*, p. 22; Centro de Estudios del Trabajo, CENTRA/Centro de Solidaridad AFL-CIO, Proyecto de Investigación Permanente en la Maquila. *op. cit.*, p. 11.

<sup>54</sup> Fundación Nacional para el Desarrollo (FUNDE). *El impacto del NAFTA en el proceso de Integración de América Central y sus implicaciones para los sectores populares : Caso El Salvador*. *loc. cit.*, p. 17-18.

<sup>55</sup> Brooks, Ethel. « The Ideal Sweatshop? Gender and Transnational Protest », *International Labor and Working-Class History*, no. 61, printemps 2002, p. 108.

<sup>56</sup> Organización Internacional del Trabajo (OIT). *La industria de la maquila en Centroamérica*. Guatemala : Informe para el Seminario Subregional de Empleadores de Centroamérica y República Dominicana, avril 1997, p. 7; Nations Unies, Comisión Económica para América Latina (CEPAL). *La situación económico - laboral de la maquila en El Salvador: un análisis de género*, rédigé par Ligia Elizabeth Alvarenga Jule, Santiago de Chile : Unidad Mujer y Desarrollo, mai 2001, p. 30; Organisation internationale du travail (OIT). *Problemas laborales en las empresas de maquila de vestuario (junio 2000-mayo 2001)*, Síntesis elaborada a partir del Informe de la CIOSL, Informe Anual sobre las violaciones a los derechos sindicales, 2000, en ligne,

[http://www.ilo.int/public//spanish/region/ampro/cinterfor/temas/gender/oit\\_igu/poloit/estra/maqui/x.htm](http://www.ilo.int/public//spanish/region/ampro/cinterfor/temas/gender/oit_igu/poloit/estra/maqui/x.htm)

<sup>57</sup> Fundación Salvadoreña para el Desarrollo Económico y Social (FUSADES). *Política comercial y evolución del sector exportador durante los noventa en El Salvador*, *loc. cit.*, p. 20.

Bien que certaines réformes concernant le respect des droits des travailleurs aient été ajoutées à la LZF pendant la décennie 1990, plusieurs auteurs notent, au niveau national, une flexibilisation du marché du travail pour la période et une précarisation des conditions de travail<sup>58</sup>, notamment avec la réforme du Code du travail de 1994<sup>59</sup>.

Finalement, une nouvelle loi sur les ZF est adoptée en 1998<sup>60</sup> sous l'administration d'Armando Calderón Sol. Parmi les modifications qu'apporte la loi de 1998, notons entre autres 1- une exemption des taxes municipales et sur le revenu pendant 20 ans; 2- qu'aucun droit de douane ne sera prélevé sur l'équipement, la machinerie, le matériel et les produits importés pour la production de biens exportables<sup>61</sup>; 3- le droit d'exporter les produits assemblés dans les ZF et les EF en Amérique centrale (incluant le Salvador)<sup>62</sup>. Ainsi, cette nouvelle loi représente « un changement important par rapport à ses prédecesseurs, qui elles n'admettaient que les entreprises en zones franches qui soient vouées à l'exportation<sup>63</sup> ».

---

<sup>58</sup> Voir à cet égard Escobar Miranda, Julia Maritza, María Teresa Funes Flores et Liliana Michelle Herrera García. *op. cit.*, p. 47 et 48; Escobar Grande, Alejandra Vanessa, Eugenia Margarita García Saravia et Rodrigo Alfonso Morales López. *op. cit.*, p. 86; Procuraduría para la Defensa de los Derechos Humanos, Mesa Permanente sobre la Situación Laboral en El Salvador. *Panorama general sobre el ejercicio de las libertades sindicales en El Salvador*. San Salvador, 2004, p. 21.

<sup>59</sup> Les mesures en question sont une stabilisation du salaire minimum, une utilisation du cadre légal selon les intérêts des investisseurs et une élimination ou une réforme des lois qui ne servent pas la flexibilisation du marché du travail. Voir notamment : Structural Adjustment Participatory Review International Network (SAPRIN). *La flexibilización del mercado laboral en El Salvador*, San Salvador : research summaries, mars 2001, p. 3; Escobar Grande, Alejandra Vanessa, Eugenia Margarita García Saravia et Rodrigo Alfonso Morales López. *loc. cit.*, p. 105.

<sup>60</sup> República de El Salvador. *Ley de Zonas Francas Industriales y de Comercialización - Décret no. 405, de l'Assemblée législative*, 3 septembre 1998, publié dans le Diario Oficial, tome 340, no. 176, 23 septembre 1998. Cité dans : Fundación Salvadoreña para el Desarrollo Económico y Social (FUSADES). « Reconversión de los esquemas de Zonas Francas en programas compatibles a la normativa OMC », *Boletín de Estudios Legales*, no. 77, mai 2007, p. 5.

<sup>61</sup> Les points 1 et 2 sont tirés de United States International Trade Commission. *Textiles and Apparel : Assessment of the Competitiveness of Certain Foreign Suppliers to the U.S. Market*, investigation no. 332-448, Publication 3671, Washington, mars 1998, p. I-35.

<sup>62</sup> Wilson, James. « Maquila law in El Salvador relaxed », *Financial Times*, London, 3 juillet 1998. Fundación Salvadoreña para el Desarrollo Económico y Social (FUSADES). *Política comercial y evolución del sector exportador durante los noventas en El Salvador*, *loc. cit.*, p. 20.

<sup>63</sup> Martínez, Romano et Luis Ernesto. « A propósito de la nueva Ley de Zonas Francas », *Estudios centroamericanos*, vol. 53, septembre 1998, p. 829. [Traduction libre de « un importante cambio en relación con sus precedentes, que sólo contemplaban la producción de la empresas ubicadas en zonas francas para fines de exportación. »]

Évolution du cadre légal régulant les ZF et les EF (1974-1999) <sup>64</sup>	
<i>Statut initial</i>	<i>Statut en 1999</i>
Exemption des impôts pour une période de dix ans	Exemption des impôts pour une période de 20 ans
Participation exclusive du capital étatique en ce qui a trait à la propriété et à la gestion des ZF	Ouverture de l'administration et de la propriété des ZF au capital privé
Restriction encadrant l'installation des entreprises dans des zones prédéterminées	Autorisation de s'installer dans différentes parties du territoire national non prédéterminées
Production pour le marché externe	Autorisation d'écouler la marchandise sur le territoire national
Restriction des activités pouvant être classifiées comme <i>maquila</i>	Diversification des activités qui peuvent être classifiées comme <i>maquila</i> ou qui peuvent être admises dans les ZF

En somme, sur le plan légal, le processus d'implantation du cadre juridique devant réguler les ZF et les EF entre 1974 et 1998 tend à s'assouplir et se libéraliser au fil des années en ce qui a trait aux conditions fiscales, territoriales (avec la création des EF), commerciales (avec la possibilité de vendre la marchandise sur le marché national) ainsi qu'à la nature de l'administration et la propriété des ZF (passage d'un mode de gestion public à un mode de gestion privé). En ce qui a trait au

cadre régulant les relations de travail, on observe que, durant la décennie 1990, des décrets sont ajoutés à la LZF réitérant l'obligation pour les employeurs en ZF ou en EF de respecter le Code du travail et que, presque simultanément, des réformes viennent modifier le Code du travail pour flexibiliser le marché du travail. Ces quelques aspects du cadre légal au Salvador concordent avec les idées d'Harvey concernant le rôle central de l'État dans la mise en place d'un cadre juridique permettant d'assurer le respect de la propriété privée et la disponibilité des travailleurs<sup>65</sup>. La mise en place progressive de conditions légales favorables au capital pendant la décennie est décisive dans le processus de fixation spatiale au Salvador en ce qu'elle établit un environnement juridique permettant au capital d'être en mouvement.

<sup>64</sup> Tableau tiré de Consejo Monetario Centroamericano. *Efectos de la maquila en el sector real y en la balanza de pagos de El Salvador*. San Salvador : Documento de Investigación No. 1, 2001, p. 5. [Traduction libre]

<sup>65</sup> Harvey David. *The Limits to Capital. loc. cit.*, p. 109.

### 3. LE RÔLE DES ÉTATS-UNIS DANS LA CRÉATION DES ZF ET DES EF : UN ACTEUR CLÉ

Nous avons jusqu'à maintenant exposé comment la mise en place de la fixité a été possible à travers, d'abord, un contexte politique et commercial au Salvador et aux États-Unis, puis, par la création d'un cadre légal. Nous détaillerons ici l'aspect financier qui sous-tend le processus de mise en place de la fixité, « dans la mesure où l'expansion géographique implique souvent des investissements dans des infrastructures matérielles et sociales durables<sup>66</sup> ».

Sur le plan financier donc, la mise en place du régime de ZF au Salvador est largement due à l'initiative de la *United States Agency for International Development* (USAID) qui, en 1988, crée le projet 519-0323 intitulé « Free Zone Development<sup>67</sup> ». Le projet proposé est alors divisé en deux volets, le premier étant un don de 21 millions de dollars visant à supporter le gouvernement salvadorien dans ses efforts pour le développement des ZF et le deuxième étant un don de cinq millions de dollars pour appuyer la *Fundación para el Desarrollo Económico y Social* [Fondation pour le développement économique et social/FUSADES] dans le développement de ZF privées. Ainsi, en 1988, c'est un total de 26 millions de dollars<sup>68</sup> que USAID consent à octroyer pour créer des ZF au Salvador. Nous verrons donc le détail des deux volets de ce projet.

#### **a. Volet en lien avec le gouvernement salvadorien**

En 1988, USAID et le gouvernement du Salvador signent une entente visant à baliser les modalités du don octroyé par USAID (21 millions de dollars) pour le développement des ZF. L'objectif principal est « to develop private free zones in El Salvador through the creation of a revolving fund for private zone development, and to improve the administration and services offered by the Government of El Salvador's free zone at San

---

<sup>66</sup> Harvey, David. « Le "Nouvel Impérialisme" : accumulation par expropriation », *Actuel Marx*, vol. 1, no. 35, 2004, p.72.

<sup>67</sup> USAID inclut également dans le terme « Free zone » les enclaves fiscales. Voir United States International Development Cooperation Agency/Agency for International Development. *El Salvador – Project Paper – Free Zone Development*. Washington, 30 août 1988, p. 1.

<sup>68</sup> Le montant sera ensuite réduit à 15 millions. Voir United States of America AID Mission to El Salvador. *Action Memorandum for the Mission Director/Project Assistance Completion Report Industrial Reconstruction Project, Project no. 519-0323*, San Salvador, 10 mai 1998, p. 1.

Bartolo<sup>69</sup> ». Ce volet du programme finance une ligne de crédit dans la Banque centrale de réserve (BCR) du Salvador, cette dernière étant en charge d'évaluer les projets privés de développement de ZF et d'accorder (ou de refuser) l'octroi du prêt. Ainsi,

[I]a promotion de zones franches dépasse tous les autres secteurs de la politique économique nationale. La Banque centrale [du Salvador], avec les fonds du [USAID], fournit jusqu'à 75% du coût total du développement ou de l'élargissement d'une zone franche, des activités de promotion, de la construction de bâtiments, des installations, des machines et de l'équipement, de la construction ou de l'acquisition d'ensembles industriels<sup>70</sup>.

En somme, la ligne de crédit pour le développement privé de ZF constitue le pilier du projet 519-0323 de USAID<sup>71</sup>. En contrepartie, le gouvernement salvadorien s'engage à investir 6 132 000\$ afin de moderniser les infrastructures (électricité, routes, télécommunications, alimentation en eau, etc.)<sup>72</sup> « up to the gate of the new private zones<sup>73</sup> », pour reprendre les termes de USAID. Le gouvernement du Salvador s'engage aussi à créer une unité de modernisation de projet, composée de fonctionnaires devant surveiller la mise en œuvre du règlement sur les ZF<sup>74</sup>. Finalement, le gouvernement consent à revitaliser la ZF de San Bartolo (la seule ZF existante à l'époque)<sup>75</sup>.

### ***b. Volet en lien avec FUSADES***

Dans la section *Déclaration de l'état d'exception*, nous avons explicité les liens étroits qui unissent FUSADES à USAID, notamment en ce qui a trait à la création de l'organisation, son financement quasi-intégral par USAID et le fait qu'elle a été mandatée pour exécuter les projets économiques de USAID au Salvador. En 1989, plus de 250 personnes travaillent pour FUSADES, dans un édifice construit principalement grâce au 2,3 millions de dollars

---

<sup>69</sup> United States Agency for International Development. *Grant Agreement for Free Zone Development Project between the Government of El Salvador and the United States of America*. San Salvador, 31 août 1988, Annexe I. [Nos soulignements]

<sup>70</sup> Hernandez, Virginia. « La sous-traitance (*maquila*) au Salvador et le mouvement ouvrier », dans Centre Tricontinental, *La sous-traitance en périphérie, pratique économique et rapport social d'exploitation*. Paris : L'Harmattan, 1999, p. 90.

<sup>71</sup> De manière moins significative, le projet prévoit également des formations pour les employés de l'État.

<sup>72</sup> United States Agency for International Development. *Grant Agreement for Free Zone Development Project between the Government of El Salvador and the United States of America*. *loc. cit.*, p. 11.

<sup>73</sup> United States International Development Cooperation Agency/Agency for International Development. *El Salvador – Project Paper – Free Zone Development*. *loc. cit.*, p. 2.

<sup>74</sup> United States Agency for International Development. *Grant Agreement for Free Zone Development Project between the Government of El Salvador and the United States of America*. *loc. cit.*, p. 11-12.

<sup>75</sup> United States International Development Cooperation Agency/Agency for International Development. *El Salvador – Project Paper – Free Zone Development*. *loc. cit.*, p. 22.

offerts par USAID<sup>76</sup>. Dans les décennies 1980 et 1990, les diverses subdivisions créées à l'intérieur de FUSADES sont étroitement liées aux projets mis de l'avant par USAID au Salvador<sup>77</sup> et, parmi celles-ci, on retrouve le projet de « Développement des Zones franches » initié en 1988<sup>78</sup>.

Un des documents clés pour comprendre l'importance de FUSADES dans la création des ZF est le *Cooperative Agreement* signé entre USAID/El Salvador et FUSADES le 31 août 1988<sup>79</sup>. Cette entente stipule, d'une part, les conditions sous lesquelles les montants attribués par USAID seront reçus par FUSADES et, d'autre part, le rôle joué par FUSADES dans le développement des ZF au Salvador. Dans le premier cas, il convient de noter le lien de subordination qui lie FUSADES à USAID :

- 1- FUSADES doit présenter un rapport annuel à USAID/El Salvador dans lequel il décrit ses activités;
- 2- FUSADES doit faire approuver à l'avance par USAID/El Salvador toute dépense excédant 100 000\$US;
- 3- USAID/El Salvador surveillera l'implantation des projets par l'entremise d'un gérant de projet issu du secteur privé et nommé par USAID/El Salvador<sup>80</sup>.

Dans le deuxième cas, le rôle joué par FUSADES est multiple : elle devra, entre autres, faire des études préalables au développement de ZF privées; supporter des regroupements d'entrepreneurs; fournir de l'assistance et de la formation aux développeurs privés des ZF et faire la publicité des ZF et les promouvoir<sup>81</sup>. Ainsi, « [t]he purpose of this program of activities is to support the development and investment in private free zones in El Salvador, and to develop the capacity of FUSADES to effectively support and promote said zones<sup>82</sup> ».

---

<sup>76</sup> United States of America AID Mission to El Salvador. *Cooperative Agreement no. 519-0323-A-8872-00, Free Zone Development Project, Private Sector Component*, San Salvador, 31 août 1988, p. 10

<sup>77</sup> Rosa, Herman. *op.cit.*, p. 81.

<sup>78</sup> *Ibid.*

<sup>79</sup> United States of America AID Mission to El Salvador. *Cooperative Agreement no. 519-0323-A-8872-00, Free Zone Development Project, Private Sector Component*, *loc. cit.*

<sup>80</sup> *Ibid.* (Résumé des pages 2 et 3 de l'entente entre les parties)

<sup>81</sup> Rosa, Herman. *op.cit.*, p. 81- 82 et United States of America AID Mission to El Salvador. *Cooperative Agreement no. 519-0323-A-8872-00, Free Zone Development Project, Private Sector Component*, *loc. cit.*

<sup>82</sup> United States of America AID Mission to El Salvador. *Cooperative Agreement no. 519-0323-A-8872-00, Free Zone Development Project, Private Sector Component*, *loc. cit.*, Annexe II.

### ***c. Les rôles respectifs de FUSADES et du gouvernement salvadorien***

Il appert au vu de cette section que la participation des États-Unis au développement des ZF ait été majeure. Aussi, malgré la différence entre les montants accordés respectivement au gouvernement salvadorien (21 millions) et à FUSADES (5 millions), FUSADES a vraisemblablement acquis une multiplicité de rôles qui l'ont consacrée comme acteur central dans le développement des ZF, tout en étant subordonnée aux États-Unis.

Essentiellement, des 21 millions de dollars accordés au gouvernement, 20 millions de dollars sont gérés par la Banque centrale qui contrôle la ligne de crédit. Au contraire, les tâches dévolues à FUSADES lui confèrent une importance particulière, en ce qu'elle est en charge principalement de promouvoir et supporter les ZF privées futures<sup>83</sup>. Ainsi, à la volonté de promouvoir le développement des ZF privées, USAID semble également démontrer une volonté de dé-étatiser le contrôle sur les ZF existantes et à venir :

Contrairement à la philosophie antérieure de développement des Zones franches [de la décennie 1970], [USAID] met ses ressources exclusivement au service du capital privé, marginalisant ainsi les possibles initiatives publiques de développement de ces activités<sup>84</sup>.

En somme, le rôle de USAID dans le financement des ZF au Salvador est décisif : les 26 millions de dollars octroyés au gouvernement salvadorien et à FUSADES ont permis la construction et la promotion des ZF, mais ont également permis à USAID de baliser le projet de ZF au pays en imposant des conditions et en posant les termes du développement du projet. Cet investissement des États-Unis illustre comment, dans la mise en place de la fixité, « the states are critical actors [...], since they can deploy enormous amounts of money capital required to fund the production of space<sup>85</sup> ».

---

<sup>83</sup> Fundación Salvadoreña para el Desarrollo Económico y Social (FUSADES). *Política comercial y evolución del sector exportador durante los noventa en El Salvador*, loc. cit., p. 38.

<sup>84</sup> Fundación Nacional para el Desarrollo (FUNDE). *La industria en El Salvador : Analisis y propuestas*, loc. cit., p. 20.

<sup>85</sup> Castree, Noel. « The Spatio-temporality of Capitalism », *Time & Society*, Vol. 18, no. 1, 2009, p. 50.

#### 4. CONCLUSION PARTIELLE

Dans cette section, nous avons démontré le rôle central joué par les États salvadorien et états-unien dans la mise en place de la fixité au Salvador en explicitant les initiatives politiques qui ont permis que les ZF soient « secured in space<sup>86</sup> ». À travers un changement politique au Salvador, des accords commerciaux mis de l'avant par les États-Unis, un cadre légal conçu pour faciliter le mouvement de capitaux et un financement de USAID, les ZF au Salvador ont pu voir le jour. Le processus de fixation spatiale est en ce sens intimement lié aux efforts financiers, logistiques et juridiques déployés par les États qui posent les bases de l'absorption du capital suraccumulé dans des zones géographiques précises. Nous verrons dans la section *Achèvement de la fixation spatiale* comment ce premier sens de la fixation spatiale est lié au deuxième, à savoir l'insatiable volonté du capitalisme de résoudre ses crises internes par l'expansion géographique<sup>87</sup>. Pour l'instant toutefois, nous nous tournerons vers le moment d'exception qui a cours au Salvador suite à l'implantation du régime de ZF.

---

<sup>86</sup> Harvey, David. « Globalization and the "Spatial fix" », *loc. cit.*, p. 24.

<sup>87</sup> *Ibid.*, p. 22.

## MOMENT D'EXCEPTION

---

Nous avons déjà, dans la section *Déclaration de l'état d'exception*, mis à jour le discours états-unien et salvadorien, en révélant les processus d'inclusion/exclusion à l'œuvre dans la désignation des groupes visés par le travail en ZF. Nous avons conclu en mentionnant que ces discours ouvraient la porte au déploiement de pratiques exceptionnelles à l'endroit des femmes et des pauvres. Dans la présente section, nous aborderons précisément la matérialisation de ces pratiques exceptionnelles pendant la période que nous dénommons « Moment d'exception ». **Nous démontrerons que ce moment d'exception qui est à l'œuvre entre les années 1990 et 2000 au Salvador est, d'une part, caractérisé par le développement d'un camp en tant que structure de l'état d'exception et, d'autre part, par une force-de-loi, au sein duquel l'État est un protagoniste central. Nous avancerons également l'idée que le camp tend à se généraliser à l'ensemble du pays, confirmant ainsi l'état d'exception à l'œuvre au Salvador pour la période à l'étude.** Pour ce faire, nous mobiliserons essentiellement les écrits de Giorgio Agamben, qui définit le camp comme

a piece of land placed outside the normal juridical order, but it is nevertheless not simply an external space. What is excluded in the camp is, according to the etymological sense of the term "exception" (*ex-capere*), taken outside, included through its own exclusion. [...] The camp is thus the structure in which the state of exception – the possibility of deciding on which founds sovereign power – is realized normally. [...] *The camp is a hybrid of law and fact in which the two terms have become indistinguishable.* [...] Whoever entered the camp moved into a zone of indistinction between outside and inside, exception and rule, licit and illicit, in which the very concepts of subjective right and juridical protection no longer made any sense<sup>1</sup>.

Plusieurs éléments de la citation précédente s'avèrent pertinents pour la démonstration. D'abord, la territorialisation de l'espace du camp en tant que *structure* de l'état d'exception; puis, l'hybridité entre la loi et les faits qui caractérise le camp; également, la zone d'indistinction qu'il représente; finalement, la disparition de la protection juridique des gens qui y pénètrent. Ces différents aspects se retrouvent tous dans les descriptions factuelles des ZF salvadoriennes dans la décennie 1990, ce que nous exposerons en détail dans les pages qui suivent. Néanmoins,

---

<sup>1</sup> Agamben, Giorgio. *État d'exception, Homo Sacer*. Paris : Éditions du Seuil, 2003, p. 169-170. [Italiques dans l'original], cité dans Giaccaria, Paolo et Claudio Minca. « Topographies/topologies of the camp: Auschwitz as a spatial threshold », *Political Geography*, vol. 30, no. 1, janvier 2011, p. 4.

si le camp a souvent été associé aux camps de concentrations nazis, anglais (en Afrique du Sud) ou encore espagnols (à Cuba)<sup>2</sup>, Agamben nous invite à en élargir l'application. De fait,

si l'essence du camp consiste dans la matérialisation de l'état d'exception et dans la création d'un espace pour la vie nue en tant que telle, nous devons admettre alors que nous nous trouvons en présence d'un camp chaque fois que ce type de structure est créé, indépendamment de l'entité des crimes qui y sont perpétrés et quelles qu'en soit la dénomination et la topographie spécifiques<sup>3</sup>.

Cette posture théorique nous permettra donc d'établir la présence de camp au Salvador, en soulignant au passage les éléments qui distinguent les ZF des camps de concentration.

Cette définition du camp posée, nous nous permettrons ici une précision : l'état d'exception – qui, rappelons-le, trouve sa structure au sein du camp – trouve peu d'écho au sein du champ de l'économie politique, mis à part les travaux d'Ong<sup>4</sup> et de Best<sup>5</sup>. Or, si on reproche souvent aux économistes libéraux de vider la substance politique des considérations du marché et de l'économie capitaliste, la même critique peut être adressée à une grande partie des auteurs ayant écrit sur l'état d'exception, à savoir le fait d'évacuer l'économie de l'analyse de l'état d'exception et du camp. De fait, comme le souligne avec justesse Best, « the economy often works as an exception to politics as usual and becomes the basis for subtler forms of discrimination about what constituted a life worth living<sup>6</sup> ». Ici, le camp, en tant que manifestation du pouvoir politique, peut également être compris comme un phénomène économique, où se déploient des situations d'exception concernant le travail salarié. Pour la démonstration qui suit, nous prendrons donc en considération certains aspects nous permettant d'établir le camp sous son aspect économique, notamment le salaire, le rythme de travail, les conditions de travail et les heures travaillées.

C'est donc armés de ces précisions conceptuelles que nous établirons la présence d'un camp dans les ZF du Salvador, ces derniers tendant à généraliser l'exception plutôt qu'à la contenir au sein de ces structures. Dans un premier temps, nous établirons la présence d'un

---

<sup>2</sup> Agamben, Giorgio. *Moyen sans fins. Notes sur la politique*. Paris : Éditions Payot & Rivages, 2002, p. 54.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 52.

<sup>4</sup> Particulièrement dans Ong, Aihwa. *Neoliberalism as an Exception : Mutations in Citizenship and Sovereignty*. Durham : Duke University Press, 2006, 305 p.

<sup>5</sup> Best, Jacqueline. « Why Economy is Often the Exception to Politics as Usual », *Theory, Culture & Society*, vol. 24, no. 4, septembre 2007, pp. 88-109.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 99.

camp au Salvador qui se matérialise sous la forme de ZF. Nous aborderons, dans un deuxième temps, l'aspect économique de l'exception et la manière dont il s'opère dans les ZF du Salvador à travers la force-de-løi. Dans un troisième temps, nous traiterons du rôle de l'État salvadorien dans la création et le maintien de cet état d'exception à travers deux études de cas. Finalement, nous aborderons la question de la généralisation de l'état d'exception au pays.

## 1. LE CAMP COMME LIEU DE TRAVAIL



Plusieurs éléments nous permettent d'établir la présence d'un camp au sein des ZF au pays à travers deux des caractéristiques avancées par Agamben, à savoir territorialisation de l'espace du camp en tant que structure de l'état d'exception et la zone d'indistinction qu'il représente. La structure physique des lieux est un facteur



incontournable. Les clôtures et les murs qui les entourent constituent un premier aspect tangible<sup>7</sup>, comme le démontrent les photos ci-contre et ci-après<sup>8</sup>. De plus, certaines zones sont protégées par des gardes armés à l'entrée qui font des fouilles au corps à tous ceux qui entrent travailler, la plupart

de ce groupe étant constitué de jeunes femmes<sup>9</sup>. La plupart des visiteurs n'ont pas accès à la ZF, parfois même lorsqu'il s'agit d'inspecteurs du Ministère du travail (ci-après MT). Comme l'indique l'activiste Charles Kernaghan, « the cinderblocks are ten feet high, topped by barbed wire, and there are locked metal gates. [...] When the door opens, there are goons – armed guards – carrying pistols and sawed-off shotguns. They don't allow visitors. Many

---

<sup>7</sup> Brooks, Ethel. « The Ideal Sweatshop? Gender and Transnational Protest », *International Labor and Working-Class History*, no. 61, printemps 2002, p. 96.

<sup>8</sup> Par ordre de présentation, la première photographie est tirée de Estructuras de concreto S.A. de C.V. (ECONSA). « Nuestros proyectos », en ligne, <http://www.econsa.org/proyectos.php>. Les deuxième et troisième photographies sont tirées de La Prensa Gráfica Noticias de El Salvador. « Piden indemnización en zona franca », 26 septembre 2011, en ligne, <http://www.youtube.com/watch?v=EjyManyK4LY>, 1min14.

<sup>9</sup> Brooks, Ethel. *op. cit.*, p. 91.

times Labor Ministry officials can't go in the factories. The workers are vulnerable and isolated.<sup>10</sup> » Même son de cloche en ce qui concerne les ZF El Progreso et San Marcos : « No visitors are allowed at the Doall factories, which operate behind locked metal gates, barbed wire and heavily armed guards<sup>11</sup> ». Le *Grupo de Monitoreo Independiente de El Salvador* [Groupe de surveillance indépendant du Salvador/GMIES], chargé d'inspecter la compagnie



Mandarin International dans la ZF de San Marcos, a mentionné dans un rapport que « it must be made known that on repeated occasions, the work team of the GMIES received mistreatment and intimidation by the security personnel of the Free Zone, who denied access to it, despite the fact that the GMIES team

possessed the respective letters of authorization<sup>12</sup> ».

À la lumière de ces informations, nous pouvons dans un premier temps affirmer que la structure du camp est d'abord spatiale et physique et crée conséquemment une distinction nette entre l'intérieur de la ZF et l'extérieur, ce qu'Agamben a nommé une « organisation spatiale permanente<sup>13</sup> » créant une « zone of indistinction between outside and inside<sup>14</sup> ». Dans un deuxième temps, la fouille au corps, l'intimidation, la restriction des visites (même dans le cas des représentants du gouvernement) et la militarisation de la ZF illustrent la « localisation disloquante<sup>15</sup> », c'est-à-dire un lieu où le système politique national n'est plus celui qui régit les règles et normes du camp<sup>16</sup>. Agamben souligne ainsi qu' « [à] un système sans localisation (l'état d'exception, dans lequel la loi a été suspendue) correspond maintenant une localisation sans système (le camp, comme espace permanent d'exception).

<sup>10</sup> Kernaghan, Charles. « Sweatshop blues : Companies Love Misery », *Dollars & Sense*, mars/avril 1999, p. 18.

<sup>11</sup> Institute for Global Labour and Human Rights. « Liz Claiborne/Sweatshop Production in El Salvador », 17 septembre 1998, en ligne, <http://www.globallabourrights.org/reports/liz-claiborne-sweatshop-production-in-el-salvador>.

<sup>12</sup> Grupo de Monitoreo Independiente de El Salvador (GMIES). *Verification of compliance with labor laws and the code of conduct of Liz Claiborne, Inc., in three plants of a company in El Salvador (Final report)*. El Salvador, juillet 2001, p. 4 et 5.

<sup>13</sup> Agamben, Giorgio. *Moyen sans fins. Notes sur la politique. loc. cit.*, p. 49.

<sup>14</sup> Agamben, Giorgio. *État d'exception, Homo Sacer. loc. cit.*, p. 169-170 [Italiques dans l'original], cité dans Giaccaria, Paolo et Claudio Minca. « Topographies/topologies of the camp: Auschwitz as a spatial threshold », dans *Political Geography*, vol. 30, no. 1, janvier 2011, p. 4.

<sup>15</sup> Agamben, Giorgio. *Moyen sans fins. Notes sur la politique. loc. cit.*, p. 54.

<sup>16</sup> *Ibid.*

Le système politique n'organise plus formes de vie et normes juridiques dans un espace déterminé [...]»<sup>17</sup> ». En ce sens, le camp *matérialise*, à travers sa spatialisation et sa distinction intérieur/extérieur, l'état d'exception et rend ainsi visible l'effritement de l'emprise de l'État sur ces ZF. Cela donnera lieu, nous le verrons, à de nouvelles relations de pouvoir à l'intérieur du camp.

### *a. De la force-de-loi face à la vie nue*

Nous avons abordé plus tôt la question du discours des autorités salvadoriennes et états-uniennes qui ont légitimé la création d'un état d'exception au Salvador. Ces discours, conjugués à la transformation de la loi et sa spatialisation à travers le camp, donnent lieu au déploiement de pratiques exceptionnelles déployées sur les travailleurs des ZF. Ainsi, comme le souligne à juste titre Agamben, « par le fait même que ses habitants ont été dépouillés de tout statut politique et réduits intégralement à la vie nue, le camp est aussi l'espace biopolitique le plus absolu qui ait jamais été réalisé, où le pouvoir n'a en face de lui que la pure vie biologique sans aucune médiation<sup>18</sup> ». Ce constat se traduit dans les relations de travail hiérarchiques au sein des ZF, qui sont caractérisées par de multiples abus. À titre d'exemple, Judith Viera, une ouvrière dans la ZF de San Marcos, relate que « they yell at us; they hit us with shirts; we get a ticket to go to the bathroom – we only get two tickets a day and can only go for five minutes; they put us out in the sun and make us sweep all day under the sun. There are other punishments as well.<sup>19</sup> » D'autres travailleuses des maquilas témoignent aussi à l'effet qu' « ils nous crient après, ils nous maltraitent et nous injurient<sup>20</sup> » et « [p]arce que [les travailleuses] n'arrangeaient pas le tissu comme [les chefs] le voulaient, [les chefs] les frappaient<sup>21</sup> ». Ces différents éléments avancés par ces ouvrières sont corroborés par une grande quantité de témoignages,

---

<sup>17</sup> *Ibid.*

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 51.

<sup>19</sup> Interview avec Judith Viera, ouvrière renvoyée de la compagnie Mandarin International (ZF de San Marcos), cité dans Breslow, Marc. « Crimes of Fashion : Those who Suffer to Bring you GAP T-Shirts », *Dollars & Sense*, novembre/décembre 1995, p. 30. [Nos soulèvements] La question des visites contrôlées aux toilettes est également relevée par Membreño, Roland et Elsa Guerrero. *op. cit.*, p. 119; Brooks, Ethel. *op. cit.*, p. 91; Molina, Norma et Carolina Quinteros « El Monitoreo Independiente en El Salvador », dans Koepke, Ronald, Norma Molina et Carolina Quinteros. *Códigos de conducta y monitoreo en la industria de confección, experiencias internacionales y regionales*. San Salvador : Ediciones Heinrich Böll, 2000, p. 90.

<sup>20</sup> Membreño, Roland et Elsa Guerrero. *op. cit.*, p. 119. [Traduction libre de « [...] nos gritan, nos tratan mal, nos dicen malas palabras. »]

<sup>21</sup> *Ibid.*, p.120. [Traduction libre de « Porque [las trabajadoras] no agarraban la tela como ellas decían ellas les daba, les pegaban con la mano [...] »]

d'études et de rapports qui ont relevé de nombreuses atteintes à l'intégrité des travailleurs, notamment à travers des coups donnés aux employés<sup>22</sup>, des agressions verbales<sup>23</sup> et des agressions et harcèlement sexuels<sup>24</sup>. Pourtant, rien dans la loi salvadorienne ne permet aux employeurs ou aux gérants de maquila d'agir de la sorte : ce n'est donc pas la suspension de la norme qui ici caractérise le camp, mais bien le non-respect de la norme qui permet d'établir l'existence du camp. Comme le souligne Agamben, « [l']état d'exception est, en ce sens, ouverture d'un espace où application et norme montrent leur séparation et où une pure force-de-~~loi~~ réalise (c'est-à-dire applique en dés-appliquant) une norme dont l'application a été suspendue<sup>25</sup> ». La force-de-~~loi~~ représente ici un pouvoir sur une vie nue dont l'exercice n'est pas en conformité avec la norme générale. La zone d'indistinction entre licite et illicite dont nous discutons en introduction prend ici forme, avec une absence de protection juridique pour les gens qui y pénètrent.

En somme, l'organisation spatiale de la ZF, les abus et les atteintes à l'intégrité des travailleurs pour la période étudiée illustrent comment le camp, en tant que structure permanente de l'état d'exception, se matérialise au Salvador à travers les ZF.

---

<sup>22</sup> Centro de Estudios del Trabajo, CENTRA/Centro de Solidaridad AFL-CIO, Proyecto de Investigación Permanente en la Maquila. *op. cit.*, p. 24; Molina, Norma et Carolina Quinteros « El Monitoreo Independiente en El Salvador », dans Koepke, Ronald, Norma Molina et Carolina Quinteros. *conducta y monitoreo en la industria de la confección, experiencias internacionales y regionales. loc. cit.*, p. 90; Institute for Global Labour and Human Rights. « Leading Human Rights Groups Blast GAP Cover-Up in El Salvador », 1<sup>er</sup> octobre 1995, en ligne, <http://www.globallabourrights.org/alerts/leading-human-rights-groups-blast-gap-cover-up-in-el-salvador>; Procuraduría para la Defensa de los Derechos Humanos. *Los derechos humanos y la maquila en El Salvador, loc. cit.*, p. 46; Membreno, Roland et Elsa Guerrero. *op. cit.*, p. 108; Nations Unies, Comisión Económica para América Latina (CEPAL). *La situación económico-laboral de la maquila en El Salvador: un análisis de género, loc. cit.*, p. 39. Fait à noter, les abus physiques sont plus fréquents dans les ZF que dans les EF. Voir Comisión Económica para América Latina (CEPAL). *La situación económico-laboral de la maquila en El Salvador: un análisis de género, loc. cit.*, p. 39.

<sup>23</sup> Grupo de Monitoreo Independiente de El Salvador (GMIES). *Verification of compliance with labor laws and the code of conduct of Liz Claiborne, Inc., in three plants of a company in El Salvador (Final report). loc. cit.*, p. 9; Membreno, Roland et Elsa Guerrero. *op. cit.*, p. 108; Nations Unies, Comisión Económica para América Latina (CEPAL). *La situación económico-laboral de la maquila en El Salvador: un análisis de género, loc. cit.*, p. 39.

<sup>24</sup> Grupo de Monitoreo Independiente de El Salvador (GMIES). *Verification of compliance with labor laws and the code of conduct of Liz Claiborne, Inc., in three plants of a company in El Salvador (Final report). loc. cit.*, p. 11; Procuraduría para la Defensa de los Derechos Humanos, Mesa Permanente sobre la Situación Laboral en El Salvador. *Panorama general sobre el ejercicio de las libertades sindicales en El Salvador. loc. cit.*, p. 188; Procuraduría para la Defensa de los Derechos Humanos. *Los derechos humanos y la maquila en El Salvador, loc. cit.*, p. 46.

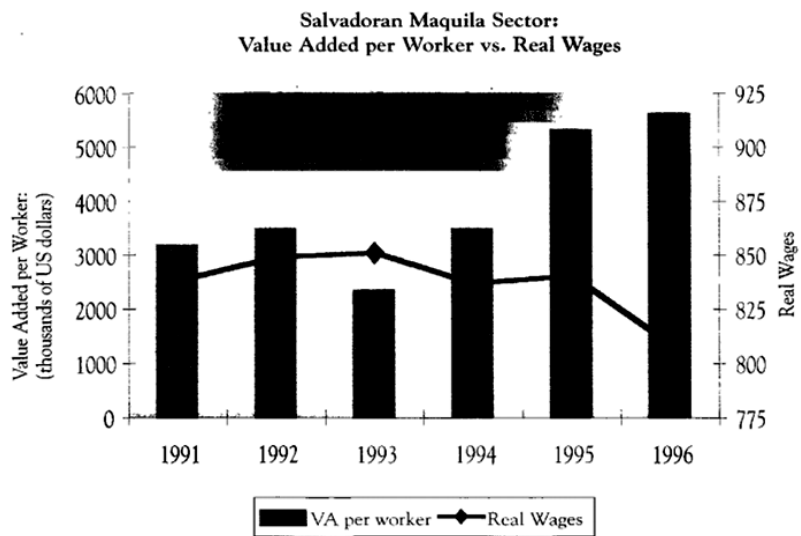
<sup>25</sup> Agamben, Giorgio. *État d'exception, Homo Sacer. loc. cit.*, p. 70. [Nos italiques]

## 2. LE CAMP VU SOUS SA FORME ÉCONOMIQUE

Si l'existence du camp dans les ZF est visible à travers sa spatialisation sur le territoire national et la force-de-là qui s'y déploie, elle est moins manifeste dans son aspect économique. Pourtant, le même constat peut être tiré à l'analyse des données sur le salaire, le rythme de travail et l'état de la syndicalisation en leur sein : en ce sens, de la même manière, les conditions économiques de travail vécues par les travailleurs de ZF sont illustratives du camp qui se dessine.

### a. Salaire

Les lois salvadoriennes pour la période à l'étude ne permettent pas que le salaire des travailleurs en ZF/EF soit plus bas que le salaire minimum en vigueur pour le pays. Néanmoins, de nombreux auteurs soulignent que plusieurs travailleurs en



ZF/EF ont un salaire plus bas que ce que permet la loi<sup>26</sup> et que ce n'est pas le cas pour les secteurs d'activité comparables au travail en maquila<sup>27</sup>. À titre d'exemple, « pour 1999, on rapportait un salaire minimum mensuel de 219\$ pour l'industrie de la manufacture, contre

<sup>26</sup> Rodríguez Pérez, Luis et Ana Lissette Amaya. *loc.cit.*, p. 108. [Pour l'année 1992]; Centro de Estudios del Trabajo, CENTRA/Centro de Solidaridad AFL-CIO, Proyecto de Investigación Permanente en la Maquila. *op. cit.*, p. 24; Martínez, Romano et Luis Ernesto. *op. cit.*, p. 829; Gonzáles, José Mirio. « El Salvador – Le droit des travailleurs systématiquement violé », *Alterinfos – América Latina*, 16 juin 2000, en ligne, [www.alterinfos.org/spip.php?article5950](http://www.alterinfos.org/spip.php?article5950); Nations Unies, Comisión Económica para América Latina (CEPAL). *La situación económico-laboral de la maquila en El Salvador: un análisis de género*, *loc. cit.*, p. 36.

<sup>27</sup> L'autre secteur où on note un non-respect du salaire minimum est l'agriculture. Voir Escobar Miranda, Julia Maritza, María Teresa Funes Flores et Liliana Michelle Herrera García. *op. cit.*, p. 77.

144\$ pour la maquila<sup>28</sup> ». Pour 2000, SAPRIN notait que 42% des employés en ZF/EF recevaient moins que le salaire minimum<sup>29</sup>. D'ailleurs, pour la période 1991-1996, le salaire réel dans le secteur maquila a diminué et ce, malgré l'augmentation de la plus-value ajoutée par les travailleurs, comme le démontre le graphique ci-haut<sup>30</sup>.

Dans une étude conjointe menée sur 750 employés de maquila par le *Centro de Estudios del Trabajo*, CENTRA/Centro de Solidaridad AFL-CIO, on révélait que, 41,8% n'avaient pas reçu le salaire minimum en vigueur pour 1997 pour le mois précédent le sondage<sup>31</sup>. Le constat de la *Procuraduría para la Defensa de los Derechos Humanos* (PPDH) est plus préoccupant : selon leur étude, 64,6% des interviewés sont payés le salaire minimum ou moins<sup>32</sup>. Le PPDH ajoute que certains travailleurs sondés ont travaillé pendant 11 ans au sein de la même entreprise et reçoivent encore un salaire qui soit en-deçà du salaire minimum<sup>33</sup>. Ces données sont d'autant plus alarmantes sachant que le salaire minimum établi par la loi en 1997 couvre à peine 48,7% du panier de base total<sup>34</sup>.

Par ailleurs, la loi oblige également les patrons à payer le salaire minimum dès que la semaine normale de travail de 44 heures est complétée et à payer les heures supplémentaires selon un taux horaire majoré. Or, plusieurs entreprises en ZF paient leurs employés selon le nombre de pièces produites, ce qui expliquerait que plusieurs travailleurs n'atteignent pas le salaire minimum<sup>35</sup>. De plus, « certaines de ces entreprises "permettent" que ses travailleurs travaillent plus de 44 heures pour atteindre ces objectifs, mais ces heures ne sont pas payées comme des heures supplémentaires<sup>36</sup> ».

---

<sup>28</sup> Nations Unies, Comisión Económica para América Latina (CEPAL). *La situación económico-laboral de la maquila en El Salvador: un análisis de género*, loc. cit., p. 36. [Traduction libre de « Para 1999 se reporta un salario mínimo por mes de la industria de la manufactura de \$219 contra \$144 en la maquila ».]

<sup>29</sup> Structural Adjustment Participatory Review International Network (SAPRIN). *La flexibilización del mercado laboral en El Salvador*. loc. cit., p. 17.

<sup>30</sup> Le graphique est tiré de Anner, Mark. « Labor and Economic Globalization in Eastern Europe and Latin America », *Labor studies Journal*, vol. 22, no. 22, 2001, p. 34.

<sup>31</sup> Centro de Estudios del Trabajo, CENTRA/Centro de Solidaridad AFL-CIO, Proyecto de Investigación Permanente en la Maquila. *op. cit.*, p. 26.

<sup>32</sup> Procuraduría para la Defensa de los Derechos Humanos. *Los derechos humanos y la maquila en El Salvador*, loc. cit., 34.

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 36.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 34.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 34.

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 35. [Traduction libre de « Algunas de estas empresas "permiten" que sus trabajadores laboren más de 44 horas para alcanzar estas metas, pero esas horas no se pagan como horas extras ».]

Finalement, FUSADES, la fondation chargée de promouvoir les ZF à l'étranger dont nous avons exposé le rôle plus tôt, annonçait même dans ses campagnes publicitaires destinées aux investisseurs étrangers un salaire de 0,33\$ de l'heure (i.e 557.5 colones par mois), alors que le salaire minimum était de 810 colones par mois<sup>37</sup>. Le salaire annoncé est ainsi 30% plus bas que celui permis par la loi.

### ***b. Heures de travail et rythme de production***

Le travail au sein des maquilas est caractérisé par un rythme de production effréné qui résulte bien souvent en heures supplémentaires devant être réalisées par les employés. Les objectifs de production sont en grande partie tenus responsables des violations concernant les heures de travail, ceux-ci étant qualifiés par plusieurs d'inatteignables<sup>38</sup>. D'ailleurs, dans une étude menée auprès de plus de 750 travailleurs, 54,4% des sondés disaient ne jamais ou ne presque jamais atteindre les objectifs de production<sup>39</sup>. Pourtant, c'est sur ces objectifs que se basent les entreprises en ZF/EF pour réclamer des heures supplémentaires aux ouvriers.

Or, le Code du travail prévoit un maximum d'heures travaillées hebdomadairement et un taux horaire plus élevé pour les heures qui dépassent la semaine normale de 44 heures. Dans une enquête menée auprès de 301 travailleurs, 64,5% des sondés ont affirmé travailler neuf heures ou plus par jour et 21,6% ont dit travailler 12 heures et plus par jour<sup>40</sup>. Le PPDH a quant à lui noté que 49,8% des employés travaillaient plus que ce que

---

<sup>37</sup> Rodríguez Pérez, Luis et Ana Lissette Amaya. *loc.cit.*, p. 108.

<sup>38</sup> Grupo de Monitoreo Independiente de El Salvador (GMIES). *Verification of compliance with labor laws and the code of conduct of Liz Claiborne, Inc., in three plants of a company in El Salvador (Final report)*. *loc. cit.*, p. 17; Organisation internationale du travail (OIT). *Informe de la Comisión de Expertos en Aplicación de Convenios y Recomendaciones ( artículos 19, 22, 35 de la Constitución): tercer punto del orden del día : informaciones y memorias sobre la aplicación de convenios y recomendaciones*. Genève, 2004, p. 142.

<sup>39</sup> Centro de Estudios del Trabajo, CENTRA/Centro de Solidaridad AFL-CIO, Proyecto de Investigación Permanente en la Maquila. *op. cit.*, p. 25.

<sup>40</sup> Instituto Universitario de Opinión Pública (IUDOP). *Encuesta sobre derechos laborales y el movimiento sindical en la industria de la maquila*. Instituto de Derechos Humanos de la Universidad Centroamericana José Simeón Cañas (IDHUCA), San Salvador, novembre 1996, p. 16.

permettait la loi<sup>41</sup>. Ces données confirment ainsi que le non-respect de la semaine normale de travail est une pratique répandue dans les ZF/EF du Salvador<sup>42</sup>.

De plus, dans les ZF/EF, les heures supplémentaires sont souvent non-payées<sup>43</sup>, étant donné que certaines entreprises paient les employés selon les pièces produites et non pas selon les heures travaillées<sup>44</sup>. Une ouvrière témoigne à cet égard :

Ils disaient que si nous atteignons les objectifs [de production], ils allaient nous payer davantage et parfois il y avait plusieurs personnes qui produisaient jusqu'à deux fois l'objectif prévu et ils ne les payaient pas plus, c'est-à-dire que ce qu'elles faisaient de plus, elles le perdaient même si elles se pressaient [...]. C'est un travail très fatigant, toute la journée à être debout [...]<sup>45</sup>.

Dans plusieurs cas, le non-paiement des heures supplémentaires se conjugue également à des heures supplémentaires obligatoires, sous peine de renvoi<sup>46</sup>. Le *Centro de Estudios del Trabajo* affirme à cet égard que 65,8% des employés n'ont pas toujours la possibilité de

---

<sup>41</sup> Procuraduría para la Defensa de los Derechos Humanos. *Los derechos humanos y la maquila en El Salvador*, loc. cit., p. 37.

<sup>42</sup> Voir Organisation internationale du travail (OIT). *Informe de la Comisión de Expertos en Aplicación de Convenios y Recomendaciones (artículos 19, 22, 35 de la Constitución): tercer punto del orden del día : informaciones y memorias sobre la aplicación de convenios y recomendaciones*. loc. cit., p. 142.

<sup>43</sup> *Ibid.*

<sup>44</sup> Vilma Marisol Carranza Gómez, Rolando Lobo Marroquín et Gabriela Gerldina Villatoro, Zaldaña. *op. cit.*, p. 54; International Labor Rights Fund (ILRF). *Written Testimony Regarding the Central American Free Trade Agreement (CAFTA)*, janvier 2005, p. 9; Institute for Global Labour and Human Rights. « Leading Human Rights Groups Blast GAP Cover-Up in El Salvador », loc. cit. ; Procuraduría para la Defensa de los Derechos Humanos, Mesa Permanente sobre la Situación Laboral en El Salvador. *Panorama general sobre el ejercicio de las libertades sindicales en El Salvador*. loc. cit., p. 188; Membreño, Roland et Elsa Guerrero. *op. cit.*, p. 108.

<sup>45</sup> Membreño, Roland et Elsa Guerrero. *op. cit.*, p. 120. [Traduction libre de « a una le decían que si sacaba la meta le iban a pagar más y a veces habían muchas personas que sacaban hasta dos metas y no les pagaban más, o sea, lo que hacían de más salía perdido aunque ellas se apuraran [...]. Es un trabajo muy cansado, todo el día se mantiene de pie [...]. »]

<sup>46</sup> Centro de Estudios del Trabajo, CENTRA/Centro de Solidaridad AFL-CIO, Proyecto de Investigación Permanente en la Maquila. *op. cit.*, p. 24; Organisation internationale du travail (OIT). *Informe de la Comisión de Expertos en Aplicación de Convenios y Recomendaciones ( artículos 19, 22, 35 de la Constitución): tercer punto del orden del día : informaciones y memorias sobre la aplicación de convenios y recomendaciones*. loc. cit., p. 142; Molina, Norma et Carolina Quinteros « El Monitoreo Independiente en El Salvador », dans Koepke, Ronald, Norma Molina et Carolina Quinteros. *Códigos de conducta y monitoreo en la industria de la confección, experiencias internacionales y regionales*. loc. cit., p. 90; Institute for Global Labour and Human Rights. « Leading Human Rights Groups Blast GAP Cover-Up in El Salvador », loc. cit. ; Grupo de Monitoreo Independiente de El Salvador (GMIES). *Verification of compliance with labor laws and the code of conduct of Liz Claiborne, Inc., in three plants of a company in El Salvador (Final report)*. loc. cit., p. 8; Procuraduría para la Defensa de los Derechos Humanos, Mesa Permanente sobre la Situación Laboral en El Salvador. *Panorama general sobre el ejercicio de las libertades sindicales en El Salvador*. loc. cit., p. 188.

décider s'ils veulent effectuer des heures supplémentaires ou non<sup>47</sup>. Ce caractère obligatoire des heures supplémentaires constitue, selon Commission intersyndicale du Salvador, du « travail forcé<sup>48</sup> » qui oblige beaucoup de travailleurs à effectuer du travail de nuit, les forçant ainsi à dormir dans des usines non adaptées pour l'hébergement des ouvriers<sup>49</sup>. Dans certains cas, l'exigence de rester au travail dépasse la menace de renvoi et prend la forme d'une obligation physique : « il arrive souvent qu'on enferme, littéralement, les travailleuses jusqu'à ce qu'elles atteignent l'objectif de production établi<sup>50</sup> ».

### **c. Syndicalisation**

Le syndicalisme au Salvador était déjà affaibli au moment du développement des ZF. Les douze années de guerre civile durant lesquelles les forces de l'ordre assassinaient et ciblaient les dirigeants syndicaux ont largement miné les tentatives d'association<sup>51</sup>. On estime à 5 125 le nombre d'individus liés au mouvement syndical qui ont été tués et ce, seulement pour la période de 1979 à 1981<sup>52</sup>. À partir 1990, on observe une lente reprise du mouvement syndical dans le pays, mais qui est plus laborieuse dans le cas des entreprises en ZF/EF. Le fait que les femmes constituent la majorité des employés en ZF/EF pourraient expliquer que le taux de syndicalisation y soit plus bas, puisqu'elles doivent souvent composer avec une charge de travail supplémentaire non-rémunérée dans la sphère domestique et ainsi consacrer moins de temps à des activités associatives<sup>53</sup>. Elles sont également peu socialisées aux types d'activités requises par la participation à un syndicat<sup>54</sup>. Le taux de roulement élevé du personnel au sein des entreprises pourrait également

---

<sup>47</sup> Centro de Estudios del Trabajo, CENTRA/Centro de Solidaridad AFL-CIO, Proyecto de Investigación Permanente en la Maquila. *op. cit.*, p. 25.

<sup>48</sup> Organisation internationale du travail (OIT). *Informe de la Comisión de Expertos en Aplicación de Convenios y Recomendaciones (artículos 19, 22, 35 de la Constitución): tercer punto del orden del día : informaciones y memorias sobre la aplicación de convenios y recomendaciones. loc. cit.*, p. 142. [Traduction libre de « trabajo forzado » ].

<sup>49</sup> *Ibid.*, p. 142.

<sup>50</sup> Membreño, Roland et Elsa Guerrero. *op. cit.*, p. 64. Voir aussi Institute for Global Labour and Human Rights. « Leading Human Rights Groups Blast GAP Cover-Up in El Salvador », *loc. cit.*

<sup>51</sup> Anner, Mark. « Labor and Economic Globalization in Eastern Europe and Latin America », *loc. cit.*, p. 33; Anner, Mark. « Forging New Labor Activism in Global Commodity Chains in Latin America », *loc. cit.*, p. 18;

<sup>52</sup> Anner, Mark. « Labor and Economic Globalization in Eastern Europe and Latin America », *loc. cit.*, p. 33.

<sup>53</sup> Centro de Estudios del Trabajo, CENTRA/Centro de Solidaridad AFL-CIO, Proyecto de Investigación Permanente en la Maquila. *op. cit.*, p. 21.

<sup>54</sup> Procuraduría para la Defensa de los Derechos Humanos. *Los derechos humanos y la maquila en El Salvador, loc. cit.*, p. 71.

affaiblir les liens syndicaux entre les travailleurs<sup>55</sup>. Cependant, les nombreuses tentatives d'étouffement des syndicats par les entreprises en ZF/EF qui ont été documentées indiquent la présence d'un autre facteur non négligeable, à savoir la « culture antisyndicale patronale<sup>56</sup> ».

*i. L'état du syndicalisme dans les ZF/EF*

À partir de 1990, l'essor des ZF/EF et les réformes du Code du travail ont affaibli davantage le mouvement syndical. Dans le secteur de la manufacture, le taux d'association a diminué de plus de 68% pendant la décennie<sup>57</sup>.

The revised labor law did not facilitate unionization in the [Export Processing Zones/EPZ]. While the reforms made it technically easier for workers to form unions, ensuring collective bargaining remained just as difficult. As before, the majority of employees needed to be union members in order to oblige an employer to negotiate at the enterprise level. Most EPZ factories have more than five hundred workers, and therefore at least four hundred workers would need to join the union in order for the union to gain the right to bargain collectively. In a country with a history of violent repression of unionists and a pattern of blacklisting and dismissing workers at the first sign of unionization, this was a prohibitively high threshold. To date, there have been no enterprise-level collective contracts in the EPZ sector<sup>58</sup>.

Par ailleurs, dans les cas où des patrons soupçonnent ou sont témoins de la création d'un syndicat dans leur entreprise, deux tactiques ont été observées : le renvoi des employés impliqués dans la création du syndicat<sup>59</sup> ou la fermeture de l'entreprise<sup>60</sup>. Le *Centro de*

---

<sup>55</sup> Procuraduría para la Defensa de los Derechos Humanos, Mesa Permanente sobre la Situación Laboral en El Salvador. *Panorama general sobre el ejercicio de las libertades sindicales en El Salvador*. loc. cit., p. 150.

<sup>56</sup> *Ibid.* [Traduction libre de « cultura antisindical patronal »]. Voir aussi Molina, Norma et Carolina Quinteros « El Monitoreo Independiente en El Salvador », dans Koepke, Ronald, Norma Molina et Carolina Quinteros. *Códigos de conducta y monitoreo en la industria de la confección, experiencias internacionales y regionales*. loc. cit., 2000, p. 87.

<sup>57</sup> Anner Mark. « Meeting the Challenges of Industrial Restructuring: Labor Reform and Enforcement in Latin America », *Latin American Politics and Society*, vol. 50, no 2, 2008, p. 52.

<sup>58</sup> *Ibid.* Sur l'inexistence de syndicats dans les ZF/EF, voir aussi Procuraduría para la Defensa de los Derechos Humanos, Mesa Permanente sobre la Situación Laboral en El Salvador. *Panorama general sobre el ejercicio de las libertades sindicales en El Salvador*. loc. cit., p. 51.

<sup>59</sup> Anner, Mark. « Forging New Labor Activism in Global Commodity Chains in Latin America », loc. cit., p. 18 et 29; Membreno, Roland et Elsa Guerrero. *op. cit.*, p. 108; Institute for Global Labour and Human Rights. « The GAP in El Salvador Update: The Case of Mandarin International », 28 juin 1995, en ligne, <http://www.globallabourrights.org/alerts/the-gap-in-el-salvador-update-the-case-of-mandarin-international>;

*Estudios del Trabajo*, le CENTRA/Centro de Solidaridad et l'AFL-CIO ont fait à cet égard une étude conjointe dans laquelle ils ont compilé les efforts de syndicalisation qui ont été réalisés en ZF et EF pour la période 1993-1998. Parmi les 34 tentatives recensées, 20 se sont soldées par le renvoi des syndicalistes et trois ont vu leur entreprise fermer<sup>61</sup>. Ces données confirment la perception des ouvriers qui, dans une large majorité (75,7%), considèrent ne pas avoir le droit de s'organiser en syndicat<sup>62</sup>, un droit pourtant garanti par le Code du travail. Et pour cause : lorsque la partie patronale de l'entreprise Mandarin a eu vent d'une tentative de syndicalisation des ouvrières, on aurait sommé celles-ci de stopper le processus, faute de quoi « blood will flow<sup>63</sup> ».

Il convient également de noter l'existence de « listes noires » indiquant le nom des travailleurs qui ont été renvoyés pour des raisons d'affiliation syndicale et qui circulent entre les patrons des maquilas<sup>64</sup>. En somme, cet état du syndicalisme en ZF/EF pour la période étudiée amène l'OIT à conclure, en 1996, « que dans la maquila salvadorienne, il n'existe d'aucune façon la liberté syndicale<sup>65</sup> ».

---

<sup>60</sup> Human Rights Watch (HRW). « Indiferencia intencionada : Inacción del gobierno de El Salvador en la protección de los derechos de los trabajadores », vol 15, no. 5, décembre 2003, p. 72; Gonzáles, José Mirio. « El Salvador – Le droit des travailleurs systématiquement violé », *loc. cit.*

<sup>61</sup> Centro de Estudios del Trabajo, CENTRA/Centro de Solidaridad AFL-CIO, Proyecto de Investigación Permanente en la Maquila. *op. cit.*, p. 36-42.

<sup>62</sup> Instituto Universitario de Opinión Pública (IUDOP). *Encuesta sobre derechos laborales y el movimiento sindical en la industria de la maquila. loc. cit.*, p. 15.

<sup>63</sup> Ross, Andrew (sous la dir.) *No Sweat: Fashion, Free Trade, and the Rights of Garment Workers*, Londres : Verso, 1997, p. 56.

<sup>64</sup> Organisation internationale du travail (OIT). *La sindicalización de las mujeres trabajadoras de la maquila : equidad de genero y trabajo de la mujer en centroamerica*, rédigé par Janina Fernández et Carolina Quinteros. San José de Costa Rica, Proyecto para el Mejoramiento de las Condiciones Laborales y de Vida de las Trabajadoras de la Maquila, 2000, en ligne, <http://www.ilo.int/public//spanish/region/ampro/cinterfor/temas/gender/gestion/accsindi/maquila.htm>; Greenhouse, Steven. « Labor Abuses In El Salvador Are Detailed In Document », *New York Times* (New York), 10 mai 2001. <http://www.nytimes.com/2001/05/10/world/labor-abuses-in-el-salvador-are-detailed-in-document.html>; International Labor Rights Fund (ILRF). *Written Testimony Regarding the Central American Free Trade Agreement (CAFTA)*, *loc. cit.*, p. 4; Molina, Norma et Carolina Quinteros. « El Monitoreo Independiente en El Salvador », dans Koepke, Ronald, Norma Molina et Carolina Quinteros. *Códigos de conducta y monitoreo en la industria de la confección, experiencias internacionales y regionales. loc. cit.*, p. 87; Anner, Mark. « Forging New Labor Activism in Global Commodity Chains in Latin America », *loc. cit.*, p. 23; Gonzáles, José Mirio. « El Salvador – Le droit des travailleurs systématiquement violé », *loc. cit.*; Structural Adjustment Participatory Review International Network (SAPRIN). *La flexibilización del mercado laboral en El Salvador, loc. cit.* p. 4.

<sup>65</sup> Organisation internationale du travail (OIT). « La situación sociolaboral en las Zonas Francas y Empresas Maquiladoras del Istmo Centroamericano y República Dominicana », Oficina de Actividades para los Trabajadores (ACTRAV)-OIT, San José, 1996, p. 29, cité dans Procuraduría para la Defensa de los Derechos Humanos, Mesa Permanente sobre la Situación Laboral en El Salvador. *Panorama general sobre*

***d. L'exception sous l'angle économique : une autre illustration du camp à l'œuvre dans les ZF***

Dans le bref portrait que nous avons dressé des conditions de travail au sein des ZF concernant le salaire, les heures travaillées, le rythme de production et l'absence de syndicalisation, force est de constater qu'un régime d'exception factuel est en implantation au Salvador dans la période à l'étude. Par « factuel », nous entendons que l'exceptionnalisme qui caractérise les conditions de travail en ZF n'est pas issu de permissions légales, mais bien de manquements, de la part des patrons, à respecter la loi. À titre d'exemple, le paiement du salaire minimum ou encore le droit à la syndicalisation sont prévus par les lois salvadoriennes; or, à l'intérieur du camp, ces droits ne sont pas respectés *de facto*, ce qui confirme la définition d'Agamben de l'état d'exception : « [l'état d'exception] définit un "état de la loi" dans lequel, d'une part, la norme est en vigueur, mais ne s'applique pas (n'a pas de "force"), et où, de l'autre, des actes qui n'ont pas valeur de loi acquièrent la "force"<sup>66</sup> », ce qui nous mène encore une fois vers ce que l'auteur nomme *force-de-la-loi*<sup>67</sup>, une force s'exerçant en dehors de la loi d'État.

À travers l'état d'exception économique qui est à l'œuvre, nous pouvons également entrevoir que ces aspects économiques sont des préludes à d'autres types d'abus, notamment avec la détention des travailleurs jusqu'à ce que la production soit terminée ou avec les menaces de mort liées aux tentatives de syndicalisation. La *force-de-la-loi* qui s'exerce ici sur les employés réduits à une vie nue n'est pas étrangère aux conditions économiques du camp, mais y est au contraire directement liée : les diktats du marché deviennent alors des prétextes permettant de suspendre la norme (les conditions de travail prévues par la loi) et de la transgresser en toute impunité.

On voit ainsi, à travers les caractéristiques des conditions de travail que nous avons exposées, que de nouvelles normes s'implantent à l'intérieur du camp, normes qui s'établissent à l'extérieur des lois salvadoriennes et qui n'y semblent pas subordonnées dans les faits. Ce constat rend problématique la question de la souveraineté de l'État à l'intérieur de ces camps. Comme le souligne justement Best en parlant de gouvernance

---

*el ejercicio de las libertades sindicales en El Salvador. loc. cit.*, p. 151. [Traduction libre de « que en la maquila salvadoreña no existe en modo alguno la libertad sindical »].

<sup>66</sup> Agamben, Giorgio. *État d'exception, Homo Sacer. loc. cit.*, p. 67.

<sup>67</sup> *Ibid.*, p. 70.

économique internationale : « [t]he economy is thus perhaps the ultimate sovereign exception : it is an exception to the rule of sovereign power itself<sup>68</sup> ». Dans le même ordre d'idées, nous nous pencherons dans les prochaines lignes sur le lien entre cette dislocation de la souveraineté étatique et la force-de-loi qui s'installe dans les ZF.

### 3. LE RÔLE DU GOUVERNEMENT DANS LA FORCE-DE-LOI

Nous avons précédemment étudié la mise en place de la fixité, notamment avec le cadre légal qui a vu naître les ZF et les EF au pays. Néanmoins, ce cadre légal, particulièrement en ce qui a trait aux droits des travailleurs, a été peu ou pas appliqué durant la période à l'étude. D'une part, le gouvernement salvadorien a fait preuve de laxisme en n'agissant pas pour faire appliquer les droits violés en ZF/EF et, d'autre part, a même été complice des agissements de certaines entreprises, comme le démontrent les études de cas qui suivent. Cette attitude est révélatrice de la manière dont l'État participe au moment d'exception qui se met en branle, comme nous le verrons après la présentation de ces trois études de cas.

#### a. *Le cas de Mandarin International et la création du GMIES*

En 1995 éclate un conflit entre Mandarin International, une entreprise située dans la ZF de San Marcos, et les employés. À cette époque, les patrons renvoient plus de 350 travailleurs pour leurs activités syndicales<sup>69</sup>. Les travailleurs commencent dès lors à décrier publiquement les conditions de travail qui prévalaient au sein de l'entreprise : mauvais traitements des superviseurs, restrictions pour aller aux toilettes, heures supplémentaires obligatoires, refus d'embauche pour les femmes enceintes et impossibilité de créer un syndicat<sup>70</sup>, pour ne nommer que celles-là. La période est marquée par le silence et l'inaction du gouvernement salvadorien, notamment quant à l'application de la loi pour ce cas précis. De fait, le Code du travail interdit le renvoi d'employés pour des raisons syndicales et

---

<sup>68</sup> Best, Jacqueline. *loc. cit.*, p. 101.

<sup>69</sup> Molina, Norma et Carolina Quinteros « El Monitoreo Independiente en El Salvador », dans Koepke, Ronald, Norma Molina et Carolina Quinteros. *Códigos de conducta y monitoreo en la industria de la confección, experiencias internacionales y regionales. loc. cit.*, p. 95; Anner, Mark. « Labor and Economic Globalization in Eastern Europe and Latin America », *loc. cit.*, p. 35.

<sup>70</sup> Molina, Norma et Carolina Quinteros « El Monitoreo Independiente en El Salvador », dans Koepke, Ronald, Norma Molina et Carolina Quinteros. *Códigos de conducta y monitoreo en la industria de la confección, experiencias internacionales y regionales. loc. cit.*, p. 90. Pour voir la liste des conditions de travail dénoncées par les ouvriers, voir Institute for Global Labour and Human Rights. « Leading Human Rights Groups Blast GAP Cover-Up in El Salvador », *loc. cit.*

prévoit une amende de 50 000 colones pour chaque employé renvoyé illégalement<sup>71</sup>. Or, « the Salvadoran government and the Minister of Labor have done nothing. Mandarin has not been fined a single penny<sup>72</sup> ».

S'en suit donc, en 1996, une mobilisation transnationale de soutien aux travailleurs de Mandarin qui réunira des groupes d'activistes états-uniens et canadiens afin de dénoncer les pratiques de l'entreprise et faire pression sur la compagnie de vêtements GAP, principale contractante de Mandarin. Ce « Summer of Sweatshop » aura deux résultats importants, le premier étant la création du *Grupo de Monitoreo Independiente de El Salvador* [Groupe de surveillance indépendant du Salvador/GMIES] en 1996<sup>73</sup>, et le deuxième étant la conclusion d'une entente entre la partie patronale et ouvrière sous la médiation du GMIES<sup>74</sup>. Au terme des négociations, 35 ouvriers sur les 350 renvoyés seront réintégrés à l'entreprise<sup>75</sup> et un code de conduite devant guider les pratiques de Mandarin sera adopté. GMIES est alors en charge d'inspecter l'entreprise et d'émettre des rapports et des recommandations.

À la lumière des détails de ce conflit, il ne fait pas de doute que le GMIES naît d'une inaction du gouvernement à adéquatement surveiller et inspecter les entreprises des ZF et des EF<sup>76</sup>, puisque les actions de Mandarin constituaient « [u]ne grave violation des lois salvadoriennes qui restait impunie<sup>77</sup> ». Néanmoins, bien que le GMIES soit un outil de surveillance qui puisse harmoniser les relations de travail entre patrons et employés, il ne détient pas la force coercitive de l'État, est soumis à la participation volontaire des

---

<sup>71</sup> Institute for Global Labour and Human Rights. « The GAP in El Salvador Update: The Case of Mandarin International », *loc. cit.*

<sup>72</sup> *Ibid.*

<sup>73</sup> Le GMIES est composé d'universitaires, d'activistes et de membres de l'archidiocèse de San Salvador. Voir Grupo de Monitoreo Independiente de El Salvador (GMIES). « Nuestro trabajo », en ligne, [http://gmies.org/?page\\_id=12](http://gmies.org/?page_id=12) et Grupo de Monitoreo Independiente de El Salvador (GMIES). *Verification of compliance with labor laws and the code of conduct of Liz Claiborne, Inc., in three plants of a company in El Salvador (Final report)*. *loc. cit.*, p. 3.

<sup>74</sup> Molina, Norma et Carolina Quinteros « El Monitoreo Independiente en El Salvador », dans Koepke, Ronald, Norma Molina et Carolina Quinteros. *Códigos de conducta y monitoreo en la industria de la confección, experiencias internacionales y regionales*. *loc. cit.*, p. 92-95.

<sup>75</sup> Brooks, Ethel. *op. cit.*, p. 103.

<sup>76</sup> *Ibid.*, p. 102.

<sup>77</sup> Molina, Norma et Carolina Quinteros « El Monitoreo Independiente en El Salvador », dans Koepke, Ronald, Norma Molina et Carolina Quinteros. *Códigos de conducta y monitoreo en la industria de la confección, experiencias internacionales y regionales*. *loc. cit.*, p. 95. [Traduction libre de « « Una grave violacion a las leyes salvadoreñas estaba quedando impune ».]

entreprises et ses activités sont également financées par celles-ci<sup>78</sup>. En conséquence, les entreprises qui ont accepté de participer au processus sont celles qui ont été les plus ciblées par les campagnes médiatiques transnationales, comme ce fut le cas avec l'entreprise Mandarin International, qui fournissait principalement GAP<sup>79</sup> ou avec la maquila Do All, qui travaillait principalement pour Liz Clairborne<sup>80</sup>.

### ***b. Le cas de la Unidad de Monitoreo del Ministerio de Trabajo***

La complicité du gouvernement dans les violations commises en ZF/EF – ou ce que Human Rights Watch a appelé « l'indifférence intentionnelle<sup>81</sup> » – a atteint un niveau inégalé le 4 septembre 2000, lorsque la *Unidad de Monitoreo del Ministerio de Trabajo* [Unité de surveillance du Ministère du travail] a rendu public un rapport mettant à jour les abus ayant cours dans le secteur maquila<sup>82</sup>. Le document rapportait des « serious problems in the country's apparel factories, including unhealthy air and water, large amounts of forced overtime and the frequent dismissal of workers who supported labor unions<sup>83</sup> ». D'autres violations telles que des abus physiques, des heures non payées et des refus de congé pour cause médicale étaient soulignées<sup>84</sup>.

Ce rapport, qui avait été commandé par le MT, a été publié sans que le ministère ne le lise. Les commissaires ont indiqué à posteriori avoir soumis des rapports à plusieurs étapes de l'enquête et de la rédaction et n'avoir reçu aucune réponse du ministère<sup>85</sup>. Lorsque le MT a eu vent que ce rapport avait déjà commencé à être distribué, il s'est hâté de rapatrier toutes

---

<sup>78</sup> Procuraduría para la Defensa de los Derechos Humanos, Mesa Permanente sobre la Situación Laboral en El Salvador. *Panorama general sobre el ejercicio de las libertades sindicales en El Salvador*. loc. cit., p. 108.

<sup>79</sup> Anner, Mark. « La maquila y el monitoreo independiente en El Salvador », GMIES, San Salvador, avril 1998, reproduit dans Centro de Estudios del Trabajo, CENTRA/Centro de Solidaridad AFL-CIO, Proyecto de Investigación Permanente en la Maquila. *op. cit.*, p. 46.

<sup>80</sup> Anner, Mark. « Labor and Economic Globalization in Eastern Europe and Latin America », loc. cit., p. 35.

<sup>81</sup> Human Rights Watch (HRW). « Indiferencia intencionada : Inacción del gobierno de El Salvador en la protección de los derechos de los trabajadores », loc. cit., 106 p.

<sup>82</sup> Guadalupe Trigueros. « La maquila sale en defensa de su industria », *El diario de hoy* (San Salvador), 11 septembre 2000.

<sup>83</sup> Greenhouse, Steven. *op. cit.*

<sup>84</sup> Human Rights Watch (HRW). « Indiferencia intencionada : Inacción del gobierno de El Salvador en la protección de los derechos de los trabajadores », loc. cit., p. 93.

<sup>85</sup> *Ibid.*, p. 95.

les copies possibles afin de stopper la circulation du document. Le jour même, le ministère a saisi les notes, les rapports et les documents informatiques des commissaires<sup>86</sup>.

Néanmoins, le dit rapport était déjà entre les mains du secrétaire du commerce des États-Unis, du New York Times et de l'ASIC<sup>87</sup>, cette dernière s'empresant à décrier le rapport dans un communiqué en attaquant sa crédibilité<sup>88</sup>. Quant au MT, il a présenté des excuses devant des membres influents de l'industrie maquila<sup>89</sup> et a envoyé un avis à l'ambassade des États-Unis au Salvador pour se dissocier du contenu du rapport<sup>90</sup> et ainsi éviter que le Salvador ne soit exclu des bénéfices de l'IBC<sup>91</sup>.

Un membre de l'unité ayant rédigé le rapport a témoigné à l'effet qu'« à l'interne, dans l'institution, ils nous ont marginalisés comme si nous étions des antipatriotes [...]. Même les inspecteurs nous ont traités de menteurs, de traîtres. Nous étions comme une épidémie dont personne ne voulait<sup>92</sup> ». Un autre commissaire souligne qu'« ils nous ont dit que nous étions apatrides, que nous n'aimions pas le pays, que nous étions le pire de la société [...], que nous étions contre le gouvernement<sup>93</sup> ». Pour le MT, les raisons du rejet de ce rapport polémique sont avant tout méthodologiques et scientifiques, ce dernier insistant sur le fait que « [le rapport] n'avait pas de base scientifique<sup>94</sup> ». Pourtant, les commissaires avaient enquêté près de 229 maquilas<sup>95</sup> et avaient utilisé pratiquement le même gabarit d'enquête que les autres inspecteurs du ministère<sup>96</sup>.

---

<sup>86</sup> *Ibid.*, p. 93.

<sup>87</sup> Trigueros, Guadalupe. « Ministro se disculpa con confeccionistas », *El diario de hoy* (San Salvador), 11 septembre 2000.

<sup>88</sup> Trigueros, Guadalupe. « La maquila sale en defensa de su industria », *loc. cit.*

<sup>89</sup> Trigueros, Guadalupe. « Ministro se disculpa con confeccionistas », *loc. cit.*

<sup>90</sup> Trigueros, Guadalupe. « Ministerio del Trabajo aclara situación laboral en las maquilas », *El diario de hoy* (San Salvador), 12 septembre 2000.

<sup>91</sup> Système préférentiel commercial accordé par les États-Unis en 1983. Voir section *Mise en place des structures de la fixité*.

<sup>92</sup> Human Rights Watch (HRW). « Indiferencia intencionada : Inacción del gobierno de El Salvador en la protección de los derechos de los trabajadores », *loc. cit.*, p 93. [Traduction libre de « nos marginalizaron internamente en la institución [...] como antipatrióticos. Los mismos inspectores nos dijeron mentirosos, traicioneros. Éramos como una epidemia que nadie quería »].

<sup>93</sup> *Ibid.*, p 93. [Traduction libre de « Nos dijeron que éramos ápatridas, que no queríamos al país, que éramos lo peor de la sociedad [...] [y que] estábamos en contra del gobierno. »]

<sup>94</sup> *Ibid.*, p 94. [Traduction libre de « no tenía base científica »].

<sup>95</sup> Alden, Edward. « Basketball faces sweatshop probe », *Financial Times (London edition)*, 11 mai 2001, p. 13.

<sup>96</sup> Human Rights Watch (HRW). « Indiferencia intencionada : Inacción del gobierno de El Salvador en la protección de los derechos de los trabajadores », *loc. cit.*, p 95.

Le comportement du MT dans cette affaire est révélateur de la complicité du gouvernement dans les abus qui ont cours dans les ZF/EF pour la période étudiée. En tentant d'occulter ce rapport et en discréditant ses auteurs, le gouvernement a tenté d'étouffer une énième preuve des conditions de travail qui prévalaient au sein des maquilas et de camoufler un discours qui le contraindrait à faire respecter la loi en vigueur dans ces zones d'exception.

### *c. Laxisme dans l'application du cadre légal?*

Lorsqu'il ne s'agit pas de collaboration directe avec les investisseurs, l'attitude du gouvernement salvadorien à l'égard des violations en ZF/EF fait plutôt montre de laxisme. En fait, de nombreux auteurs ont relevé la négligence et l'indifférence du gouvernement salvadorien<sup>97</sup>. Nous mettons cependant en doute cette idée, qui évoque davantage une oisiveté politique, alors que « l'inaction » du gouvernement apparaît beaucoup plus intéressée et plus proactive. Les actions du MT en particulier ont été qualifiées de « partiales, arbitraires et peu transparentes<sup>98</sup> », notamment pour sa gestion des plaintes. De fait, pendant la majeure partie de la décennie 1990, le MT se limite à faire des inspections sporadiques suite à des plaintes, mais n'a pas une unité permanente de surveillance, malgré les nombreux problèmes soulevés dans le secteur<sup>99</sup> et malgré le fait que la maquila est le secteur le plus lié aux conflits de travail pour la période<sup>100</sup>. Par exemple, en 1996, il y avait seulement 30 inspecteurs pour l'ensemble du pays qui se partageaient quatre véhicules<sup>101</sup>. Or, la même année, le MT recevait en moyenne 30 plaintes par jour pour mauvais traitements<sup>102</sup>. Cette situation n'est certainement pas étrangère au fait que ce ministère était le moins financé de tout l'appareil gouvernemental<sup>103</sup>, ayant subi, depuis 1990, des

---

<sup>97</sup> Asociación de Mujeres por la Dignidad y la Vida, Las Dignas; Centro para la Defensa del Consumidor (CDC); Fundación de Estudios para la Aplicación del Derecho (FESPAD); Instituto de Derechos Humanos de la Universidad José Simeón Cañas (IDHUCA). *op. cit.*, p. 43; Brooks, Ethel. *loc. cit.*, p. 99. Organisation internationale du travail (OIT). « La situación sociolaboral en las Zonas Francas y Empresas Maquiladoras del Istmo Centroamericano y República Dominicana », *loc. cit.*, p. 21, cité dans Procuraduría para la Defensa de los Derechos Humanos, Mesa Permanente sobre la Situación Laboral en El Salvador. *Panorama general sobre el ejercicio de las libertades sindicales en El Salvador. loc. cit.*, p. 51.

<sup>98</sup> Human Rights Watch (HRW). « Indiferencia intencionada : Inacción del gobierno de El Salvador en la protección de los derechos de los trabajadores », *loc. cit.*, p. 93. [Traduction libre de « partiales, arbitrarias et poco transparentes »].

<sup>99</sup> Centro de Estudios del Trabajo, CENTRA/Centro de Solidaridad AFL-CIO, Proyecto de Investigación Permanente en la Maquila. *op. cit.*, p. 32.

<sup>100</sup> Gonzáles, José Mirio. « El Salvador – Le droit des travailleurs systématiquement violé », *loc. cit.*

<sup>101</sup> Oxford Analytica Daily Brief Service. « El Salvador : Workers' Rights », 28 février 1996.

<sup>102</sup> *Ibid.*

<sup>103</sup> *Ibid.*

coups budgétaires décrétées par chacune des administrations élues<sup>104</sup>. Ces contraintes financières se répercutaient également sur le salaire misérable des inspecteurs, dont certains étaient corrompus et acceptaient des pots-de-vin des patrons pour dorer leur rapport<sup>105</sup> ou fournissaient à des patrons des listes noires contenant les noms des membres de syndicats, en sachant que ces employés allaient être renvoyés<sup>106</sup>.

Il n'est donc pas surprenant que 68,4% des employés des maquilas croient, en 1996, que le gouvernement n'a pas une participation active dans la résolution des conflits de travail dans les maquilas<sup>107</sup>. En fait, le MT a contribué à rendre plus vulnérables les travailleurs face à leurs patrons : « [il] n'a pas été suffisamment énergique pour exiger le respect du Code du travail et, comme conséquence, la peur de perdre son emploi est palpable chez les travailleurs.<sup>108</sup> »

La situation que nous décrivons est surtout le fait de la période 1990-1996, puisqu'à partir du « Summer of Sweatshop », le gouvernement salvadorien est largement critiqué par les médias et les syndicats états-uniens qui révèlent les violations qui ont cours et l'attitude du gouvernement à leur égard. Pour éviter que la crise sociale ne s'amplifie et pour ne pas être exclu des bénéfices commerciaux de l'IBC, le gouvernement salvadorien se voit contraint de mettre sur pied des mécanismes et institutions chargées de voir au respect des droits des travailleurs<sup>109</sup>. Néanmoins, « nonobstant toutes ces actions et efforts gouvernementaux, non-gouvernementaux et du secteur privé [...], les réalisations sont modestes. Les actions ont été menées de manière isolées et avec une faible articulation entre elles<sup>110</sup>. » Les

---

<sup>104</sup> Anner Mark. « Meeting the Challenges of Industrial Restructuring: Labor Reform and Enforcement in Latin America », *loc. cit.*, p. 54.

<sup>105</sup> *Ibid.*, p. 53

<sup>106</sup> Anner, Mark. « Forging New Labor Activism in Global Commodity Chains in Latin America », *loc. cit.*, p. 19.

<sup>107</sup> Instituto Universitario de Opinión Pública (IUDOP). *Encuesta sobre derechos laborales y el movimiento sindical en la industria de la maquila. loc. cit.*, p. 27.

<sup>108</sup> Centro de Estudios del Trabajo, CENTRA/Centro de Solidaridad AFL-CIO, Proyecto de Investigación Permanente en la Maquila. *op. cit.*, p. 31. [Traduction libre de « el Ministerio de Trabajo no ha sido suficientemente enérgico para exigir el cumplimiento del Código de Trabajo y como consecuencia, el temor a perder su empleo es palpable en la población trabajadora. »]

<sup>109</sup> Voir notamment Nations Unies, Comisión Económica para América Latina (CEPAL). *La situación económico-laboral de la maquila en El Salvador: un análisis de género, loc. cit.*, p. 43-45 et Pichinte Hernandez, Juan Alberto et Ricardo Antonio Rivas Idiaquez. *loc. cit.*, p. 36-40.

<sup>110</sup> *Ibid.*, p. 49. [Traduction libre de « No obstante todas estas acciones encaminadas por esfuerzos gubernamentales y no gubernamentales y el sector privado [...], los logros son modestos. Las acciones se han llevado a cabo de manera aislada y con débil articulación [...]. »]

initiatives du gouvernement apparaissent en ce sens plus cosmétiques que radicales et remettent peu en cause les agissements des entreprises envers les employés des ZF/EF. Les initiatives non-gouvernementales, quant à elles, sont minimales et très liées à la volonté des entreprises.

#### ***d. L'action de l'État sur la force-de-loi***

L'idée de force-de-loi que nous avons évoquée plus tôt est également utile pour comprendre le comportement du gouvernement salvadorien dans les trois cas que nous venons d'exposer. De fait, si le camp est caractérisé par la présence d'une force (d'un pouvoir) qui ne se conforme pas à la loi générale, l'État semble ici jouer un rôle crucial dans la portion « loi » de la locution, en ce qu'il édicte des lois et renforce des principes législatifs sur les conditions de travail en ZF lorsque nécessaire, mais s'assure du même coup que ceux-ci ne soient pas contraignants. L'attitude d'indifférence intentionnelle dont il fait preuve dans les trois situations présentées s'inscrit dans cet effort de « rayer » la loi ou encore, de s'assurer qu'elle ne soit pas appliquée (en n'agissant pas pour stopper les abus, en collaborant pour cacher des preuves des abus ou en amputant financièrement les institutions qui pourraient potentiellement faire appliquer la loi).

Cette situation qui peut sembler paradoxale évoque un type d'exception à l'œuvre qui s'avère fort différent des camps davantage traités par la littérature. À titre d'exemple, sous le troisième Reich, la loi est suspendue dans sa quasi-intégralité, donnant alors lieu à un état d'exception généralisé *d'entrée de jeu* sur le territoire allemand; au Salvador, l'exception s'entame avec des lois qui, progressivement, concèdent certains bénéfices aux entreprises s'installant en ZF, sans toutefois y intégrer des articles qui légaliseraient les abus en cours dans les ZF. En fait, c'est la *pratique* (la dés-application de la norme) au sein des ZF nouvellement créées qui caractérise l'état d'exception en cours au Salvador et non la loi. En ce sens, ce qu'on note à l'étude du cas salvadorien, c'est qu'il y a une « (re-) distribution of governing powers<sup>111</sup> », qui, dans le cas du Salvador contrairement à

---

<sup>111</sup> Honig, Bonnie, « Bound by Law? Alien Rights, Administrative Discretion, and the Politics of Technicality: Lessons from Louis Post and the First Red Scare », dans Douglas, Lawrence et al. *The Limits of Law*, Stanford University Press, 2005, citée dans Aradau, Claudia. « Law transformed: Guantánamo and the 'other' exception », *Third World Quarterly*, vol. 28, no. 3, 2007, p. 12.

Guantanamo ou au troisième Reich, se déplace de l'État vers des entités privées (les propriétaires des maquilas ou des ZF).

#### 4. L'ÉTAT D'EXCEPTION EN PROCESSUS DE GÉNÉRALISATION

Force est de constater que l'état d'exception qui se déroule au Salvador n'est pas confiné au camp que constituent les ZF : il tend à se généraliser dans la période à l'étude. Ainsi, si la spatialisation des ZF et les conditions de travail observées dans les ZF permettent d'établir la présence d'un camp, un autre phénomène, celui de l'extension de l'exception, se manifeste également. Cette amplification peut être décelée dans l'assouplissement du cadre légal, dans la création des EF et dans l'administration et la propriété privées des ZF<sup>112</sup>, mais se déploie aussi très concrètement dans les conditions de travail des ouvriers.

D'abord, les travailleurs, en plus d'être disséminés à travers le pays dans les EF, sont également de plus en plus nombreux à travailler à domicile ou dans des locaux hors ZF/EF, comme sous-contractants pour les maquilas<sup>113</sup>. Ces travailleurs se retrouvent dans des conditions plus précaires que leurs collègues en ZF/EF, puisqu'ils sont appelés à faire de la sous-traitance contractuellement, selon la demande et sans stabilité quant à leur emploi<sup>114</sup>. Ce phénomène qui prend de l'ampleur dans la décennie 1990 fait en sorte qu'« il y a un enchaînement en matière de déplacement de coûts, depuis la multinationale à la maquila, et de la maquila jusqu'à l'atelier, dans un processus qui, à chaque phase, entraîne des conditions de travail plus précaires<sup>115</sup> ».

De plus, comme nous l'avons vu dans la section *Déclaration de l'état d'exception*, les gouvernements successifs salvadoriens ont démontré vouloir étendre les concessions accordées aux entreprises en ZF/EF pendant la décennie, le président Calderón Sol ayant

---

<sup>112</sup> Voir section *Mise en place des structures de fixité*.

<sup>113</sup> Organisation internationale du travail (OIT). *La sindicalización de las mujeres trabajadoras de la maquila : equidad de género y trabajo de la mujer en centroamerica*, loc. cit.

<sup>114</sup> Fundación Nacional para el Desarrollo (FUNDE). *La industria en El Salvador : Analisis y propuestas*, loc. cit., p. 36.

<sup>115</sup> *Ibid.* [Traduction libre de « hay todo un encadenamiento en materia de desplazamiento de costes, desde la multinacional a la maquiladora, y de esta al taller, en un proceso que incluye en cada fase unas condiciones de trabajo y de contratación cada vez más precarias. »]

même déclaré vouloir faire du Salvador « une immense zone franche<sup>116</sup> ». En voulant attirer les investisseurs étrangers, l'ARENA a travaillé de concert avec les patrons pour s'assurer de la docilité des travailleurs et favoriser un climat national favorable au commerce international<sup>117</sup>. Ainsi, « les maquilas représentent les activités dans lesquelles s'applique la flexibilisation du travail dans toute sa magnitude et constituent en ce sens un bonne illustration de ce qui est envisagé pour l'ensemble du pays<sup>118</sup> ».

Finalement, malgré le portrait fort inquiétant des conditions salariales que nous avons déjà exposé, l'ASIC milite ardemment, pendant la période étudiée, pour qu'un salaire minimum distinct du reste du pays soit établi pour les ZF/EF<sup>119</sup>. Connaissant les liens étroits qui unissent les gouvernements salvadoriens issus de l'ARENA et les élites économiques des ZF/EF, c'est sans surprise que la mesure de salaire différencié sera appliquée dès 2003, laissant ainsi les travailleurs des ZF/EF avec un salaire *légal* plus bas que dans les autres secteurs du pays<sup>120</sup>.

La tendance à la généralisation de l'exception pourrait ainsi confirmer la présomption d'Agamben concernant le camp comme « nouveau *nomos* biopolitique de la planète<sup>121</sup> », mais notre étude de cas étant limitée au Salvador, nous ne pourrions prétendre à de telles conclusions. Sur le plan national toutefois, il ne fait pas de doute que l'exception ne se confine plus aux simples ZF salvadoriennes, mais s'étend dans l'intégralité du territoire. Ici, le caractère mutuellement constitutif de la norme et de l'exception se dessine : « rather

---

<sup>116</sup> La Prensa Gráfica. « Dr. Calderón Sol anuncia desgravación arancelaria y la creación de una gran zona franca para el país », 3 janvier 1996, p. 3; Fundación Nacional para el Desarrollo (FUNDE). « Economía Política del Primer Año de Gobierno de Calderón Sol », *Bulletin Alternativas para el Desarrollo*, rédigé par Joaquín Arriola, no. 30, San Salvador, juin/juillet 1995, p. 2 et Segovia, Alexander. *Transformación estructural y reforma económica en El Salvador: el funcionamiento económico de los noventa y sus efectos sobre el crecimiento, la pobreza y la distribución de ingreso*. California : F&G Editores, 2002, p. 44.

<sup>117</sup> Structural Adjustment Participatory Review International Network (SAPRIN). *La flexibilización del mercado laboral en El Salvador*. *loc. cit.*, p. 14.

<sup>118</sup> *Ibid.* [Traduction libre de « las maquilas representan las actividades en las cuales se aplica la flexibilización laboral en toda su extensión, por tanto es una buena ilustración de lo que se quiere aplicar en todo el país. »]

<sup>119</sup> Nations Unies, Comisión Económica para América Latina (CEPAL). *La situación económico -laboral de la maquila en El Salvador: un análisis de género*, *loc. cit.*, p. 50.

<sup>120</sup> República de El Salvador, Ministerio de Trabajo y Previsión Fiscal. *Decreto no. 37 – Tarifas de Salarios Mínimos para los Trabajadores del Comercio, de la Industria, Servicios y Maquila Textil y Confección*, publié dans le Diario Oficial, tome 359, no. 93, 23 mai 2003, p. 31-32.

<sup>121</sup> Agamben, Giorgio. *Moyen sans fins. Notes sur la politique*. *loc. cit.*, p. 56. [Italique dans l'original]

than constitutive of law, the space of current exceptions is indicative on an ongoing transformation of law<sup>122</sup> ».

## 5. CONCLUSION PARTIELLE

Cette section avait pour objectif de démontrer trois caractéristiques centrales du moment d'exception à l'œuvre au Salvador, à savoir la présence d'un camp en tant que structure de l'état d'exception, l'essor d'une force-de-lai au sein duquel l'État est un protagoniste central et une tendance à la généralisation de l'état d'exception dans l'ensemble du pays. Ainsi, à travers la spatialisation du camp, les abus, l'exception économique et des études de cas, nous avons démontré qu'il existe bel et bien, dans la période étudiée, un moment d'exception au Salvador qui est de moins en moins confiné aux ZF.

Cette conclusion vient étoffer notre compréhension du régime de ZF au Salvador en précisant davantage le *comment* de ce phénomène, c'est-à-dire la manière dont celui-ci est progressivement mis en place et maintenu en tant qu'état d'exception. Dans la prochaine section, nous nous pencherons plutôt sur le *pourquoi* des ZF, dans une tentative de repérer les intérêts qui sont servis par cet état d'exception.

---

<sup>122</sup> Aradau, Claudia. *op. cit.*, p. 4.

## ACHÈVEMENT DE LA FIXATION SPATIALE

---

L'achèvement de la fixation spatiale est le deuxième élément du concept de fixation spatiale, tel que nous l'avons établi lors de l'élaboration du cadre théorique. Nous avons déjà discuté de la mise en place de la fixité dans la deuxième section de la présente thèse. Cette section s'est surtout affairée à démontrer un des deux aspects de la fixation spatiale, à savoir le besoin de fixité à travers la construction de l'espace et son financement ainsi que la mise en place d'un régime juridique. La présente section s'attardera à établir le deuxième sens de la fixation spatiale, celui qui considère les crises de suraccumulation et l'expansion géographique comme un paradoxe inhérent au capitalisme.

Ce deuxième sens guide donc la formulation de notre argument pour la présente section : **la création d'un régime de ZF et l'emplacement subséquent de celles-ci sur le territoire salvadorien ne répondaient pas principalement, comme l'ont dit les énonciateurs centraux<sup>1</sup>, à des problèmes de pauvreté et de chômage, mais davantage aux besoins du capital états-unien.** Pour étayer cet argument, nous mobiliserons les écrits d'Harvey, qui souligne que ce sens de la fixation spatiale est utile « to describe capitalism's insatiable drive to resolve its inner crisis tendencies by geographical expansion and restructuring<sup>2</sup> ». Deux éléments centraux à notre analyse se dégagent donc de la citation d'Harvey : d'abord, les crises internes du capitalisme, puis l'expansion et la restructuration qui viennent répondre à ces mêmes crises. Harvey nous invite également à aborder la question sous un angle géographique, qui tiendrait compte des manifestations locales de cette caractéristique du capitalisme.

Dans un premier temps, nous décrirons donc la crise de suraccumulation qui a affecté le secteur manufacturier/textile états-unien et qui a été à l'origine du mouvement d'expansion géographique constaté à partir des années 1980. Dans un deuxième temps, nous démontrerons, à travers certains discours de USAID, que la primauté du projet de ZF au Salvador était accordée aux besoins du capital. Finalement, nous élaborerons des cartes géographiques démontrant que l'emplacement des ZF au Salvador à la fin de la période d'étude n'est pas conforme à ce qui a été avancé par les énonciateurs lors de la déclaration

---

<sup>1</sup> Voir section *Déclaration de l'état d'exception* de la présente thèse.

<sup>2</sup> Harvey, David. « Globalization and the "Spatial fix" », *Geographische revue*, vol. 2, 2001, p. 24.

de l'état d'exception. Comme nous le verrons au fil de cette démonstration, les États salvadorien et états-unien jouent un rôle clé pour faciliter le processus de fixation spatiale.

## 1. CRISE DE SURACCUMULATION DU CAPITAL

La crise, élément déclencheur du processus de fixation spatiale, est selon Harvey en partie due à des problèmes de suraccumulation de capital, plus précisément à une « juxtaposition d'excédents de capital et de force de travail, sans qu'il soit apparemment possible de les mettre en œuvre de façon profitable<sup>3</sup> », ce que Bervely Silver a précisé comme étant des « crisis of profitability and control<sup>4</sup> ». La situation de l'industrie textile aux États-Unis dans les années 1980 est conforme à cette définition, comme le dépeint Israel Rosen :

By 1980 there had been two oil crisis, a worldwide recession, a dramatic growth of foreign investment to United States, and a crisis in U.S. manufacturing that was leading to a "new international division of labor" that was contributing to the "deindustrialization of America". [...] *Sluggish economic growth and reduce profitability in the advanced capitalist countries were driving multinationals to promote the flow of capital beyond national boundaries – to seek new investment opportunities, particularly in developing countries*<sup>5</sup>.

Cette crise de profitabilité avait été soulignée par les entreprises manufacturières états-uniennes dès les années 1980 : à leurs yeux, la production textile aux États-Unis n'était plus viable<sup>6</sup>. Cette conclusion doit être interprétée à la lumière des nombreux changements qui s'opèrent dans le monde industriel états-unien entre 1960 et 1980, notamment dans le secteur textile. Ce dernier voit son industrie affectée, d'une part, par l'entrée en scène des vêtements asiatiques sur le marché<sup>7</sup> et, d'autre part, par le renforcement du pouvoir

---

<sup>3</sup> Harvey, David. « Le "Nouvel Impérialisme" : accumulation par expropriation », *Actuel Marx*, no. 35, p. 72.

<sup>4</sup> J. Silver, Bervely. « Forces of Labor: Workers' Movements and Globalisation since 1970 », Cambridge : Cambridge University Press, 2003, p. 39.

<sup>5</sup> Israel Rosen, Elle. *Making Sweatshops : The Globalization of the U.S. Apparel Industry*, London : University of California Press, 2002, p. 120. [Nos italiques]

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 139.

<sup>7</sup> Andrade Oviedo, Geovani Alvaro, Alisson Janeth Henriquez Diaz et Olga Ivette Peraza Bonilla. « Diseño de un sistema de gestión del conocimiento sincronizado para el mejor desempeño de los niveles gerenciales de las empresas dedicadas a la industria manufacturera textil establecidas en las zonas francas en el Departamento de La Libertad », mémoire de licence, septembre 2003, San Salvador : Universidad Francisco Gavidia, p. 11. et Centro Latinoamericano de Competitividad y Desarrollo Sostenible (CLACDS). *La industria textil en Centroamérica*, rédigé par Luis Obando y Cristián Cortés. San José : Observatorio de PYMEs, janvier 2002, p. 16 et Consejo Monetario Centroamericano. *Efectos de la maquila en el sector real y en la balanza de pagos de El Salvador*. San Salvador : Documento de Investigación No. 1, 2001, p. 4.

syndical aux États-Unis<sup>8</sup>. De fait, entre les années 1960 et 1980, les demandes syndicales et populaires pour le respect de l'environnement et de la santé des travailleurs du textile états-uniens se font de plus en plus pressantes et le gouvernement ajustera la réglementation pour satisfaire ces revendications<sup>9</sup>. Les entreprises du textile, réunies en congrès en 1977, affirment ne plus être en mesure d'obtenir des taux de profits satisfaisants compte tenu des nouvelles règles qu'ils doivent respecter<sup>10</sup>. En ce sens, « [a]s circumstances began to change, a small number of capital-rich firms sought to carve out a new path to future textile success<sup>11</sup>. » Dans ce contexte, les firmes de ce secteur devaient réduire les coûts de la main d'œuvre en automatisant davantage la production ou en relocalisant la production vers des endroits moins « contraignants »<sup>12</sup>. Le mot d'ordre était alors : « automate, relocate or evaporate<sup>13</sup> ».

Les nouvelles conditions du marché textile aux États-Unis rappellent la définition que donne Harvey de la crise, celle-ci pouvant être imputable à des « [s]urpluses of capital and shortages of labor (or rigidity in labor markets because of political and institutional barriers) <sup>14</sup> ». Comme nous l'avons vu à la section *Mise en place de la fixité*, cette crise « can be "fixed" either by the movement of capital to areas of labor surpluses and/or weak labor organization (hence North American capital moving into maquilas along the Mexican border)<sup>15</sup> ». La perspective géographique s'avère alors pertinente pour comprendre les mouvements de capitaux subséquents à la crise de suraccumulation, en ce qu'elle permet d'exposer les mouvements de capitaux des États-Unis vers le Salvador à travers une analyse des conditions locales préalables à la délocalisation des entreprises textiles.

---

<sup>8</sup> J.S. Ross, Robert. « The Rag Trade as the Canary in the Coal Mine: The Global Sweatshop 1980-2010. » *New Labor Forum*, vol. 20, no. 1, hiver 2011, p. 47-48.

<sup>9</sup> W. Douglas, Cooper. « The US Textile Industry Renaissance of 1960-80 », *Textile History*, vol. 42, no. 1, p. 111 et 112.

<sup>10</sup> *Ibid.*, p. 113.

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 105.

<sup>12</sup> Ross, Andrew (sous la dir.) *No Sweat: Fashion, Free Trade, and the Rights of Garment Workers*, Londres : Verso, 1997, p. 22.

<sup>13</sup> Palpacuer, Florence. « Development of Core-Periphery Forms of Organization : Some Lessons from the New York Garment Industry », manuscrit non-publié, Eisenhower Center for the Conservation of Human Resources, Columbia University, cité dans Ross, Andrew (sous la dir.) *No Sweat: Fashion, Free Trade, and the Rights of Garment Workers*, Londres : Verso, 1997, p. 22.

<sup>14</sup> Harvey, David. « Globalization and the "Spatial fix" », *loc. cit.*, p. 26.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 26.

D'ailleurs, USAID avait déjà ciblé, dans son avant-projet de ZF pour le Salvador, le secteur manufacturier comme premier secteur ayant un « haut potentiel<sup>16</sup> » à délocaliser sa production au Salvador. Ainsi, pour la promotion des ZF, elle prévoyait cibler les entreprises manufacturières susceptibles de déplacer leurs opérations au Salvador : « [a]nalysis to pinpoint the most probable geographic and sectoral origins of demand for Salvadoran zone facilities is essential [...]. This will serve as the basis for preparing the promotional material to attract those industries which can benefit most from locating in a Salvadoran free zone.<sup>17</sup> »

Bref, c'est sans surprise que le régime de ZF créé au Salvador va jouer le rôle de « fixation » pour absorber le capital des entreprises manufacturières états-uniennes en crise de rentabilité.

## 2. INADÉQUATION ENTRE LES DISCOURS SALVADORIEN ET ÉTATS-UNIEN

### a. *Discours salvadorien*

Le gouvernement salvadorien a énormément insisté, comme nous l'avons vu dans la section *Déclaration de l'état d'exception*, sur les problèmes de pauvreté et de chômage à la sortie de la crise. Les ZF étaient alors présentées comme une solution pouvant résorber ces problèmes. Sur le plan géographique, le département de San Miguel était particulièrement visé, le président Cristiani parlant alors de « l'esprit de sacrifice<sup>18</sup> » et de la « capacité de travail<sup>19</sup> » de la population de la région orientale, qui permettraient au gouvernement de « générer suffisamment de postes de travail pour permettre l'absorption de la population au chômage<sup>20</sup> ». Le président affirmait donc que « la zone orientale de la république aura un traitement de haute priorité<sup>21</sup> » puisqu'elle a « des caractéristiques démographiques et

---

<sup>16</sup> United States International Development Cooperation Agency/Agency for International Development. *El Salvador – Project Paper – Free Zone Development*. Washington, 30 août 1988, Annexe G, p. 8.

<sup>17</sup> United States of America AID Mission to El Salvador. *Cooperative Agreement no. 519-0323-A-8872-00, Free Zone Development Project, Private Sector Component*, San Salvador, 31 août 1988, p. 21.

<sup>18</sup> Cristiani, Alfredo. « Discurso Pronunciado en la Inauguración de la “Novena Feria Industrial de San Miguel” », 6 novembre 1991, dans República de El Salvador. *Discursos del Presidente de la República de El Salvador : Licenciado Alfredo Cristiani*. Tome V, juillet-décembre 1991, [Traduction libre « espíritu de sacrificio »]

<sup>19</sup> *Ibid.* [Traduction libre « capacidad de trabajo »]

<sup>20</sup> *Ibid.* [Traduction libre « generar suficientes puestos de trabajos que permitan absorber a la población desempleada. »]

<sup>21</sup> *Ibid.* [Traduction libre « la Zona Oriental de la República figura con un tratamiento de alta prioridad. »]

géographiques à haut potentiel de développement<sup>22</sup> ». En 1994, le projet d'y construire des ZF était très publicisé<sup>23</sup>. La directrice du Développement du commerce et des investissements du Ministère de l'économie mentionnait que « [l]a raison sociale la plus forte [justifiant la création de ZF] est la nécessité de générer du développement et des opportunités de travail dans les zones qui n'ont pas un potentiel naturel<sup>24</sup> », idée partagée par le gouverneur de San Miguel, qui souhaitait enrayer les problèmes de chômage dans le département grâce à la construction d'une ZF<sup>25</sup>. Ainsi, il appert que le gouvernement salvadorien espérait créer des pôles de développement grâce aux ZF et ainsi répondre aux problèmes de pauvreté et de chômage, particulièrement dans la région orientale du pays.

### ***b. Discours de USAID***

Or, USAID ne voyait pas du même œil le projet de ZF au Salvador. À la lecture des documents émis par l'organisation, il semble que le développement des ZF et l'emplacement de celles-ci devaient être laissés au bon vouloir des entreprises voulant s'y installer ou en développer :

experience in other countries has demonstrated the zone location is all-important. This is precisely the reason why the Mission [of USAID/El Salvador] did not pre-select free zone locations, leaving the decision up to the private developers. When the location is determined by political or regional development criteria, such as the desire to create a regional development pole, the success of the free zone is dubious, as development and external infrastructure costs are often inordinately high. Since the private developers will be required to perform site/location analysis to obtain a free zone designation, and will incur substantial debt financing, they are in the best position to determine the optimal location for their respective zones<sup>26</sup>.

Les propos de USAID sont en ce sens très explicites : le choix de l'emplacement des ZF ne doit pas être motivé par des critères de développement régional. Cette conception se

---

<sup>22</sup> *Ibid.* [Traduction libre « sus características poblacionales y geográficas tiene un enorme potencial de desarrollo. »]

<sup>23</sup> La Prensa Grafica. « Bajo la idea de crear polos de desarrollo proliferan las zonas francas », 4 octobre 1994, p. 14-A et 15-A et La Prensa Grafica. « Zona francas para reactivar Oriente », 13 octobre 1994, p. 71-A.

<sup>24</sup> La Prensa Grafica. « Bajo la idea de crear polos de desarrollo proliferan las zonas francas », 4 octobre 1994, p. 15-A. [Traduction libre de « la razón social más poderosa es la necesidad de generar desarrollo y oportunidades de trabajo en zonas que no tienen un potencial económico propio natural »]

<sup>25</sup> La Prensa Grafica. « Zona francas para reactivar Oriente », 13 octobre 1994, p. 71-A.

<sup>26</sup> United States International Development Cooperation Agency/Agency for International Development. *El Salvador – Project Paper – Free Zone Development*. Washington, 30 août 1988, p. 41.

concrétise notamment dans le fait que plusieurs études ont été menées par USAID avant le démarrage du projet ZF afin de vérifier l'intérêt des firmes pour s'y installer, alors qu'aucune étude n'a été conduite auprès des populations concernées par l'implantation de ces ZF<sup>27</sup>.

Par ailleurs, on remarquera également l'intérêt spatio-temporel qui est porté aux ZF par USAID. Sur le plan spatial, notons l'emphase mise sur les éléments « fixés » (dans le sens de « construits ») et l'emplacement géographique, deux éléments qui puissent permettre la mobilité du capital<sup>28</sup> :

The productive and competitive labor force, attractive investment incentives, well-developed international transport infrastructure and services, and geographic location are all valuable assets that can help to attract new investment to a private free zone project in El Salvador<sup>29</sup>.

Sur le plan temporel, on cherchera également à suivre les besoins du capital et adapter la construction des ZF en conséquence :

Another lesson from other free zone/industrial parks is the need to build and develop in phases, and to be flexible, not building too much infrastructure, or having too many empty buildings at any one time. Therefore, the zones will be designed to be constructed in phases, responding to effective demand for space<sup>30</sup>.

Le souci spatio-temporel que manifeste USAID à l'égard du projet de ZF au Salvador est illustratif de ce que Harvey a évoqué quant au processus de fixation spatiale, à savoir que « [l]'expansion géographique et la restructuration spatiale [...] [ne sauraient] être [indépendants] de dispositifs temporels (*temporal fixes*) spécifiques, dans la mesure où l'expansion géographique implique souvent des investissements dans des infrastructures matérielles [...] dont l'amortissement, par le biais des activités productives qu'ils soutiennent, s'étalent sur plusieurs années<sup>31</sup> ». En ce sens, USAID semble ici agir comme une entité coordonnant les aspects géographiques et temporels des mouvements de capitaux des

---

<sup>27</sup> *Ibid.*, annexe G.

<sup>28</sup> Harvey, David. « Globalization and the "Spatial fix" », *loc. cit.*, p. 25.

<sup>29</sup> United States International Development Cooperation Agency/Agency for International Development. *El Salvador – Project Paper – Free Zone Development*. *loc. cit.*, annexe G, p. 10

<sup>30</sup> *Ibid.*, p. 41. [Nos soulignements]

<sup>31</sup> Harvey, David. « Le "Nouvel Impérialisme" : accumulation par expropriation », *loc. cit.*, p. 72. [Italiques dans l'original]

États-Unis vers les ZF salvadoriennes, sans toutefois en être la tête dirigeante : les choix liés à l'emplacement et la temporalité de la construction des ZF sont laissées aux besoins du capital, USAID se limitant à en faciliter le déplacement.

En somme, à la lecture des documents du projet de USAID pour le Salvador, deux constats émergent : premièrement, l'État - à travers USAID - joue un rôle central de coordination permettant au capital de se déplacer. Deuxièmement, les besoins du capital priment, autant géographiquement que temporellement. Le deuxième sens de la fixation spatiale est clairement explicité par l'institution et le projet est conçu et planifié en conséquence. En ce sens, c'est sans surprise que l'expansion géographique au Salvador du capital suraccumulé des États-Unis se fera selon les besoins du capital et non selon des questions de pauvreté ou de chômage, comme le démontre la prochaine section.

### 3. CARTOGRAPHIE DES ZF

La cartographie que nous proposons a pour objectif d'illustrer notre argument à travers une représentation géographique comparant les indicateurs principaux à l'emplacement subséquent des ZF. Dans un premier temps, nous présenterons des cartes du Salvador représentant les régions du pays selon trois indicateurs chers aux énonciateurs centraux, à savoir le taux de chômage, la pauvreté totale et la pauvreté extrême au moment de la création du régime de ZF. Dans un deuxième temps, nous comparerons les cartes des trois indicateurs à la carte démontrant l'emplacement des ZF à la fin de notre période d'étude, ce que nous avons appelé « Achèvement de la fixation spatiale ».

#### *a. À la sortie de la guerre civile salvadorienne*

Le coup d'envoi du régime de ZF est donné en 1990<sup>32</sup>, mais est déjà en cours de planification l'année précédente, à l'arrivée du président Cristiani au pouvoir. Nous avons donc retenu 1989 comme année pouvant nous éclairer sur l'état de la pauvreté et du chômage au Salvador, notamment parce que les discours à ce sujet émergent massivement à ce moment.

---

<sup>32</sup> Voir section *Mise en place de la fixité*.

Les données disponibles pour dresser un portrait régional des conditions de vie de la population couvrent respectivement la période d'octobre 1988 à février 1989. Les *Encuestas de Propósitos y Hogares Múltiples* (Enquêtes aux objectifs et foyers multiples, ci-après EPHM) divisent le pays en cinq régions : 1- La **région métropolitaine de San Salvador** (ci-après RMSS), qui regroupe la zone urbaine de San Salvador et les municipalités voisines (Mejicanos, San Marcos, Ayutuxtepeque, Cuscatancingo, Ciudad Delgado, Ilopango, Soyapango, Antiguo Cuscatlán y Nueva San Salvador); 2- La **région occidentale**, qui regroupe les départements de Santa Ana, Ahuachapán et Sonsonate; 3- La **région centrale I**, qui regroupe les départements de La Libertad, Chalatenango, Cuscatlán et San Salvador (en excluant la RMSS); 4- La **région centrale II**, qui regroupe San Vicente, la Paz et Cabañas; 5- La **région orientale**, qui regroupe les départements de Usulután, San Miguel, Morazán et La Unión<sup>33</sup>.

Nous avons ainsi, à l'aide des EPMH, colligé les informations concernant le taux de pauvreté (relatif, extrême et total) par foyer pour chacune des régions du pays et, dans le cas des taux de chômage, pour chacune des régions. À partir de ces données, nous avons réalisé des cartes du pays qui représentent la crise à travers les particularités régionales.



<sup>33</sup> República de El Salvador, Ministerio de Planificación y Coordinación del Desarrollo Económico y social. *Encuesta de Hogares y Propósitos múltiples. Total País Urbano*, octubre 1988 à février 1989, vol. 1, p. 3. et República de El Salvador, Ministerio de Planificación y Coordinación del Desarrollo Económico y social. *Encuesta de Hogares y Propósitos múltiples. Total País Urbano*, octubre 1991 à mars 1992, vol. 1, p.1-2.

Carte du Salvador - Régions selon le taux de pauvreté total  
(extrême et relatif) (1989)



Carte du Salvador - Régions selon le taux de pauvreté extrême  
(1989)



Tableau de hiérarchisation des indicateurs sélectionnés (du pire au mieux)		
Taux de chômage	Pauvreté (totale)	Pauvreté (extreme)
Centrale II	Centrale II	Centrale II
Orientale	Centrale I	Orientale
AMSS	Orientale	Centrale I
Occidentale	Occidentale	Occidentale
Centrale I	AMSS	AMSS

Les cartes illustrent clairement que les régions affichant les pires résultats en matière de pauvreté et de chômage sont sans équivoque la région centrale II et la région orientale. La région occidentale et le RMSS font

relativement bonne figure en comparaison aux autres régions : le RMSS affiche les meilleurs résultats à deux des trois indicateurs retenus et la région occidentale est avant-dernière dans les trois indicateurs. Le tableau ci-haut reprend ces informations afin de les

<b>El Salvador : Pauvreté extrême et relative selon ruralité vs urbanité (octobre 1991 à mars 1992)</b>			
<i>Pauvreté urbaine</i>		<i>Pauvreté rurale</i>	
Pauvreté extrême	23.25%	Pauvreté extrême	33.61%
Pauvreté relative	30.49 %	Pauvreté relative	32.51%
<b>Total</b>	<b>53.74%</b>	<b>Total</b>	<b>66.12%</b>

présenter selon une hiérarchie de performance aux indicateurs sélectionnés. Par ailleurs, il convient de noter que si la pauvreté et le chômage ne sont pas homogènes d'une région à

l'autre, ils affectent aussi différemment les populations rurales et urbaines. De fait, la guerre civile salvadorienne s'est déroulée principalement dans les régions rurales et cette caractéristique a un effet non négligeable sur les indicateurs à la sortie de la crise, comme le démontre le tableau ci-contre<sup>34</sup>.

### ***b. Achèvement de la fixation spatiale***

Vers l'année 2000 (fin de notre période d'étude), huit ZF sont construites et sept sont en construction. La carte suivante<sup>35</sup> démontre leur emplacement à ce moment.

<sup>34</sup> Tableau tiré de Roggenbuck, Stefan. *Neoliberalismo versus economía social de mercado. Los desafíos de El Salvador ante la globalización*, San Salvador : Konrad Adenauer Stiftung, 1996, p. 78.

<sup>35</sup> La carte a été élaborée à partir du modèle tiré de l'Agencia Nacional de Promoción de Inversiones de El Salvador (PROESA), reproduite dans Rivera Pineda, Jenny Mirian, Hernández Amaya, María de La Paz et Rolando Alfredo Lobo Melara. « Propuesta de un plan estratégico de requerimiento para la compra de materia prima que incremente la productividad en la medianas empresas que elaboran ropa deportiva ubicadas en el municipio de San Salvador », mémoire de licence, mars 2007, San Salvador : Universidad Francisco Gavidia, p. 5 et complétée à l'aide des données tirées de El Diario de Hoy. « La maquila tiene que reconvertirse », 6 décembre 2002, en ligne, <http://www.elsalvador.com/noticias/2002/12/6/negocios/negoc5.html> et Fundación Salvadoreña para el Desarrollo Económico y Social (FUSADES). *Política comercial y evolución del sector exportador durante los noventas en El Salvador*, rédigé par Carolina Alas de Franco, San Salvador : Departamento de Estudios Económicos y Sociales, août 2002, p. 21.



En ce qui a trait aux enclaves fiscales<sup>36</sup>, la carte à la page suivante<sup>37</sup> donne un aperçu de leur emplacement et du nombre de travailleurs employés par ces entreprises.

---

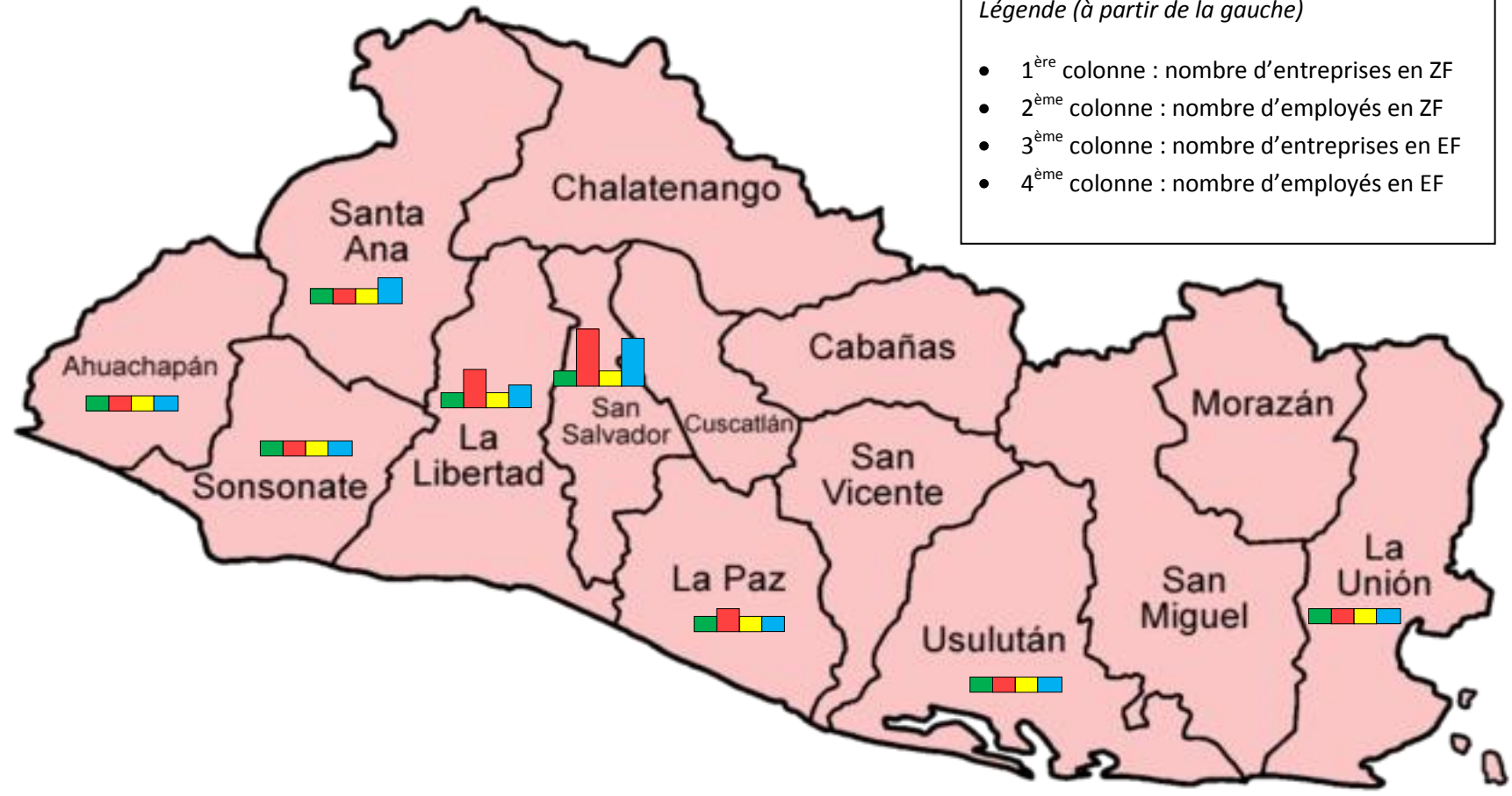
<sup>36</sup> Il convient de rappeler que les enclaves fiscales sont un régime donnant les mêmes bénéfices concédés dans les ZF (exemption des taxes et impôts, par exemple), mais à des entreprises situées à l'extérieur des ZF qui répondent à des critères précis (production pour l'exportation, par exemple).

<sup>37</sup> Carte produite à partir des données tirées de Nations Unies, Comisión Económica para América Latina (CEPAL). *La situación económico-laboral de la maquila en El Salvador: un análisis de género*, rédigé par Ligia Elizabeth Alvarenga Jule, Santiago de Chile : Unidad Mujer y Desarrollo, mai 2001, p. 29. [Traduction libre de la légende]

### Carte du nombre d'entreprises et d'employés en ZF et EF (1999)

*Légende (à partir de la gauche)*

- 1<sup>ère</sup> colonne : nombre d'entreprises en ZF
- 2<sup>ème</sup> colonne : nombre d'employés en ZF
- 3<sup>ème</sup> colonne : nombre d'entreprises en EF
- 4<sup>ème</sup> colonne : nombre d'employés en EF



À la lumière des deux dernières cartes, notons que : 1- la grande majorité des ZF construites, des ZF en construction et des entreprises en EF se concentre autour de la capitale San Salvador (RMSS); 2- on ne dénote qu'une ZF en construction dans la région orientale (province d'Usulután), qui était pourtant une « haute priorité<sup>38</sup> » pour le gouvernement; 3- la plupart des ZF et des entreprises en EF sont localisées près de l'aéroport et des autoroutes principales, ce qui facilite la fluidité et l'exportation des marchandises produites en ZF vers le marché états-unien<sup>39</sup> et 4- la majorité des ZF et EF se situent dans les régions urbaines et non rurales<sup>40</sup>.

Ainsi, lorsque mise en parallèle avec les cartes des indicateurs sélectionnés, la cartographie des ZF et des EF démontre que leur emplacement est conforme aux besoins de fluidité du capital et non aux problèmes de pauvreté ou de chômage. Les maquilas, rappelons-le, sont tributaires de matières importées et œuvrent principalement à produire des biens finis dédiés à l'exportation. En ce sens, cette importance accordée à l'emplacement de ces entreprises ainsi qu'à la mobilité des biens révèlent encore une fois la présence des besoins du capital sur les besoins de la population.

## 1. CONCLUSION PARTIELLE

Dans cette section, nous avons d'abord démontré que le secteur textile états-unien a connu une crise de suraccumulation à partir des années 1980 qui s'est soldée par une expansion géographique caractérisée par un mouvement de capitaux des États-Unis vers les ZF du Salvador. Puis, nous avons exposé le contraste entre les discours salvadorien et états-unien quant au rôle des ZF : dans le premier cas, le gouvernement salvadorien espérait en faire des pôles de développement régional permettant de réduire la pauvreté et le chômage,

---

<sup>38</sup> Cristiani, Alfredo. « Discurso Pronunciado en la Inauguración de la "Novena Feria Industrial de San Miguel" », 6 novembre 1991, dans República de El Salvador. *Discursos del Presidente de la República de El Salvador : Licenciado Alfredo Cristiani*. Tome V, juillet-décembre 1991, p. 39 [Traduction libre de « la Zona Oriental de la República figura con un tratamiento de alta prioridad. Tenemos que levantar la pujanza productiva de esta región que siempre ha sido clave para la economía salvadoreña, y que por sus características poblacionales y geográficas tiene un enorme potencial de desarrollo. »]

<sup>39</sup> Robles Rivera, Francisco. « Nuevos Espacios de Acumulación : Modelo de Ajuste Estructural en El Salvador y Costa Rica (1980-1999) », *Revista de Ciencias Sociales*, vol. II-III, no. 128-129, 2010, p. 110.

<sup>40</sup> Centro de Estudios del Trabajo, CENTRA/Centro de Solidaridad AFL-CIO, Proyecto de Investigación Permanente en la Maquila. *Dinámica de la Actividad Maquiladora y Derechos Laborales en El Salvador*, rédigé par Carolina Quinteros, Gilberto García, Roberto Góchez et Norma Molina, San Salvador, mars 1998, p. 16

particulièrement dans la région orientale; dans le deuxième cas, USAID a clairement établi que les ZF allaient être créées temporellement et géographiquement selon les besoins du capital. Finalement, nous avons élaborés des cartes illustrant l'incohérence entre la manifestation régionale de la pauvreté et du chômage au Salvador et l'emplacement subséquent des ZF et des EF au pays. En somme, ces trois sections réunies démontrent que **la création d'un régime de ZF et l'emplacement ultérieur de celles-ci sur le territoire salvadorien ne répondaient pas principalement à des problèmes de pauvreté et de chômage, mais bien aux besoins du capital états-unien.** Nous partageons donc les conclusions de Quinteros et al., qui soulignent qu'

[i]l est intéressant de rappeler qu'un des principaux arguments pour promouvoir les activités de maquila était de créer des sources d'emploi à des populations rurales affectées par le chômage. Dans une direction contraire, la logique du marché a promu le développement de cette activité au sein des régions urbaines et des métropoles, renforçant ainsi le processus déjà existant de concentration des activités économiques dans la RMSS. [À quelques exception près], les entreprises maquila se sont installées dans le tissu urbain de la RMSS<sup>41</sup>.

Il n'est donc pas étonnant, considérant la primauté accordée aux besoins du capital, qu'à la fin de la période d'étude, la croissance économique salvadorienne aidée par l'industrie maquila ne se soit pas traduite « into any reduction in poverty or unemployment<sup>42</sup> ». Ainsi, selon une dépêche du *Global Information Network* de 1999, « [t]he State of the Nation study by the U.N. Development Program (UNDP) and the Council indicates that, although there has been macroeconomic progress [in El Salvador], it has not been equitably distributed and disparities remained between the urban and rural populations<sup>43</sup> ». Ce constat pour la période d'étude est étroitement lié aux conclusions d'Harvey quant aux conséquences de la multiplication de fixations spatiales dans l'ère néolibérale, à savoir la production de « spiraling inequalities between regions and spaces [...] ». The outcome is that rich regions

---

<sup>41</sup> *Ibid.* [Traduction libre de « es interesante recordar que uno de los principales argumentos del incentivo a las actividades de maquila fue llevar fuentes de empleo a poblaciones rurales afectadas por el desempleo. En una dirección contraria, la lógica del mercado ha incentivado el desarrollo de esta actividad con características urbanas y metropolitanas, reforzando el proceso existente de concentración de las actividades económicas en la RMSS [...]. A excepción de la Zona Franca de "El Pedregal", en La Paz y la posible instalación de la Zona Franca "La Concordia" [...] en Jiquilisco, Usulután, las empresas de maquila se han asentado en el tejido urbano de la RMSS. »]

<sup>42</sup> Voir *Global Information Network*. « Development – Salvador : Growth Without Equity », 30 avril 1999.

<sup>43</sup> *Ibid.*

grow richer and poor regions grow relatively poorer<sup>44</sup>». En somme, la pauvreté et le chômage au Salvador apparaissent plutôt comme un problème subordonné aux crises de suraccumulation du capital : le combat contre la pauvreté à travers la création d'emplois dans les maquilas ne constitue pas un objectif principal, mais bien un corollaire positif découlant de l'intérêt des investisseurs à s'y installer<sup>45</sup>.

---

<sup>44</sup> Harvey, David. « Globalization and the "Spatial fix" », *loc. cit.*, p. 29.

<sup>45</sup> Montoya, Aquiles. « La concentración en la industria manufacturera salvadoreña », *Estudios CentroAmericanos*, 1988, en ligne, <http://www.uca.edu.sv/publica/eca/599art2.html>.

## CONCLUSION

---

Nous proposons pour cette dernière section un retour sur la démarche de rédaction de la thèse en rappelant les principaux éléments qui la composent, une ouverture devant proposer des pistes de recherches futures sur notre objet d'étude et, finalement, une réflexion pour cerner les possibilités de résistance.

### 1. RETOUR SUR LA DÉMARCHE DE RÉDACTION DE LA THÈSE

La présente thèse avait pour objectif de répondre à la question suivante : « Comment expliquer la présence, la production de la légitimité et la localisation des ZF, ainsi que les relations de pouvoir s'exerçant en leur sein? ». Avec cette question, nous avons donc tenté de révéler, d'une part, le *comment* des ZF, c'est-à-dire la manière dont elles se déploient et se maintiennent et, d'autre part, le *pourquoi* des ZF, à savoir les intérêts qu'elles servent. Cette question de recherche requérait un cadre conceptuel qui puisse proposer une compréhension du processus général à l'œuvre derrière les ZF. Nous avons donc mobilisé les concepts de fixation spatiale et d'état d'exception afin d'offrir une perspective analytique nouvelle à l'étude des ZF. Nous avons décomposé puis relié ces deux concepts afin de les réunir au sein d'une relation temporelle et séquentielle que nous avons nommée « cycle narratif ». Notre objectif était alors, à l'aide du cas salvadorien, d'illustrer ce cycle narratif, étape par étape. Ce faisant, nous avons poursuivi l'argument général suivant : la construction, la légitimation, le maintien et la raison d'être des ZF s'expliquent à travers une relation entre la construction discursive et matérielle des espaces d'exception et les structures et pratiques qui visent un cycle d'accumulation dans ces mêmes espaces. Cet argument a été décomposé en quatre sections, suivant les différentes séquences du cycle narratif. La première section a démontré que la déclaration de l'état d'exception participe à la légitimation et la justification du moment d'exception par la différenciation et la hiérarchisation de catégories de la population (les pauvres et les femmes) dans une démarche visant à les inclure dans les sphères du marché et du développement. Or, un paradoxe émerge de ce discours puisque l'intégration de ces catégories de la population dans le marché et le développement passe par leur exclusion, notamment avec le cadre juridique exceptionnel qui est créé. La deuxième section a révélé que les États du Salvador et des États-Unis ont joué un rôle fondamental afin de créer un cadre légal, financier et logistique favorisant la mise en place de la fixité, cette dernière permettant ensuite

l'achèvement du processus de fixation spatiale. La troisième section s'est attardée au moment d'exception qui est à l'œuvre entre les années 1990 et 2000 au Salvador. Celui-ci est caractérisé par le développement d'un camp en tant que structure de l'état d'exception et par une force-de-loi au sein duquel l'État est un protagoniste central. Le camp tend à se généraliser à l'ensemble du pays, confirmant ainsi l'état d'exception à l'œuvre au Salvador pour la période à l'étude. Finalement, nous avons prouvé que la création d'un régime de ZF et l'emplacement subséquent de celles-ci sur le territoire salvadorien ne répondaient pas principalement, comme l'ont dit les énonciateurs centraux, à des problèmes de pauvreté et de chômage, mais davantage aux besoins du capital états-unien.

En somme, nous croyons avoir réussi à étayer notre argument principal à travers le cas salvadorien et la manière dont les ZF s'y sont développées entre les années 1980 et 2000. Membreño et Guerrero résumant avec force ce que nous avons tenté d'exposer au fil de cette thèse, à savoir que « non seulement nous [les Salvadoriens] louons notre territoire à faible coût, mais de plus, notre peuple est loué au salaire le plus bas, dans une forme de prostitution économique exercée par l'État dans laquelle l'investisseur est celui qui crée les règles du jeu, en marge de toute légalité<sup>1</sup> ».

## 2. PISTES D'OUVERTURE

L'espace restreint dont nous jouissons pour cette thèse a évidemment limité certaines pistes de recherche qui auraient mérité d'être explorées. Nous proposons ici quelques possibilités de prolongement de recherche sur les plans géographique et temporel afin que le cycle narratif puisse être mobilisé au sein d'autres contextes.

### a. *Élargissement géographique*

Les détails du cas que nous avons exposé dans cette thèse ne sont pas exclusifs au Salvador : d'autres pays voisins, notamment le Honduras, le Nicaragua et le Guatemala ont vu durant la même période se développer un régime de ZF similaire à celui du Salvador<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Membreño, Roland et Elsa Guerrero. *Maquila y organización sindical en Centroamérica*, Managua : Centro Editorial de la Mujer, 1994, p. 34. [Traduction libre de « No solo alquilamos el espacio territorial a bajo costo sino nuestra gente es rentada al mejor postor y al salario mas bajo, en un especie de prostitucion economica ejercida por El Estado, donde el inversionista es el que crea las reglas del juego, al margen de toda la legalidad de los paises donde se asienta. »]

<sup>2</sup> Red Centroamericana de Mujeres en Solidaridad con las Trabajadoras de la Maquila. *Estudio comparativo sobre salud ocupacional y seguridad industrial de mujeres que trabajan en las empresas*

Ainsi, le cycle narratif que nous avons proposé au sein de la présente thèse gagnerait à être repris et exposé au défi d'autres cas qui pourraient confirmer ou infirmer le cycle séquentiel qui décrit les ZF. Il serait également fort intéressant de soumettre les cas de pays dits industrialisés à ce cycle narratif, étant donné que les ZF se retrouvent dans la majorité des pays du monde, à quelques exceptions près<sup>3</sup>. Nous pourrions alors voir les caractéristiques qui différencient et qui rapprochent les régimes de ZF dans chaque type de pays et la manière dont l'état d'exception est mis en œuvre, ce qui offrirait une possibilité d'application plus élargie des résultats de la recherche.

Ce choix permettrait de dépasser le cadre Nord/Sud et de se pencher sur la manière dont les États de tout horizon répondent aux problèmes de pauvreté et de suraccumulation émergeant du système économique dominant à travers des stratégies liées à l'état d'exception. Il y a fort à parier que plusieurs similitudes avec le cas salvadorien émergeraient. À titre d'exemple concernant la déclaration de l'état d'exception, en France, la loi de 1996 instituant un régime de ZF au pays commence comme suit :

[la loi] a pour but de lutter contre les phénomènes d'exclusion dans l'espace urbain et de favoriser l'insertion professionnelle, sociale et culturelle des populations habitant dans des grands ensembles ou des quartiers d'habitat dégradé. A cette fin, des dispositions dérogatoires du droit commun sont mises en œuvre, [...] en vue de compenser les handicaps économiques ou sociaux des zones urbaines sensibles, des zones de redynamisation urbaine et des zones franches urbaines<sup>4</sup>.

On retrouve dans cet extrait plusieurs éléments que nous avons étudiés en détail dans le cas salvadorien : une désignation des exclus et des espaces qu'ils occupent, une volonté de les inclure et une admission de l'exception qui est déclarée pour faciliter le processus d'inclusion/exclusive. Bref, nous nous retrouvons ici devant les mêmes paradoxes discursifs qui sous-tendaient la création du régime de ZF au Salvador. Les pistes de recherches sont en ce sens multiples et variées.

---

*textileras de las zonas francas de Centroamérica, Guatemala, Honduras, El Salvador y Nicaragua*. San Salvador, 2004, 90 p.

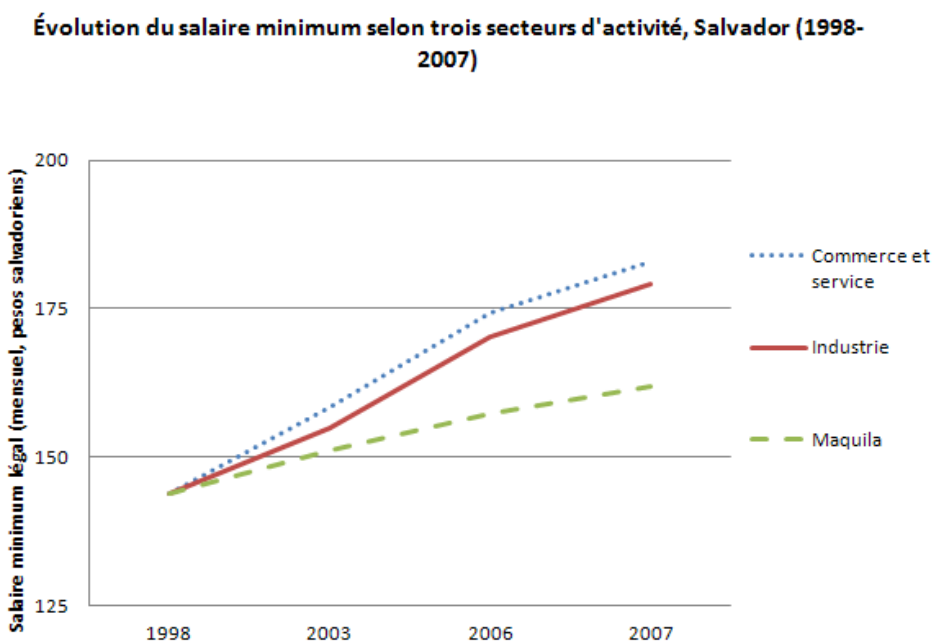
<sup>3</sup> Voir Bost, François. *Atlas mondial des Zones franches*. Paris : CNRS - La documentation française, 2010, 313 p.

<sup>4</sup> République française, Assemblée nationale. *Loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville*, publié dans le Journal officiel de la République française, 15 novembre 1996, Article 1, p. 16656. [Nos soulignements].

## b. Élargissement temporel

Si l'extension géographique du cas présente un potentiel intéressant pour la recherche, l'élargissement temporel pourrait être tout aussi prometteur, puisqu'il permettrait de voir comment le cycle narratif se remet en marche après les périodes d'achèvement de la fixation spatiale antérieures. Dans le cas du Salvador, après 2000<sup>5</sup>, nous notons un approfondissement du caractère exceptionnel des ZF conjugué à une généralisation de cette même exception. Par exemple, en 2003, le gouvernement annonçait la création d'un salaire minimum différencié pour le secteur maquila textile et de confection, c'est-à-dire un salaire minimum qui est plus bas que celui qui prévaut dans le reste du pays<sup>6</sup>. L'écart entre

l'industrie maquila et les autres secteurs va en s'accroissant pour la période allant jusqu'à 2007, comme le démontre le graphique ci-contre <sup>7</sup> : les secteurs du



commerce/service et de l'industrie augmentent plus rapidement que le secteur maquila, ce qui crée une différenciation salariale de plus en plus marquée entre ces secteurs à mesure que les années avancent.

<sup>5</sup> Date de fin de notre période d'étude.

<sup>6</sup> República de El Salvador, Ministerio de Trabajo y Previsión Fiscal. *Decreto no. 37 – Tarifas de Salarios Mínimos para los Trabajadores del Comercio, de la Industria, Servicios y Maquila Textil y Confección*, 23 mai 2003, publié dans le Diario Oficial, tome 359, no. 93, 23 mai 2003, p. 31-32.

<sup>7</sup> Graphique élaboré à partir du tableau reproduit dans Barrera, Johanna Saira, José Luis Flores Ménéndez, Rodolfo Eduardo Herrera Martínez et José Ernesto Montoya Martínez. « Modelos de Acumulación de Capital y Estructura Laboral en El Salvador (1900-2007) », mémoire de licence, octobre 2008, , Antiguo Cuscatlán : Universidad Centroamericana José Simeón Cañas, p. 106.

Il convient toutefois de noter que ce portrait sombre de l'industrie maquiladora au Salvador n'a plus le caractère d'une exception puisque, dès 2001, l'industrie maquila devient le secteur employant le plus grand nombre de personnes au pays<sup>8</sup>. Bref, dans ce cas, nous sommes à même de constater la même relation particulière entre l'exception et sa progressive généralisation qui en vient à modifier l'ensemble des normes salariales dans le pays. Cette nouvelle exception a cette fois été justifiée par de nouveaux éléments que nous pouvons associer à une « crise », c'est-à-dire le tremblement de terre de 2001, la menace d'une exclusion de l'IBC due à une (autre) menace de récession états-unienne vers 2000, les nouvelles normes de l'OMC à l'égard des ZF et la présence de pauvreté extrême dans certaines régions du pays<sup>9</sup>. C'est donc sans surprise que le moment d'exception s'approfondit après 2000, avec une poursuite des violations des droits des travailleurs des ZF<sup>10</sup>. Ces quelques considérations sur la période post-2000 nous semblent pointer vers un nouveau cycle narratif qui aurait intérêt à être étudié.

### 3. POSSIBILITÉS DE RÉSISTANCE

Nous évoquons en introduction que notre objectif central était lié à une volonté de révéler les processus qui sous-tendent la création des ZF afin de mieux cibler les possibilités de résistances. Dans le cycle narratif que nous avons élaboré, la résistance est présente à toutes les étapes. Or, nous tentons ici une hypothèse de conclusion qui se veut un appel à la mobilisation : nous croyons que la résistance doit venir dès les premières manifestations du cycle afin de saboter le processus, c'est-à-dire au moment de la déclaration de l'état d'exception. En ce sens, au lieu de prendre pour acquises les catégories créées par les énonciateurs centraux et la narration des crises passées, présentes ou pressenties, il faut remettre en question ces discours en tentant chaque fois de les déconstruire. À ce titre, Aradau soulignait avec justesse que, « [w]hat we need to contest is sovereign practices that are effacing the contingency of their own decisions by rooting themselves in concrete

---

<sup>8</sup> Grupo de Monitoreo Independiente de El Salvador (GMIES). *El Salvador: Resumen de maquilas y libre comercio*. El Salvador, janvier et décembre 2001, p. 7.

<sup>9</sup> *Ibid.*, p. 7 et Fundación Salvadoreña para el Desarrollo Económico y Social (FUSADES). *Política comercial y evolución del sector exportador durante los noventas en El Salvador*, rédigé par Carolina Alas de Franco, San Salvador : Departamento de Estudios Económicos y Sociales, août 2002, p. 21.

<sup>10</sup> Grupo de Monitoreo Independiente de El Salvador (GMIES). *El Salvador: Resumen de maquilas y libre comercio. loc. cit.*, p. 8 et Human Rights Watch (HRW). « Indiferencia intencionada : Inacción del gobierno de El Salvador en la protección de los derechos de los trabajadores », vol 15, no. 5, décembre 2003, p. 72 et ss.

realities, the necessities of the given situation and incontestable renderings of what the “war on terror” is<sup>11</sup> ». Si Aradau évoque ici la « guerre contre le terrorisme », les mêmes conclusions peuvent être tirées en ce qui a trait à la « nécessité » de créer un régime de ZF. Nous avons, dans la première section de cette thèse, mis à jour à la manière dont les discours sont alignés pour imposer une conception particulière de la vie en société, du peuple, de la citoyenneté, de l’État et de l’économie. Il importe de maintenir une posture critique vis-à-vis des nécessités, des solutions dites techniques ou apolitiques et, surtout, des conceptions qui promeuvent l’exclusion de certaines catégories de la population. En contestant vigoureusement ces prémisses, nous serons à même de court-circuiter la circulation de ces discours qui ouvrent la voie à ce que soit déployées des pratiques abusives sur des catégories désignées de personnes.

---

<sup>11</sup> Aradau, Claudia. « Law transformed: Guantánamo and the ‘other’ exception », *Third World Quarterly*, vol. 28, no. 3, 2007, p. 17.

## BIBLIOGRAPHIE

---

### Monographies

- Agamben, Giorgio. *État d'exception, Homo Sacer*. Paris : Éditions du Seuil, 2003, 153 p.
- Agamben, Giorgio. *Moyen sans fins. Notes sur la politique*. Paris : Éditions Payot & Rivages, 2002, 153 p.
- Basilien-Gainche, Marie-Laure. *État de droit et états d'exception : Une conception de l'État*. Paris : Presses Universitaires de France, 2013, 296 p.
- Bickham Méndez, Jennifer et Ronald Köpke. *Mujeres y maquila: respuestas a la globalización : organizaciones de mujeres centroamericanas en medio de la competencia y la cooperación transnacional en la industria maquilera*. San Salvador : Ediciones Heinrich Böll, 2001, 78 p.
- Bost, François. *Atlas mondial des Zones franches*. Paris : CNRS - La documentation française, 2010, 313 p.
- Hamel, Jacques, *Études de cas et sciences sociales*, Paris : L'Harmattan, 1997, 122 p.
- Harvey, David. *The Condition of Postmodernity: An Enquiry into the Origins of Cultural Change*. Oxford: Wiley, 1992, 392 p.
- Harvey David. *The Limits to Capital*. London : Verso, 2006, 478 p.
- Israel Rosen, Elle. *Making Sweatshops : The Globalization of the U.S. Apparel Industry*, London : University of California Press, 2002, 336 p.
- J. Silver, Bervely. *Forces of Labor: Workers' Movements and Globalisation since 1970*, Cambridge : Cambridge University Press, 2003, 238 p.
- Krugman, Paul. *Geography, Development and Economic Theory*. Cambridge : MIT Press, 1995, 128 p.
- Membreño, Roland et Elsa Guerrero. *Maquila y organización sindical en Centroamérica*, Managua : Centro Editorial de la Mujer, 1994, 167 p.
- Ong, Aihwa. *Neoliberalism as an Exception : Mutations in Citizenship and Sovereignty*. Durham : Duke University Press, 2006, 305 p.
- Roggenbuck, Stefan. *Neoliberalismo versus economía social de mercado. Los desafíos de El Salvador ante la globalización*, San Salvador : Konrad Adenauer Stiftung, 1996, 139 p.
- Rosa, Herman. *AID y las transformaciones Globales en El Salvador : El Papel de la Política de Asistencia Económica de los Estados Unidos desde 1980*, Managua : CRIES, 1993, 133 p.

Segovia, Alexander. *Transformación estructural y reforma económica en El Salvador: el funcionamiento económico de los noventa y sus efectos sobre el crecimiento, la pobreza y la distribución de ingreso*. California : F&G Editores, 2002, 317 p.

Turcotte R., Pierre. *Des marchés à conquérir : Guatemala, Salvador, Costa Rica, Panama* », Montréal : Les Éditions Transcontinental inc., 1997, 353 p.

Vargas Llosa, Álvaro. *Cuando hablaba dormido : Entrevistas de madrugada a personalidades muy despiertas*. Mexico D.F. : Miguel Hidalgo, 1999, 359 p.

W. Douglas, Cooper. « The US Textile Industry Renaissance of 1960-80 », *Textile History*, vol. 42, no. 1, pp. 103-116.

### **Ouvrages collectifs**

Centre Tricontinental. *La sous-traitance en périphérie, pratique économique et rapport social d'exploitation*. Paris : L'Harmattan, 1999, p. 90.

Donald et al. (sous la dir.). *Do Economics Make Markets? On the Performativity of Economics*, Princetown and Oxford: Princetown Univerty Press, 2007, 373 p.

Gauthier, Benoît (sous la dir.). *Recherche sociale : de la problématique à la collecte de données*, Québec : Presses de l'Université du Québec, 2003, 629 p.

K. Boyce, James (sous la dir.). *Ajuste hacia la paz: la política económica y la reconstrucción de posguerra en El Salvador*, San Salvador : Plaza y Valdes, 1999, 409 p.

Koepke, Ronald, Norma Molina et Carolina Quinteros. *Códigos de conducta y monitoreo en la industria de confección, experiencias internacionales y regionales*. San Salvador : Ediciones Heinrich Böll, 2000, 223 p.

Oyen, Else (sous la dir.) *Comparative Methodology : Theory and Practice in International Social Research*. London : SAGE Publications, 1990, 227 p.

Rodríguez Pérez, Luis et Ana Lissette Amaya. *Zonas francas en Centroamérica : antología*, Managua : ESECA-RUCFA, UNAN-Managua, 1996, 154 p.

Ross, Andrew (sous la dir.) *No Sweat: Fashion, Free Trade, and the Rights of Garment Workers*, Londres : Verso, 1997, 313 p.

### **Articles scientifiques**

Anner, Mark. « Forging New Labor Activism in Global Commodity Chains in Latin America », *International Labor and Working-Class History*, no. 72, automne 2007, pp. 18-41.

Anner, Mark. « Labor and Economic Globalization in Eastern Europe and Latin America », *Labor studies Journal*, vol. 22, no. 22, 2001, pp. 22-41.

Anner Mark. « Meeting the Challenges of Industrial Restructuring : Labor Reform and Enforcement in Latin America », *Latin American Politics and Society*, vol. 50, no 2, 2008, pp. 33-65.

Aradau, Claudia. « Law transformed: Guantánamo and the 'other' exception », *Third World Quarterly*, vol. 28, no. 3, 2007, pp. 489-501.

Best, Jacqueline. « Why Economy is Often the Exception to Politics as Usual », *Theory, Culture & Society*, vol. 24, no. 4, septembre 2007, pp. 88-109.

Bost, François. « Les zones franches, interfaces de la mondialisation », *Annales de géographie*, vol. 6, no. 658, 2007, pp. 563-585.

Bigo, Didier. « Exception et ban : à propos de l' "État d'exception" », *Erytheis*, no. 2, novembre 2007, pp. 115-145.

Borgeaud-Garciandia, Natacha et Bruno Lautier. « La personnalisation de la relation de domination au travail : les ouvrières des maquilas et les employées domestiques en Amérique latine », *Actuel Marx*, vol. 1, no. 49, 2011, pp. 104-120.

Brooks, Ethel. « The Ideal Sweatshop? Gender and Transnational Protest », *International Labor and Working-Class History*, no. 61, printemps 2002, pp. 21-111.

Castree, Noel. « The Spatio-temporality of Capitalism », *Time & Society*, vol. 18, no. 1, 2009, pp. 26-61.

Desse, Michel et Thierry Hartog. « Zones franches, offshore et paradis fiscaux: l'antimonde légal », *Mappemonde*, vol. 72, 2003, pp. 21-24.

F. Miyagiwa, Kaz. « A Reconsideration of the Welfare Economics of a Free-Trade Zone », *Journal of International Economics*, vol. 21, 1986, pp. 337-350.

Funkhouser, Edward. « Labor Market Adjustment to Political Conflict Changes in the Labor Market in el Salvador During the 1980s », *Journal of Development Economics*, vol. 52, 1997, pp. 31-64.

G. Grubel, Herbert. « Towards a Theory of Free Economic Zones », *Weltwirtschaftliches Archiv*, vol. 118, no. 1, 1982, pp. 39-61.

Giaccaria, Paolo et Claudio Minca. « Topographies/Topologies of the Camp: Auschwitz as a Spatial Threshold », *Political Geography*, vol. 30, no. 1, janvier 2011, pp. 3-12.

Goldín R., Liliana. « Labor Turnover Among Maquiladora Workers of Highland Guatemala : Resistance and Semiproletarianization in Global Capitalism », *Latin American Research Review*, vol. 46, no. 3, 2011, pp. 133-231.

Hardy, Sébastien. « La vallée de Sula (Honduras) : une marge triomphante? », *Environnement urbain*, tome 28, no. 3, 2006, pp. 221-233.

Harvey, David. « Globalization and the "Spatial fix" », *Geographische revue*, vol. 2, 2001, pp. 23-30.

Harvey, David. « Labor, Capital, and Class Struggle around Built Environment in Advanced Capitalist Societies », *Politics & Society*, vol. 6, 1976, pp. 265-295.

Harvey, David. « Le "Nouvel Impérialisme" : accumulation par expropriation », *Actuel Marx*, vol. 1, no. 35, 2004, p. 71-90.

J.S. Ross, Robert. « The Rag Trade as the Canary in the Coal Mine: The Global Sweatshop 1980-2010. » *New Labor Forum*, vol. 20, no. 1, hiver 2011, pp. 42-49.

Krugman, Paul. « Increasing Returns and Economic Geography », *Journal of Political Economy*, vol. 99, no. 3, juin 1991, p. 483-499.

Lewis, David E. « La otra espada de EEUU. La iniciativa de la Cuenca del Caribe », *Nueva Sociedad*, no. 101, mai-juin 1989, pp. 55-63.

Martínez, Romano et Luis Ernesto. « A propósito de la nueva Ley de Zonas Francas », *Estudios centroamericanos*, vol. 53, septembre 1998, pp. 827-831.

Omar, Karima et William A. Stoeber. « The Role of Technology and Human Capital in the EPZ Life-Cycle », *Transnational Corporations*, vol. 17, no. 1, 2008, pp. 135-159.

Ribera, Ricardo. « Construyendo sobre arena : La política exterior salvadoreña durante las cuatro Administraciones areneras », *Estudios centroamericanos*, vol. 727, no. 66, octobre-décembre 2011, pp. 513-536.

Robles Rivera, Francisco. « Los de entonces ya no son los mismos. Acumulación por deposición en la última década en El Salvador y Costa Rica. », *Anuario de Estudios Centroamericanos*, Universidad de Costa Rica, vol. 37, 2011, pp. 105-137.

Robles Rivera, Francisco. « Nuevos Espacios de Acumulación : Modelo de Ajuste Estructural en El Salvador y Costa Rica (1980-1999) », *Revista de Ciencias Sociales*, vol. II-III, no. 128-129, 2010, pp. 97-117.

Saint-Bonnet, François. « L'état d'exception et la qualification juridique », *CRDF*, no. 6, 2007, pp. 29-38.

Sklair, Leslie. « The Maquilas in Mexico: A Global Perspective », *Bulletin of Latin American Research*, vol. 11, no. 1, 1992, pp.91-107.

Wilson, Japhy. « Colonising Space: The New Economic Geography in Theory and Practice », *New Political Economy*, vol. 16, no. 3, juillet 2001, pp. 373-397.

### **Rapports/études d'organisations internationales**

Département de l'évaluation des opérations de la Banque mondiale. « Reconstruction des pays sortant d'un conflit : Le cas d'El Salvador », no. 172, été 1998, 3 p.

Human Rights Watch (HRW). « Indiferencia intencionada : Inacción del gobierno de El Salvador en la protección de los derechos de los trabajadores », vol 15, no. 5, décembre 2003, 106 p.

International Labor Rights Fund (ILRF). « Written Testimony Regarding the Central American Free Trade Agreement (CAFTA) », janvier 2005, 27 p.

International Food Policy Research Institute (IFPRI). « The Impact of the Central America Free Trade Agreement on the Central American Textile Maquila Industry », rédigé par Hans G.P. Jansen et al., Washington : Discussion Paper 00720, septembre 2007, 63 p.

The World Bank. « A Review of the Role and Impact of Export Processing Zones », rédigé par Madani Dorsati, Policy Research Working Paper, Development Research Group, 1999, 108 p.

Nations Unies, Comisión Económica para América Latina (CEPAL). « Panorama de la inserción internacional de América Latina y el Caribe : 2002-2003 », mai 2004, 230 p.

Nations Unies, Comisión Económica para América Latina (CEPAL). « La situación económico -laboral de la maquila en El Salvador: un análisis de género », rédigé par Ligia Elizabeth Alvarenga Jule, Santiago de Chile : Unidad Mujer y Desarrollo, mai 2001, 78 p.

Nations Unies, Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). « Informe sobre Desarrollo Humano » El Salvador 2013. San Salvador, 2013, 351 p.

Organisation internationale du travail (OIT). « Informe de la Comisión de Expertos en Aplicación de Convenios y Recomendaciones (artículos 19, 22, 35 de la Constitución), tercer punto del orden del día : informaciones y memorias sobre la aplicación de convenios y recomendaciones », Genève, 2004, 476 p.

Organisation internationale du travail (OIT). « La industria de la maquila en Centroamerica », Guatemala : Informe para el Seminario Subregional de Empleadores de Centroamérica y República Dominicana, avril 1997, 223 p.

Organisation internationale du travail (OIT). « La sindicalización de las mujeres trabajadoras de la maquila : equidad de genero y trabajo de la mujer en centroamerica », rédigé par Janina Fernández et Carolina Quinteros. San José de Costa Rica, Proyecto para el Mejoramiento de las Condiciones Laborales y de Vida de las Trabajadoras de la Maquila, 2000, en ligne,  
<http://www.ilo.int/public//spanish/region/ampro/cinterfor/temas/gender/gestion/accsindi/maquila.htm>

Organisation internationale du travail (OIT). « Problemas laborales en las empresas de maquila de vestuario (junio 2000-mayo 2001) », Síntesis elaborada a partir del Informe de la CIOSL , Informe Anual sobre las violaciones a los derechos sindicales, 2000, en ligne,  
[http://www.ilo.int/public//spanish/region/ampro/cinterfor/temas/gender/oit\\_igu/poloit/estra/maqui/x.htm](http://www.ilo.int/public//spanish/region/ampro/cinterfor/temas/gender/oit_igu/poloit/estra/maqui/x.htm)

## **Rapports/études d'organismes non-gouvernementaux (ONG)**

Asociación de Mujeres por la Dignidad y la Vida, Las Dignas; Centro para la Defensa del Consumidor (CDC); Fundación de Estudios para la Aplicación del Derecho (FESPAD); Instituto de Derechos Humanos de la Universidad José Simeón Cañas (IDHUCA). *El Salvador por dentro : Juicio al modelo 1989-2005*. San Salvador, novembre 2005, 144 p.

Centro de Estudios del Trabajo, CENTRA/Centro de Solidaridad AFL-CIO, Proyecto de Investigación Permanente en la Maquila. *Dinámica de la Actividad Maquiladora y Derechos Laborales en El Salvador*, rédigé par Carolina Quinteros, Gilberto García, Roberto Góchez et Norma Molina, San Salvador, mars 1998, 53 p.

Centro Latinoamericano de Competitividad y Desarrollo Sostenible (CLACDS). *La industria textil en Centroamérica*, rédigé par Luis Obando y Cristián Cortés. San José : Observatorio de PYMEs, janvier 2002, 22 p.

Consejo Monetario Centroamericano. *Efectos de la maquila en el sector real y en la balanza de pagos de El Salvador*. San Salvador : Documento de Investigación No. 1, 2001, 58 p.

Fundación Nacional para el Desarrollo (FUNDE). *El impacto del NAFTA en el proceso de Integración de América Central y sus implicaciones para los sectores populares : Caso El Salvador*, rédigé par José Victor Aguilar Guillén et Joaquín Arriola Palomares, San Salvador : Documento de trabajo no. 74, février 1996, 105 p.

Fundación Nacional para el Desarrollo (FUNDE). *La industria en El Salvador : Analisis y propuestas*, rédigé par Joaquín Arriola, San Salvador, août 1993, 50 p.

Fundación Salvadoreña para el Desarrollo Económico y Social (FUSADES). *Memoria de Labores 2008*, rédigé par Patricia Villacorta, Silvia Linares et María Elena Salume, San Salvador, juillet 2009, 65 p.

Fundación Salvadoreña para el Desarrollo Económico y Social (FUSADES). *Política comercial y evolución del sector exportador durante los noventas en El Salvador*, rédigé par Carolina Alas de Franco, San Salvador : Departamento de Estudios Económicos y Sociales, août 2002, 94 p.

Grupo de Monitoreo Independiente de El Salvador (GMIES). *El Salvador: Resumen de maquilas y libre comercio*. El Salvador, janvier et décembre 2001, 14 p.

Grupo de Monitoreo Independiente de El Salvador (GMIES). *Verification of compliance with labor laws and the code of conduct of Liz Claiborne, Inc., in three plants of a company in El Salvador (Final report)*. El Salvador, juillet 2001, 18 p.

Instituto Universitario de Opinión Pública (IUDOP). *Encuesta sobre derechos laborales y el movimiento sindical en la industria de la maquila*. Instituto de Derechos Humanos de la Universidad Centroamericana José Simeón Cañas (IDHUCA), San Salvador, novembre 1996, 34 p.

Procuraduría para la Defensa de los Derechos Humanos. *Los derechos humanos y la maquila en El Salvador*, rédigé par Mercedes Cañas et al., San Salvador, avril 1998, 151 p.

Procuraduría para la Defensa de los Derechos Humanos, Mesa Permanente sobre la Situación Laboral en El Salvador. *Panorama general sobre el ejercicio de las libertades sindicales en El Salvador*. San Salvador, 2004, 235 p.

Red Centroamericana de Mujeres en Solidaridad con las Trabajadoras de la Maquila. *Estudio comparativo sobre salud ocupacional y seguridad industrial de mujeres que trabajan en las empresas textiles de las zonas francas de Centroamérica, Guatemala, Honduras, El Salvador y Nicaragua*. San Salvador, 2004, 90 p.

Structural Adjustment Participatory Review International Network (SAPRIN). *La flexibilización del mercado laboral en El Salvador*, San Salvador : research summaries, mars 2001, 19 p.

### **Bulletins**

Fundación Nacional para el Desarrollo (FUNDE). « Economía Política del Primer Año de Gobierno de Calderón Sol », *Bulletin Alternativas para el Desarrollo* , rédigé par Joaquín Arriola, no. 30, San Salvador, juin/juillet 1995, pp. 1-6.

Fundación Salvadoreña para el Desarrollo Económico y Social (FUSADES). « Reconversión de los esquemas de Zonas Francas en programas compatibles a la normativa OMC », *Boletín de Estudios Legales*, no. 77, mai 2007, pp 1-12.

### **Articles de journaux**

Alden, Edward. « Basketball faces sweatshop probe », *Financial Times (London edition)*, 11 mai 2001, p. 13.

El Diario de Hoy. « Generarán 75 mil plazas en maquila », 8 novembre 1999, en ligne, <http://www.elsalvador.com/noticias/EDICIONESANTERIORES/noviembre8/NACIONAL/>

El Diario de Hoy. « La maquila tiene que reconvertirse », 6 décembre 2002, en ligne, <http://www.elsalvador.com/noticias/2002/12/6/negocios/negoc5.html>

Global Information Network. « Development – Salvador : Growth Without Equity », 30 avril 1999.

Greenhouse, Steven. « Labor Abuses In El Salvador Are Detailed In Document », *New York Times* (New York), 10 mai 2001. <http://www.nytimes.com/2001/05/10/world/labor-abuses-in-el-salvador-are-detailed-in-document.html>

Herbert, Bob. « Firms Exploits Women in El Salvador », *Gainesville Sun*, 17 octobre 1995, p. 10A.

Herbert, Bob. « Maximizing Profits While Minimizing Humanity », *The Spokesman Review*, 25 juillet 1995, p. 85.

La Nación. « Zonas Francas promueven competitividad », 29 janvier 1996, en ligne, [http://www.nacion.com/CentroAmerica/Archivo/1996/enero/29/el\\_salvador.html](http://www.nacion.com/CentroAmerica/Archivo/1996/enero/29/el_salvador.html)

La Prensa Grafica. « Bajo la idea de crear polos de desarrollo proliferan las zonas francas », 4 octobre 1994, p. 14-A et 15-A.

La Prensa Grafica. « Dr. Calderón Sol anuncia desgravación arancelaria y la creación de una gran zona franca para el país », 3 janvier 1996, p. 3.

La Prensa Grafica. « Zona francas para reactivar Oriente », 13 octobre 1994, p. 71-A.

Lemoyne, James. « After Parades and Promises, Duarte Flounders in Salvador ». *The New York Times*, 16 février 1987.

Reuters – Noticias Latinoamericanas. « Calderón llama mal nacidos a diputados y sindicalistas ». 28 novembre 1995.

Trigueros, Guadalupe. « Ministerio del Trabajo aclara situación laboral en las maquilas », *El diario de hoy* (San Salvador), 12 septembre 2000.  
<http://www.elsalvador.com/noticias/EDICIONESANTERIORES/2000/SEPTIEMBRE/septiembre12/NEGOCIOS/negoc3.html>

Trigueros, Guadalupe. « Ministro se disculpa con confeccionistas », *El diario de hoy* (San Salvador), 11 septembre 2000.  
<http://www.elsalvador.com/noticias/EDICIONESANTERIORES/2000/SEPTIEMBRE/septiembre11/NEGOCIOS/negoc3.html>

Trigueros, Guadalupe. « La maquila sale en defensa de su industria », *El diario de hoy* (San Salvador), 11 septembre 2000.

Wilson, James. « Maquila law in El Salvador relaxed », *Financial Times*, London, 3 juillet 1998.

### **Articles en ligne**

Institute for Global Labour and Human Rights. « Leading Human Rights Groups Blast GAP Cover-Up in El Salvador », 1<sup>er</sup> octobre 1995, en ligne, <http://www.globallabourrights.org/alerts/leading-human-rights-groups-blast-gap-cover-up-in-el-salvador>.

Institute for Global Labour and Human Rights. « Liz Claiborne/Sweatshop Production in El Salvador », 17 septembre 1998, en ligne, <http://www.globallabourrights.org/reports/liz-claiborne-sweatshop-production-in-el-salvador>

Institute for Global Labour and Human Rights. « The GAP in El Salvador Update: The Case of Mandarin International », 28 juin 1995, en ligne, <http://www.globallabourrights.org/alerts/the-gap-in-el-salvador-update-the-case-of-mandarin-international>.

US Labor Education in the Americas Project (US LEAP). « New Maquila Benefits Approved », 9 août 2000, en ligne, <http://www.usleap.org/new-maquila-benefits-approved>.

González, José Mirio. « El Salvador – Le droit des travailleurs systématiquement violé », *Alterinfos – América Latina*, 16 juin 2000, en ligne, [www.alterinfos.org/spip.php?article5950](http://www.alterinfos.org/spip.php?article5950).

### **Autres articles**

Breslow, Marc. « Crimes of Fashion :Those who Suffer to Bring yo GAP T-Shirts », *Dollars & Sense*, novembre/décembre 1995, p. 30.

González, Luis Armando. « Los ricos más ricos de El Salvador », *Estudios CentroAmericanos*, 22 juillet 2005, pp. 703-706.

Kernaghan, Charles. « Sweatshop blues : Companies Love Misery », *Dollars & Senses*, mars/avril 1999, pp. 18-21.

Montoya, Aquiles. « La concentración en la industria manufacturera salvadoreña », *Estudios CentroAmericanos*, 1988, en ligne, <http://www.uca.edu.sv/publica/eca/599art2.html>.

Sevilla, Manuel. « Visión global sobre la concentración económica en El Salvador », *Boletín de Ciencias Económicas y Sociales*, 1984, pp. 155-190.

Oxford Analytica Daily Brief Service. « El Salvador : Workers' Rights », 28 février 1996.

### **Sites Internet**

Estructuras de concreto S.A. de C.V. (ECONSA). *Nuestros proyectos*, en ligne, <http://www.econsa.org/proyectos.php>

Banque mondiale. *Données : El Salvador*, en ligne, <http://donnees.banquemondiale.org/pays/el-salvador>.

Fundación Salvadoreña para el Desarrollo Económico y Social (FUSADES). *Historia*, en ligne, [http://www.fusades.org/index.php?option=com\\_k2&view=item&layout=item&id=276&Itemid=291&lang=es](http://www.fusades.org/index.php?option=com_k2&view=item&layout=item&id=276&Itemid=291&lang=es).

Grupo de Monitoreo Independiente de El Salvador (GMIES). *Nuestro trabajo*, en ligne, [http://gmies.org/?page\\_id=12](http://gmies.org/?page_id=12).

### **Mémoires et thèses**

Andrade Oviedo, Geovani Alvaro, Alisson Janeth Henríquez Díaz et Olga Ivette Peraza Bonilla. « Diseño de un sistema de gestión del conocimiento sincronizado para el mejor desempeño de los niveles gerenciales de las empresas dedicadas a la industria manufacturera textil establecidas en las zonas francas en el Departamento de La Libertad », mémoire de licence, septembre 2003, San Salvador : Universidad Francisco Gavidia, 133 p.

Barrera, Johanna Saira, José Luis Flores Ménéndez, Rodolfo Eduardo Herrera Martínez et José Ernesto Montoya Martínez. « Modelos de Acumulación de Capital y Estructura Laboral

en El Salvador (1900-2007) », mémoire de licence, octobre 2008, , Antiguo Cuscatlán : Universidad Centroamericana José Simeón Cañas, 143 p.

Bukele, Claudia Patricia, Mario Arturo Mata et Paola Alejandra Quintanilla Osegueda. « Importancia de la Industria Textil en El Salvador », mémoire de licence, décembre 2011, Antiguo Cuscatlán : Universidad Dr. José Matías Delgado, 42 p.

Correas Villanueva, Morena Guadalupe et Merici Gonzales Gonzales. « Diseño de un modelo de comunicación de observancia organizacional que mejore las relaciones interpersonales del recurso humano de las empresas textiles maquileras ubicadas en la zona franca San Marcos del municipio de San Marcos », mémoire de licence, octobre 2004, San Salvador : Universidad Francisco Gavidia, 150 p.

Escobar Grande, Alejandra Vanessa, Eugenia Margarita García Saravia et Rodrigo Alfonso Morales López. « Impacto de la Apertura Comercial en la Competitividad Internacional y la Distribución del Ingreso en El Salvador: 1990-2010 », mémoire de licence, septembre 2011, Antiguo Cuscatlán : Universidad Centroamericana José Simeón Cañas, 285 p.

Escobar Miranda, Julia Maritza, María Teresa Funes Flores et Liliana Michelle Herrera García. « Análisis de la precarización laboral en El Salvador a partir de la introducción del actual modelo de acumulación de capital : 1990-2009 », mémoire de licence, octobre 2011, , Antiguo Cuscatlán : Universidad Centroamericana José Simeón Cañas, 139 p.

Rivera Pineda, Jenny Mirian, Hernández Amaya, María de La Paz et Rolando Alfredo Lobo Melara. « Propuesta de un plan estratégico de requerimiento para la compra de materia prima que incremente la productividad en la medianas empresas que elaboran ropa deportiva ubicadas en el municipio de San Salvador », mémoire de licence, mars 2007, San Salvador : Universidad Francisco Gavidia, 175 p.

Sánchez, Alfredo et Juan Walter Crux Coto. « La política exterior del gobierno de El Salvador ante el problema de los Salvadoreños ilegales en los Estados Unidos », mémoire de licence, novembre 1996, San Salvador : Universidad de El Salvador, 74 p.

Pichinte Hernandez, Juan Alberto et Ricardo Antonio Rivas Idiaquez. « Los derechos laborales de la mujer en la maquila salvadoreña », mémoire de licence, janvier 2004, San Salvador : Universidad Francisco Gavidia, 50 p.

Vilma Marisol Carranza Gómez, Rolando Lobo Marroquín et Gabriela Gerldina Villatoro, Zaldaña. « Las desigualdades e inequidades en el mercadod e trabajo salvadoreño. El caso de las mujeres ex-combatientes », mémoire de licence, octobre 2010, Antiguo Cuscatlán : Universidad Centroamericana José Simeón Cañas, 247 p.

### **Documents gouvernementaux et lois**

República de El Salvador, Ministerio de Planificación y Coordinación del Desarrollo Económico y social. *Encuesta de Hogares y Propósitos múltiples. Total País Urbano*, octubre 1988 à février 1989, vol. 1, 102 p.

República de El Salvador, Ministerio de Planificación y Coordinación del Desarrollo Económico y social. *Encuesta de Hogares y Propósitos múltiples. Total País Urbano*, octubre 1991 à mars 1992, vol. 1, 526 p.

República de El Salvador, Ministerio de Trabajo y Previsión Fiscal. *Decreto no. 37 – Tarifas de Salarios Mínimos para los Trabajadores del Comercio, de la Industria, Servicios y Maquila Textil y Confección*, publié dans le Diario Oficial, tome 359, no. 93, 23 mai 2003.

República de El Salvador. *Ley de Reactivación a las Exportaciones - Décret no. 460 de l'Assemblée législative*, 15 mars 1990, publié dans le Diario Oficial, tome 307, no. 88, 18 avril 1990.

República de El Salvador. *Ley del Régimen de Zonas Francas y Recintos Fiscales - Décret no. 461 de l'Assemblée législative*, 15 mars 1990, publié dans le Diario Oficial, tome 307, no. 88, 18 avril 1990.

República de El Salvador. *Ley de Zonas Francas Industriales y de Comercialización - Décret no. 405, de l'Assemblée législative*, 3 septembre 1998, publié dans le Diario Oficial, tome 340, no. 176, 23 septembre 1998.

République française, Assemblée nationale. *Loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en oeuvre du pacte de relance pour la ville*, publié dans le Journal officiel de la République française, 15 novembre 1996, pp. 16656-16667.

United States Agency for International Development. *Grant Agreement for Free Zone Development Project between the Government of El Salvador and the United States of America*. San Salvador, 31 août 1988, 28 p.

United States of America AID Mission to El Salvador. *Action Memorandum for the Mission Director/Project Assistance Completion Report Industrial Reconstruction Project, Project no. 519-0323*, San Salvador, 10 mai 1998, 8 p.

United States of America AID Mission to El Salvador. *Cooperative Agreement no. 519-0323-A-8872-00, Free Zone Development Project, Private Sector Component*, San Salvador, 31 août 1988, 24 p.

United States International Development Cooperation Agency/Agency for International Development. *El Salvador – Project Paper – Free Zone Development*. Washington, 30 août 1988, 269 p.

United States International Trade Commission. *Textiles and Apparel : Assessment of the Competitiveness of Certain Foreign Suppliers to the U.S. Market*, investigation no. 332-448, Publication 3671, Washington, mars 1998, 583 p.

United States International Trade Commission. *Report on the Impact of the Caribbean Basin Economic Recovery Act on U.S. Industries and Consumers/Report to Congress and the President on Investigation no. 332-227 Under Section 332(b) of the Tariff Act of 1930*. Washington, 1991, pp. iii-B-10.

### **Discours officiels**

República de El Salvador. *Discursos del Presidente de la República de El Salvador : Licenciado Alfredo Cristiani*. Tome II, janvier-juin 1990, 71 p.

República de El Salvador. *Discursos del Presidente de la República de El Salvador : Licenciado Alfredo Cristiani*. Tome III, juillet-décembre 1990, 66 p.

República de El Salvador. *Discursos del Presidente de la República de El Salvador : Licenciado Alfredo Cristiani*. Tome IV, janvier-juillet 1991, 42 p.

República de El Salvador. *Discursos del Presidente de la República de El Salvador : Licenciado Alfredo Cristiani*. Tome V, juillet-décembre 1991, 62 p.

República de El Salvador. *Mensajes del Presidente de la República de El Salvador : Licenciado Alfredo Cristiani*. Tome I, juin-décembre 1989, 59 p.

Presidencia de la República de El Salvador, Secretaría Nacional de Comunicaciones. *Informe del Señor Presidente de la República de El Salvador Licenciado Alfredo Cristiano, a la Honorable Asamblea Legislatova, al Cumplir su Tercer Año de Gobierno*. San Salvador, 1<sup>er</sup> juin 1992, 16 p.

Presidencia de la República de El Salvador, *Discurso de toma de posesión de la presidencia de la República de El Salvador Doctor Armando Calderón Sol*, San Salvador, 1<sup>er</sup> juin 1994, 21 p.

### **Audiovisuel**

La Prensa Gráfica Noticias de El Salvador. « Piden indemnización en zona franca », 26 septembre 2011, en ligne, <http://www.youtube.com/watch?v=EjyManyK4LY>, 1min14.

### **Autres sources**

L. Van, Wunnik. « L'entreprise maquiladora au Nicaragua: une "entreprise hirondelle" ». *Atelier de recherche du groupe thématique AIMS/ASRDLF*, "5<sup>ème</sup> atelier de recherche du groupe thématique AIMS/ASRDLF", Faculté Jean Monnet, Université Paris-Sud, Sceaux, 2011, p. 1-32.